

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2214

[C — 2004/29170]

31 MARS 2004. — Décret définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinancant les universités (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Partie I^{re}. — Dispositions communes

TITRE I^{er}. — Objectifs et missions de l'enseignement supérieur

Article 1^{er}. Ce décret a pour objet l'enseignement supérieur de plein exercice, au sens de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, organisé ou subventionné par la Communauté française. Celui-ci comprend l'enseignement universitaire et l'enseignement supérieur hors université dispensé comme enseignement de plein exercice

Les études correspondantes organisées par les établissements de promotion sociale qui délivrent des titres et grades équivalents à ceux délivrés par l'enseignement supérieur de plein exercice sont également visées par ce décret.

Art. 2. L'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française poursuit, simultanément et sans hiérarchie, notamment les objectifs généraux suivants :

1° accompagner les étudiants dans leur rôle de citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, pluraliste et solidaire;

2° promouvoir l'autonomie et l'épanouissement des étudiants, notamment en développant leur curiosité scientifique et artistique, leur sens critique et leur conscience des responsabilités et devoirs individuels et collectifs;

3° transmettre, tant via le contenu des enseignements que par les autres activités organisées par l'établissement, les valeurs humanistes, les traditions créatrices et innovantes, ainsi que le patrimoine culturel artistique, scientifique, philosophique et politique, fondements historiques de cet enseignement, dans le respect des spécificités de chacun;

4° garantir une formation au plus haut niveau, tant générale que spécialisée, tant fondamentale et conceptuelle que pratique, en vue de permettre aux étudiants de jouer un rôle actif dans la vie professionnelle, sociale, économique et culturelle, et de leur ouvrir des chances égales d'émancipation sociale;

5° développer des compétences pointues dans la durée, assurant aux étudiants les aptitudes à en maintenir la pertinence, en autonomie ou dans le contexte de formation continuée tout au long de la vie;

6° inscrire ces formations initiales et complémentaires dans une perspective d'ouverture scientifique, artistique, professionnelle et culturelle, incitant les enseignants, les étudiants et les diplômés à la mobilité et aux collaborations intercommunautaires et internationales.

L'enseignement supérieur met en œuvre des méthodes et moyens adaptés, selon les disciplines, afin d'atteindre les objectifs généraux indiqués et de le rendre accessible à chacun, selon ses aptitudes, sans discrimination. La Communauté française subordonne sa reconnaissance des études et sa subvention aux établissements qui les organisent au respect de ces objectifs et des autres dispositions de ce présent décret.

Art. 3. Afin de respecter les objectifs généraux, l'enseignement supérieur exige du personnel qui le dispense des qualités pédagogiques et des compétences spécifiques et actualisées, en lien direct avec les lieux de création, de critique, de développement et d'évolution du savoir, de l'art et de la pensée. Pour ce faire, les établissements qui l'organisent assurent, selon leurs moyens et leurs spécificités, les trois missions complémentaires suivantes :

1° offrir une formation initiale et continuée de haute qualité, selon leurs habilitations, et certifier ainsi les compétences et savoirs acquis par leurs diplômés;

2° participer à des activités de recherche et/ou de création dans leur discipline;

3° assurer des services à la collectivité, notamment par une collaboration avec le monde éducatif, social, économique et culturel.

L'établissement détermine les activités spécifiques de chacun des membres de son personnel correspondant à ces missions. Selon la forme et le type d'enseignement supérieur considéré, ces missions revêtent une importance relative différente et peuvent se matérialiser de façons variées, conformes aux spécificités de l'établissement.

Ces différentes missions de l'enseignement supérieur s'inscrivent dans une dimension de collaborations et d'échanges internationaux, intercommunautaires et au sein de la Communauté française.

Art. 4. La finalité de l'enseignement supérieur est de former des diplômés répondant à ses objectifs généraux. Selon les disciplines, ces objectifs sont atteints à l'issue de formations initiales appartenant à l'un des types suivants :

1° l'enseignement supérieur de type court qui associe intimement, sur le plan pédagogique, la théorie et la pratique, les stages en milieu professionnel ou en laboratoire et répond ainsi à des objectifs professionnels précis; il est dispensé hors université;

2° l'enseignement supérieur de type long qui procède à partir de concepts fondamentaux, d'expérimentations et d'illustrations, et prodigue ainsi une formation à la fois générale et approfondie; il est dispensé dans les institutions universitaires et hors université.

Par essence, l'enseignement universitaire est fondé sur un lien étroit entre la recherche scientifique et les matières enseignées. Les institutions universitaires ont pour mission spécifique la recherche scientifique fondamentale et appliquée.

L'enseignement supérieur organisé hors université poursuit une finalité professionnelle ou artistique de haute qualification. Les établissements qui l'organisent remplissent leur mission de recherche appliquée liée à leurs enseignements en relation étroite avec les milieux professionnels ou artistiques ou en collaboration avec les institutions universitaires.

Art. 5. L'enseignement supérieur s'adresse à un public adulte et volontaire. Il met en œuvre des méthodes didactiques adaptées à cette caractéristique et conformes à ses objectifs. En particulier, cette pédagogie se fonde sur des activités collectives ou individuelles, sous la conduite directe ou indirecte d'enseignants, mais également sur des travaux personnels des étudiants réalisés en autonomie. Cette méthodologie repose logiquement sur les compétences terminales et savoirs communs requis à l'issue de l'enseignement qui y donne accès.

Les établissements, leur personnel et les étudiants ont chacun le devoir d'ouvrir à la poursuite de ces objectifs dans ce contexte.

TITRE II. — Organisation des études

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et concepts généraux

Art. 6. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

Académie : Institution universitaire issue de l'association d'universités.

Admission : processus consistant à vérifier qu'un étudiant remplit les conditions l'autorisant à entreprendre un cycle d'études particulier. L'admission est entérinée par l'inscription effective aux études.

Autorités académiques : les instances qui, dans chaque établissement, sont habilitées à exercer les compétences liées à l'organisation de l'enseignement qui leur sont attribuées par le décret.

Bachelier : grade académique sanctionnant des études de premier cycle de 180 crédits au moins.

Certificat : document qui atteste la réussite d'une formation et l'octroi éventuel de crédits associés, sans conférer de grade académique.

Crédit : unité correspondant au temps consacré, par l'étudiant, au sein d'un programme d'études, à une activité d'apprentissage dans une discipline déterminée.

Les crédits sont octroyés à l'étudiant après évaluation favorable des compétences et connaissances acquises.

Cursus : études conduisant à un grade académique déterminé. Un cursus peut s'étendre sur un ou plusieurs cycles d'études.

Cycle : suite d'années d'études menant à l'obtention d'un grade académique. L'enseignement supérieur est organisé en trois cycles.

Diplôme : document qui atteste la réussite d'études conformes aux dispositions du présent décret et le grade académique conféré à l'issue de ces études.

Domaine d'études : branche de la connaissance qui correspond à un ou plusieurs cursus, appelée catégorie dans le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

Doctorat : troisième cycle universitaire menant au grade académique de docteur, obtenu après soutenance d'une thèse, correspondant globalement à au moins 180 crédits obtenus après une formation initiale d'au moins 300 crédits sanctionnée par un grade académique de master.

Ecole doctorale : structure de recherche et d'enseignement, organisée par une ou conjointement par plusieurs académies, chargée de prodiguer la formation doctorale dans un ou plusieurs domaines d'études.

Enseignement supérieur : Enseignement visé par le présent décret.

Equivalence : processus — conforme à la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers — visant à assimiler, pour un étudiant, ses compétences et savoirs, certifiés par un ou plusieurs titres, certificats d'études ou diplômes étrangers, à ceux requis à l'issue d'études dans nos établissements d'enseignement supérieur. Cette équivalence est attestée par une dépêche d'équivalence délivrée par l'instance compétente.

Etablissement d'enseignement supérieur : institution dispensant un enseignement supérieur reconnu par le présent décret. Ces établissements sont, selon le secteur d'études pour lesquels ils sont habilités, une institution universitaire, une haute école, une école supérieure des arts, un institut supérieur d'architecture ou une académie universitaire.

FNRS : Fonds national de la Recherche scientifique tel que reconnu par l'article 47 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Grade académique : titre correspondant au niveau atteint à l'intérieur d'un cursus reconnu par ce décret et attesté par un diplôme. Dans les cursus de type long, les grades académiques de premier cycle sont appelés de transition.

Habilitation : capacité accordée par décret à un établissement d'enseignement supérieur d'organiser tout ou partie d'un programme d'études, de conférer un grade académique et de délivrer les certificats et diplômes associés.

Jury : sans préjudice d'autres législations, pour les dispositions du présent décret, instance académique chargée à titre principal de l'évaluation des compétences et connaissances, de leur certification et de l'organisation des épreuves correspondantes.

Master : grade académique sanctionnant des études de deuxième cycle, organisées dans l'université ou l'enseignement de type long de niveau universitaire en vertu des dispositions de ce décret ou de dispositions antérieures, valorisables pour au moins 60 crédits à l'issue d'une formation initiale d'au moins 180 crédits.

Master complémentaire : grade académique sanctionnant des études universitaires de deuxième cycle correspondant à une qualification professionnelle particulière à l'issue d'une formation de 60 crédits au moins, obtenus après une formation initiale d'au moins 300 crédits sanctionnée par un grade de master.

Mention : appréciation par un jury de la qualité des travaux d'un étudiant lorsqu'il lui confère un grade académique ou sanctionne la réussite d'une année d'études.

Passerelle : processus académique autorisant un étudiant à poursuivre des études dans un autre cursus ou dans un autre type d'études.

Programme d'études : l'ensemble des activités d'apprentissage qui constituent les études; le programme en précise l'organisation temporelle en années d'études et les crédits associés.

Quadrimestre : division de l'année académique couvrant approximativement quatre mois.

Type : ce qui caractérise une formation supérieure lié à sa finalité professionnelle, ses méthodes pédagogiques et le nombre de cycles de formation initiale. L'enseignement supérieur de type court comprend un seul cycle; celui de type long comprend deux cycles de base.

Valorisation des acquis : processus d'évaluation et de reconnaissance des savoirs et compétences d'un candidat dans le contexte d'une admission aux études.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer les correspondances entre ces termes ou d'autres notions définies dans le présent décret avec les terminologies en vigueur au sein de l'Union européenne.

Art. 7. Seuls les établissements habilités à dispenser un enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française peuvent porter le nom d'université, faculté, académie universitaire, haute école, institut supérieur d'architecture ou école supérieure des arts dans la région de langue française et, s'ils sont de la compétence de la Communauté française, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. L'adjectif « universitaire » est réservé pour désigner des organes ou structures liées à ces mêmes établissements.

Seuls ces mêmes établissements peuvent délivrer les grades académiques et titres définis dans le présent décret, ainsi que les établissements de promotion sociale dans la mesure où ils délivrent des titres d'enseignement supérieurs équivalents, au sens de l'article 4 du décret du 27 février 2003 établissant les grades académiques délivrés par les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales, ou de dispositions antérieures.

Art. 8. Sauf exceptions prévues par la loi ou le décret, la Communauté française ne reconnaît comme grades, titres et diplômes d'enseignement supérieur que ceux délivrés en vertu d'un décret ou reconnus équivalents.

Les formations sanctionnées par ces diplômes sont reconnues par la Communauté française en vertu des habilitations attribuées aux établissements par le décret.

Art. 9. Les établissements d'enseignement supérieur sont tenus d'assurer le suivi et la gestion de la qualité pour toutes les missions qu'ils remplissent.

En particulier, pour leur mission de formation, les établissements d'enseignement supérieur se conforment également aux dispositions du décret du 14 novembre 2002 créant l'agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française et de ses arrêtés d'application.

CHAPITRE II. — *Etablissements d'enseignement supérieur*

Art. 10. Sont considérées comme universités, les institutions suivantes :

- 1° l'Université de Liège;
- 2° l'Université catholique de Louvain;
- 3° l'Université libre de Bruxelles;
- 4° l'Université de Mons-Hainaut;
- 5° la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux;
- 6° les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur;
- 7° la Faculté polytechnique de Mons;
- 8° les Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles;
- 9° les Facultés universitaires catholiques de Mons.

Art. 11. Sont considérées comme hautes écoles, les établissements créés en application de l'article 3 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

Art. 12. Sont considérées comme écoles supérieures des arts, les établissements visés par le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, notamment son article 24, et par le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants).

Art. 13. Sont considérés comme instituts supérieurs d'architecture, les établissements visés par la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture.

CHAPITRE III. — *Structure et de la durée minimale des études*

Art. 14. § 1^{er}. Les études supérieures sont organisées en trois cycles.

Les cursus initiaux comprennent un ou deux cycles d'études, selon le type d'enseignement.

Les études de spécialisation complètent la formation initiale d'un diplômé dans son domaine, notamment lorsque des conditions particulières d'accès professionnel l'exigent.

Les études de troisième cycle sont organisées exclusivement en collaboration dans les académies universitaires. Elles comprennent les formations doctorales et les travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat.

Les études complémentaires ont pour objet de compléter ou d'élargir la formation initiale, dans le même domaine d'études ou dans un domaine différent.

Les études organisées conformément au décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur restent organisées dans les établissements qui étaient habilités. Elles sont accessibles aux porteurs du grade académique de master au sens de ce décret et valorisées pour 30 crédits.

Elles mènent au grade académique d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 2. Les formations continuées ont pour but de réactualiser ou de perfectionner les compétences des diplômés de l'enseignement supérieur tout au long de leur vie.

§ 3. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent également organiser d'autres formations qui n'appartiennent à aucune de ces catégories; elles ne sont pas sanctionnées par un grade académique et ne mènent pas à la délivrance d'un diplôme.

Pour ces formations, les droits d'inscription réclamés aux étudiants, les financements spécifiques éventuels et les ressources patrimoniales propres affectées par l'établissement contribuent à couvrir les coûts liés à l'organisation de cet enseignement.

Art. 15. Les cursus de type court sont organisés en un seul cycle professionnalisant. Ils comprennent 180 à 240 crédits qui peuvent être acquis respectivement en trois à quatre années d'études au moins et sont sanctionnés par le grade académique de bachelier.

Art. 16. § 1^{er}. Les cursus de type long sont organisés en deux cycles : un premier cycle de transition suivi d'un second cycle professionnalisant.

§ 2. Le premier cycle de transition comprend 180 crédits qui peuvent être acquis en trois années d'études au moins; il est sanctionné par le grade académique de bachelier.

§ 3. A l'issue de ce premier cycle de transition, le deuxième cycle d'études conduit à l'un des grades académiques suivants :

1° soit au grade académique de master obtenu en 60 ou 120 crédits qui peuvent être acquis respectivement en une ou deux années d'études au moins;

2° soit aux grades académiques de médecin ou de médecin vétérinaire, qui sanctionnent respectivement 240 ou 180 crédits qui peuvent être acquis respectivement en quatre ou trois années d'études; pour toutes les autres dispositions, ces grades académiques sont assimilés à celui de master.

§ 4. Les études de deuxième cycle de master en 120 crédits ou plus comprennent au moins un choix de 30 crédits spécifiques donnant à cette formation l'une des finalités suivantes :

1° la finalité didactique qui comprend la formation pédagogique spécifique en application du décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur ou du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique.

Elle n'est organisée que pour les grades académiques correspondant aux titres requis pour cette profession.

2° La finalité approfondie préparant à la recherche scientifique; elle comprend à la fois des enseignements approfondis dans une discipline particulière et une formation générale au métier de chercheur. Cette option n'est organisée que pour les domaines d'études universitaires visés à l'article 31.

3° Une finalité spécialisée dans une discipline particulière du domaine à laquelle se rattache le cursus qui vise des compétences professionnelles ou artistiques.

Les établissements d'enseignement supérieur organisent une ou plusieurs finalités, éventuellement plusieurs finalités spécialisées différentes.

Art. 17. § 1^{er}. Les cursus de troisième cycle comprennent la formation doctorale et les travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat.

§ 2. Les formations doctorales sont encadrées par des équipes associées en une école doctorale reconnue appartenant à une ou plusieurs académies universitaires. Elles sont liées aux compétences spécifiques des équipes de recherche et confèrent aux diplômés une haute qualification scientifique et professionnelle.

Ces formations de 60 crédits sont sanctionnées par un certificat de formation à la recherche.

§ 3. Le grade académique de docteur est conféré après soutenance d'une thèse démontrant les capacités de créativité, de conduite de recherches scientifiques et de diffusion de ses résultats par le récipiendaire. L'épreuve de doctorat consiste :

1° en la rédaction d'une dissertation originale dans la discipline sous forme soit d'une thèse à caractère personnel, soit d'un essai du candidat faisant apparaître l'intérêt d'un ensemble cohérent de publications et de réalisations dont le candidat est auteur ou coauteur;

2° en la présentation publique de ce travail mettant en évidence ses qualités, son originalité, ainsi que les capacités de vulgarisation scientifique du candidat.

Les travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat correspondent forfaitairement à au moins 180 crédits acquis après une formation initiale d'au moins 300 crédits sanctionnée par un grade académique de master. Parmi eux, 60 crédits de doctorat peuvent être acquis au cours d'une formation doctorale telle que définie au paragraphe précédent.

Art. 18. A l'issue d'une formation initiale d'au moins 300 crédits sanctionnée par le grade académique de master, des études de deuxième cycle peuvent conduire au grade académique de master complémentaire après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires qui peuvent être acquis en une année d'études au moins.

Ces formations visent à faire acquérir une qualification professionnelle spécialisée correspondant à au moins une des finalités suivantes :

1° autoriser l'exercice de certaines professions, dans le respect des dispositions légales correspondantes, dans le secteur de la santé;

2° répondre aux besoins de formations spécifiques conçues dans le cadre de programmes de coopération au développement;

3° donner accès à des titres et grades particuliers exigés par la loi ou aux compétences particulières et reconnues des équipes de recherche et d'enseignement, qui présentent un caractère d'originalité, d'unicité et de spécificité en Communauté française.

La liste des études correspondant au 3° ci-dessus est reprise en annexe IV du présent décret et fait partie intégrante de celui-ci.

Art. 19. Les études complémentaires ne conduisent pas à un grade académique. Elles permettent toutefois l'octroi de crédits aux étudiants, si elles respectent les mêmes critères d'organisation, de contenu et de qualité que les études menant à des grades académiques.

Ces études complémentaires ne sont pas éligibles pour le financement au sens de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, de la troisième partie du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) ou de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture.

Art. 20. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent organiser des formations continuées à destination des diplômés de l'enseignement supérieur ou de porteurs de titres similaires. Ces formations poursuivent un ou plusieurs buts suivants :

1° réactualiser les connaissances de diplômés, notamment en fonction du profil professionnel particulier des étudiants;

2° perfectionner ou spécialiser leurs savoirs et compétences dans l'une ou l'autre discipline particulière, dans le même domaine d'études que leur diplôme initial ou dans un domaine différent. A cette catégorie appartiennent notamment les formations de réinsertion professionnelle;

3° compléter et asseoir leur formation, en lien direct avec leur activité professionnelle actuelle ou future.

La réussite de ces formations n'est pas sanctionnée par un grade académique. Elles peuvent permettre l'octroi de crédits aux étudiants correspondant aux enseignements suivis avec succès, si elles respectent les mêmes critères d'organisation, de contenu et de qualité que les études menant à des grades académiques.

Ces formations continuées ne sont pas éligibles pour le financement au sens de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, de la troisième partie du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) ou de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture.

Le Gouvernement peut toutefois fixer des règles de financement spécifiques pour certaines formations continuées.

CHAPITRE IV. — *De l'organisation de l'enseignement*

Section 1^{re}. — Activités d'apprentissage

Art. 21. § 1^{er}. La langue administrative des établissements d'enseignement supérieur est le français.

§ 2. La langue d'enseignement et d'évaluation pour les activités d'apprentissage est le français. Toutefois, certaines activités peuvent être dispensées et évaluées dans une autre langue, à raison d'au plus un cinquième des crédits du premier cycle d'études, sauf en première année, et de la moitié des crédits du deuxième cycle. Les enseignements de langues étrangères, les travaux de fin d'étude et les activités d'intégration professionnelle, ainsi que celles qui sont co-organisées avec des établissements extérieurs à la Communauté française, n'entrent pas en ligne de compte. L'étudiant doit en être informé lors de sa demande d'inscription au cycle d'études concerné.

Certains programmes d'études peuvent toutefois comprendre davantage d'activités d'apprentissage dispensées et évaluées dans d'autres langues, pour autant que ces activités, si elles sont obligatoires, soient également organisées en français.

Art. 22. Les activités d'apprentissage comportent :

1° des enseignements organisés par l'établissement, notamment des cours magistraux, exercices dirigés, travaux pratiques, travaux de laboratoire, séminaires, exercices de création et recherche en atelier, excursions, visites et stages;

2° des activités individuelles ou en groupe, notamment des préparations, travaux, recherches d'information, travaux de fin d'études et projets;

3° des activités d'étude, d'autoformation et d'enrichissement personnel.

Toutes peuvent faire l'objet d'une évaluation et d'une valorisation en terme de crédits.

Art. 23. Chaque enseignement au sein d'un programme d'études comprend une ou plusieurs activités d'apprentissage. Il se caractérise par les éléments suivants :

1° son identification, son intitulé particulier, sa discipline;

2° la description des objectifs, du contenu et des sources, références et supports éventuels;

3° le cycle et l'année d'études auxquels il se rattache, ainsi que son niveau, si des connaissances préalables sont requises;

4° son caractère obligatoire ou facultatif au sein du programme ou des options;

5° les coordonnées du service de l'enseignant responsable de son organisation et de son évaluation;

6° son organisation, notamment le volume horaire, le site et la période de l'année académique;

7° la description des activités particulières, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage mises en œuvre;

8° le mode d'évaluation et la pondération relative des diverses activités;

9° la langue d'enseignement et d'évaluation;

10° l'affectation des crédits associés.

Les crédits associés à un enseignement au sein d'un programme d'études s'expriment en nombres entiers, exceptionnellement en demi-unités, sans qu'un enseignement ne puisse conduire à moins de 2 crédits, ni à plus de 30 crédits.

Au sein d'un programme d'études, l'évaluation d'une matière peut faire l'objet d'une pondération à des fins de délibération par le jury. Cette pondération est également indiquée.

Section 2^e — Rythme des études

Art. 24. § 1^{er}. L'année académique est une période d'un an qui commence le 15 septembre. Toutefois, pour les législations relatives au statut du personnel, l'année académique s'achève le 30 septembre.

Toutes les activités d'apprentissage, y compris les évaluations et délibérations associées, se déroulent durant l'année académique à laquelle elles se rattachent.

A des fins d'organisation des programmes d'études, l'année académique est divisée en trois quadrimestres comprenant des périodes d'évaluations et de congés. Les autorités académiques fixent annuellement le début et la fin de chaque quadrimestre.

Afin d'encourager la mobilité des étudiants et des enseignants au sein de la Communauté française, le Gouvernement peut déterminer des conditions complémentaires pour la détermination de ce calendrier académique.

§ 2. Les activités d'apprentissage des cursus conduisant à un grade académique de premier ou deuxième cycle se répartissent sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique, à l'exception de certaines évaluations ou activités d'intégration professionnelle. Les deux premiers quadrimestres comportent au minimum 12 semaines d'activités et ne peuvent dépasser quatre mois. A l'issue de chacun de ces quadrimestres est organisée une période d'évaluation.

Le troisième quadrimestre comprend des périodes d'évaluation, ainsi que des activités d'intégration professionnelle ou de travaux personnels.

§ 3. Par exception aux dispositions de cet article, sans préjudice des autres dispositions en matière d'inscription conditionnelle, les autorités académiques peuvent, pour des raisons de force majeure et dûment motivées, prolonger une période d'évaluation d'un étudiant au quadrimestre suivant ou même au-delà de la fin de l'année académique, sans toutefois pouvoir dépasser le 14 novembre suivant.

§ 4. Les activités d'apprentissage des études de troisième cycle et les autres formations peuvent être réparties sur les trois quadrimestres d'une année académique.

Art. 25. Sans préjudice des autres législations, les activités d'apprentissage et les évaluations, à l'exception des activités d'intégration professionnelle, ne sont organisées ni les dimanches, ni les jours fériés légaux, ni le 27 septembre.

Les autorités académiques ou les pouvoirs organisateurs d'enseignement supérieur peuvent fixer d'autres jours de suspension d'activités propres à leur établissement.

Art. 26. § 1^{er}. A l'exception des travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat, une année d'études correspond à 60 crédits qui peuvent être suivis en une année académique.

§ 2. Le crédit est une mesure relative de l'ensemble des travaux d'un étudiant pour une ou plusieurs activités d'apprentissage au sein d'un programme d'étude.

Un crédit correspond forfaitairement à 24 heures d'activités d'apprentissage. Cette charge horaire n'est que partiellement consacrée à des enseignements organisés directement par l'établissement, mais comprend d'autres activités associées, tels les travaux, exercices personnels, préparations, études, projets, recherches documentaires, épreuves...

Les activités de mise à niveau, de remédiation, d'autoformation et d'enrichissement personnel ne font pas l'objet d'une estimation en crédits dans un programme d'études et ne sont donc pas comprises dans cette définition de la charge annuelle d'un étudiant. Toutefois, aux conditions fixées par les autorités académiques, de telles activités peuvent être valorisées par le jury dans le contexte d'une procédure d'admission aux études.

Art. 27. Nul étudiant ne peut participer aux activités d'apprentissage ni se présenter aux évaluations et examens organisés par un établissement pour un enseignement, ni se voir octroyer les crédits correspondants, s'il n'est régulièrement inscrit à cet enseignement pour l'année académique.

CHAPITRE V. — Mobilité et collaborations

Art. 28. Les étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur en vue de l'obtention d'un grade académique suivent les activités et effectuent les travaux qui figurent à leur programme d'études et qui sont organisés par l'établissement. Ils y présentent les épreuves et examens qui se rapportent à leur programme d'études.

Toutefois, des conventions conclues avec d'autres établissements d'enseignement supérieur belges ou étrangers, ainsi qu'avec l'Ecole royale militaire, peuvent prévoir que certains de ces cours et travaux seront organisés par ces autres établissements et que les examens qui s'y rapportent seront présentés dans ces mêmes établissements, conformément aux règles qui y sont en vigueur. Elles peuvent aussi prévoir l'échange de membres du personnel.

Les établissements étrangers avec lesquels ces conventions peuvent être conclues doivent être reconnus par leurs autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur, organiser des cursus ou participer à l'organisation de cursus et délivrer des grades équivalents au moins à un grade de premier cycle tel que visé par ce décret.

Art. 29. § 1^{er}. Dans le cadre de leurs missions, les établissements d'enseignement supérieur développent des partenariats entre eux, ainsi qu'avec d'autres institutions ou personnes morales issues du monde scientifique, éducatif, professionnel et culturel. Ils peuvent conclure des conventions de collaboration avec ces partenaires.

§ 2. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent conclure entre eux des conventions de coopération pour l'organisation d'études relevant des domaines auxquels s'étend leur habilitation et pour la collation des grades académiques qui les sanctionnent.

Les établissements peuvent délivrer conjointement le diplôme attestant ce grade académique.

§ 3. Les partenaires choisis peuvent être belges ou étrangers. Pour les conventions en matière d'enseignement, les établissements partenaires doivent être reconnus par leurs autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur.

Art. 30. Les établissements d'enseignement supérieur encouragent les échanges d'étudiants et de membres du personnel dans le cadre des conventions prévues aux articles précédents.

Partie II. — Dispositions spécifiques aux universités

TITRE III. — *Enseignement à l'université*CHAPITRE I^{er}. — *Grades académiques et habilitations*Section 1^{re}. — *Grades académiques*

Art. 31. Les études universitaires sont organisées dans les domaines suivants :

- 1° philosophie;
- 2° théologie;
- 3° langues et lettres;
- 4° histoire, art et archéologie;
- 5° art de bâtir et urbanisme;
- 6° information et communication;
- 7° sciences politiques et sociales;
- 8° sciences juridiques;
- 9° criminologie;
- 10° sciences économiques et de gestion;
- 11° sciences psychologiques et de l'éducation;
- 12° sciences médicales;
- 13° sciences vétérinaires;
- 14° sciences dentaires;
- 15° sciences biomédicales et pharmaceutiques;
- 16° sciences de la motricité;
- 17° sciences;
- 18° sciences agronomiques et ingénierie biologique;
- 19° sciences de l'ingénieur.

En outre, pour l'organisation des formations doctorales en collaboration avec les écoles supérieures des arts :

- 20° art et sciences de l'art.

Les travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat sont classés, selon l'école doctorale qui dispense la formation, dans un ou plusieurs domaines d'études.

Les autres activités de formation organisées par les universités peuvent également être rattachées à un domaine d'études.

Art. 32. § 1^{er}. A l'exception du grade de docteur, tout grade académique comprend son appellation générique — bachelier, master, médecin, médecin vétérinaire, master complémentaire — et sa qualification composée des éléments suivants :

- 1° l'intitulé du cursus, précédé de « : » ou du mot « en » ou « ès »;
- 2° l'orientation éventuelle précédée de « , orientation »;
- 3° la finalité éventuellement suivie, précédée de « , à finalité », pour le grade académique de master sanctionnant un deuxième cycle de 120 crédits au moins.

Pour les études universitaires de troisième cycle, l'intitulé est le nom de l'école doctorale d'encadrement reconnue et le ou les domaines de recherche.

Le grade de docteur est précisé par l'intitulé de la thèse soutenue.

§ 2. L'orientation et les options éventuelles précisent le contenu du programme d'études sanctionné par le grade académique qui donne à ces études une finalité particulière.

Une orientation indique une spécificité du programme du cycle d'études qui y conduit correspondant à un ensemble d'activités d'apprentissage d'au moins 60 crédits, sans pouvoir dépasser les deux-tiers des crédits que comporte le cycle d'études.

Une option indique le choix, par l'étudiant, d'un ensemble cohérent d'activités d'enseignement particulières valorisées pour 15 à 30 crédits qui caractérise tout ou partie de son programme du cycle d'études, sans que le total des options ne puisse dépasser la moitié des crédits que comporte ce cycle d'études.

Art. 33. § 1^{er}. La liste des intitulés et orientations des cursus initiaux du secteur universitaire figure en annexe I^{er} au présent décret et fait partie intégrante de celui-ci. Certains intitulés ne correspondent qu'à un seul cycle d'études, d'autres à l'ensemble du cursus.

Les intitulés et orientations des grades de master complémentaire non repris en annexe de ce décret sont fixés par le Gouvernement sur proposition collégiale des recteurs et après avis du Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF). Le Gouvernement peut imposer des conditions complémentaires à l'organisation de ces formations.

La liste des écoles doctorales reconnues est fixée par le Gouvernement sur proposition du Fonds national de la Recherche scientifique (FNRS). La Communauté française ne reconnaît qu'une seule école doctorale par domaine d'études.

§ 2. Les intitulés des options sont déterminés par l'institution.

Art. 34. Lorsqu'un grade académique est modifié ou supprimé, l'ancien grade continue à être délivré, pendant un nombre d'années académiques ultérieures correspondant à la durée minimale du cycle d'études, aux étudiants qui satisfont aux épreuves et qui étaient déjà inscrits à une année de ce cycle d'études. Par exception à l'alinéa précédent, la modification d'une option peut s'appliquer immédiatement aux étudiants en cours d'études, si elle est liée à des activités d'enseignement auxquelles ces étudiants n'ont pas encore été inscrits.

Art. 35. Les études menant à un grade académique dont le contenu doit respecter la législation en matière d'accès à certaines professions confèrent à leur titulaire un titre professionnel correspondant.

L'annexe II au présent décret en fixe la liste.

En outre, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur est conféré conjointement avec le grade de master à finalité didactique.

S'il y échet, le Gouvernement détermine d'autres titres professionnels conférés conjointement avec certains grades académiques.

Art. 36. Sous réserve des autres dispositions de ce décret, les études complémentaires et les formations continuées sont fixées par les autorités académiques. La liste de ces formations est transmise annuellement au Gouvernement avant la fin de l'année académique où elles ont été organisées.

Section 2^e. — Habilitations

Art. 37. § 1^{er}. L'habilitation à organiser des études universitaires et à conférer les grades académiques qui les sanctionnent est accordée à une institution universitaire ou à une académie universitaire. L'habilitation porte sur un cycle d'études, ainsi que sur les sites où ces études peuvent être organisées, à l'exception des travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat.

Un site est une localisation géographique d'infrastructures affectées par les établissements d'enseignement supérieur à leurs activités. Sont considérés comme sites distincts la Région de Bruxelles-Capitale, chaque canton électoral en Région wallonne.

Un établissement peut organiser une partie des activités d'apprentissage en dehors des sites ainsi définis, pour autant que ces activités décentralisées ne dépassent pas 15 crédits par cycle d'études et ne constituent jamais un dédoublement d'enseignements.

§ 2. Les institutions universitaires membres d'une académie peuvent lui confier l'organisation d'études pour lesquelles elles sont habilitées, sans que ceci ne puisse avoir pour effet de modifier les caractéristiques de ces habilitations.

§ 3. Deux ou plusieurs établissements peuvent co-organiser un cycle d'études pour lequel ils sont habilités, sans que ceci ne puisse avoir pour effet d'accroître le nombre de sites où est organisée chaque année d'études.

Les modalités d'organisation et de répartition des activités sont fixées par convention entre les établissements partenaires, approuvée par le Gouvernement.

Art. 38. Les habilitations portant sur les études menant aux grades académiques de premier et deuxième cycles des universités sont accordées conjointement avec la liste des intitulés de ces cursus, aux modalités de détermination de celle-ci et dans le respect des autres dispositions de ce décret.

Lorsque, en vertu de ces habilitations, une université organise les études de deuxième cycle d'un cursus, elle est tenue d'organiser en même temps pour ce cursus les études de master en 60 et 120 crédits prévues à l'annexe I de ce décret.

Sans préjudice de l'application de l'article 40, elles peuvent être revues, sur proposition collégiale des recteurs et après avis du Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF), avec effet pour l'année académique qui débute durant l'année qui suit celle de l'adoption du décret qui octroie ces habilitations.

L'organisation d'une année préparatoire au sens de l'article 51, § 3, est liée à l'habilitation d'organiser le deuxième cycle correspondant.

L'annexe III au présent décret définit les habilitations de ces cursus initiaux à partir de l'année académique 2004-2005.

Art. 39. Les institutions universitaires sont habilitées à organiser les études complémentaires et formations continuées destinées aux porteurs des grades académiques de type long.

Art. 40. A l'exception du domaine « Art de bâtir et urbanisme », l'habilitation à organiser des études de master complémentaire ne peut être accordée qu'aux académies universitaires comprenant une institution habilitée à conférer un grade académique de master sanctionnant des études de deuxième cycle de 120 crédits au moins du même domaine.

Toutefois, l'habilitation qui concerne de telles études organisées depuis cinq ans au moins est retirée à l'issue de la deuxième année consécutive pour laquelle ces études ne sont pas élues au financement en vertu de l'article 48^{quater} de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. Un cursus ainsi supprimé ne peut plus être réorganisé durant cinq ans.

Art. 41. L'habilitation à organiser la formation doctorale est accordée, par domaine ou ensemble de domaines d'études, à l'académie ou conjointement aux académies accueillant l'école doctorale reconnue.

L'habilitation à conférer le grade académique de docteur est accordée à chaque université ou académie universitaire.

Art. 42. Pour pouvoir bénéficier de leurs habilitations octroyées en vertu de ce décret, les universités doivent se conformer à l'ensemble des dispositions de ce décret.

Section 3^e. — Equivalences

Art. 43. Le Gouvernement peut, par voie de mesures générales, reconnaître l'équivalence entre un titre, diplôme ou certificat d'études délivré à l'étranger et l'un des grades académiques conférés en vertu des dispositions du présent décret.

Par voie de mesure individuelle, le Gouvernement statue sur l'octroi de l'équivalence complète d'études faites hors Communauté française, et qui n'ont pas fait l'objet d'une mesure visée à l'alinéa précédent, aux différents grades académiques de master, médecin et médecin vétérinaire. L'octroi de l'équivalence complète peut être subordonné à la réussite d'une épreuve particulière dans les cas et limites fixés par le Gouvernement.

Sous réserve des alinéas 1^{er} et 2 du présent article et indépendamment d'une procédure d'admission aux études, les jurys statuent sur l'équivalence totale ou partielle des études faites hors Communauté française aux grades académiques qu'ils confèrent.

Le Gouvernement fixe les conditions et la procédure d'octroi des équivalences visées aux alinéas 2 et 3.

Art. 44. Par voie de mesures individuelles, le Gouvernement statue sur l'équivalence du niveau d'études réalisées à l'étranger au niveau des études sanctionnées par l'octroi d'un grade académique générique de bachelier ou master.

Le Gouvernement fixe les conditions et la procédure d'adoption des décisions portant équivalence de niveau d'études.

CHAPITRE II. — *Inscription aux études*

Art. 45. § 1^{er}. L'étudiant choisit librement l'établissement auquel il souhaite s'inscrire.

L'inscription de l'étudiant implique de sa part le respect du règlement des études auxquelles il s'inscrit. L'inscription n'est effective qu'après versement intégral des droits d'inscription. Pour les années d'études menant à un grade académique, l'inscription doit être effective au plus tard le premier décembre, sauf dérogation pour motif exceptionnel accordée par le Gouvernement.

Le montant des droits d'inscription aux années d'études menant à un grade académique est fixé par l'article 39 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

§ 2. Lors de sa demande d'inscription, l'étudiant reçoit toutes les informations utiles relatives à l'établissement et aux études visées, notamment le règlement des études et des examens, ainsi que le programme d'études détaillé. Pour les études qui peuvent conduire à un titre professionnel soumis à des règles ou restrictions d'agrément ou d'établissement particulières, ces informations précises doivent être fournies par écrit dès la demande d'inscription. Le Gouvernement fixe le contenu de ce document. Un reçu signé de l'étudiant atteste la transmission de ce document.

Art. 46. § 1^{er}. Toute inscription est rattachée à une année académique et concerne des études déterminées.

Toutefois, aux conditions fixées dans le règlement des études, un étudiant peut choisir de suivre durant une année académique un sous-ensemble cohérent d'un programme d'études pour un total de 30 à 90 crédits.

Avec l'accord des autorités académiques, un étudiant peut cumuler plusieurs inscriptions à des études différentes au cours d'une même année académique.

§ 2. Pour être régulière, une inscription doit porter sur au moins 30 crédits dans un cursus déterminé, à l'exception des étudiants en situation de redoublement dont l'année d'études peut comporter un solde de crédits inférieur ou des étudiants inscrits à l'année préparatoire visée à l'article 51, § 3.

Un étudiant régulier jouit des droits et devoirs liés à ce statut. Pour l'application des dispositions légales et réglementaires autres que le présent décret, il est réputé se consacrer à ses études à temps plein.

§ 3. Aux conditions fixées dans le règlement des études, un étudiant peut s'inscrire à d'autres activités d'enseignement ou formations organisées. Une telle inscription peut mener à la délivrance d'un certificat ou d'une attestation d'obtention de crédits.

Art. 47. § 1^{er}. Une demande d'inscription est introduite selon la procédure définie au règlement des études. Elle est irrecevable si l'étudiant ne remplit pas toutes les conditions d'admission aux études visées.

Les établissements peuvent admettre provisoirement des étudiants en attente de satisfaire certaines de ces conditions d'admission. Cette situation provisoire doit être régularisée au plus tard pour le premier décembre de l'année académique.

§ 2. Par décision motivée, les autorités académiques peuvent également, selon la procédure prévue au règlement des études, refuser l'inscription d'un étudiant :

1° lorsque cet étudiant a fait l'objet, dans les cinq années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude grave, conformément aux divers règlements des études;

2° lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne mènent pas à un grade académique;

3° lorsque cet étudiant est visé à l'article 27, § 4 ou § 7, à l'exception du 10°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Lorsque ce refus émane d'une institution universitaire organisée par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 30 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant le ministre qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Les institutions universitaires subventionnées par la Communauté française prévoient, dans leurs dispositions réglementaires, la création et l'organisation d'une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription. Cette commission, qui présente des garanties d'indépendance, peut, dans le respect des modalités fixées par les dispositions réglementaires, invalider le refus.

§ 3. La preuve que l'étudiant satisfait aux conditions d'accès aux études et ne se trouve pas dans un des cas de refus visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, lui incombe. Elle peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence dûment justifiée de document, par une déclaration sur l'honneur signée par l'étudiant.

En cas de fraude à l'inscription, l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'établissement sont définitivement acquis à celui-ci. Il ne peut être admis dans aucun établissement d'enseignement supérieur, à quelque titre que ce soit, durant les cinq années académiques suivantes.

Art. 48. Lorsqu'une inscription vise une année d'études d'un cycle co-organisé par un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur, l'étudiant peut s'inscrire dans tout établissement partenaire, aux conditions générales du règlement des études de cet établissement. Toutefois, au sein d'une académie universitaire, les établissements peuvent choisir de déléguer la gestion des inscriptions de toutes les années d'études d'un cycle coorganisé à l'un de ses membres effectifs.

Les informations destinées à l'étudiant font état de cette coorganisation et décrivent avec précision la répartition des activités d'enseignement entre les établissements partenaires.

CHAPITRE III. — Accès aux études

Section 1^{re}. — Accès aux études de premier cycle

Art. 49. § 1^{er}. Sous réserve d'autres dispositions légales particulières, ont accès à des études de premier cycle en vue de l'obtention du grade académique qui les sanctionne, les étudiants qui justifient :

1° soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré à partir de l'année scolaire 1993-1994 par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française et homologué par la commission constituée à cet effet, ainsi que les titulaires du même certificat délivré, à partir de l'année civile 1994, par le jury de la Communauté française;

2° soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992-1993 accompagné, pour l'accès aux études premier cycle d'un cursus de type long, du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

3° soit d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française sanctionnant un grade académique, soit d'un diplôme délivré par une institution universitaire ou un établissement organisant l'enseignement supérieur de plein exercice en vertu d'une législation antérieure;

4° soit d'un titre d'enseignement supérieur délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale;

5° soit d'une attestation de succès à un des examens d'admission organisés par les établissements d'enseignement supérieur ou par un jury de la Communauté française et dont les programmes sont arrêtés par le Gouvernement après consultation selon le secteur, du CIUF ou du CGHE; cette attestation donne accès aux études des secteurs ou des domaines qu'elle indique;

6° soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par l'École royale militaire;

7° soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras précédents en application de la loi, d'un décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale.

§ 2. Nul ne peut être admis aux épreuves d'une année d'études de premier cycle s'il n'a fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

Cette preuve peut être apportée :

1° soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat d'études mentionnés au § 1^{er} délivré en Communauté française ou sanctionnant des études comprenant suffisamment d'enseignements en langue française; le Gouvernement fixe les conditions minimales que doivent satisfaire ces études;

2° soit par la réussite d'un examen spécifique organisé à cette fin par un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur, suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement;

3° soit par l'attestation de réussite d'un des examens, épreuves ou concours d'admission aux études d'enseignement supérieur prévus par ce décret et organisés en Communauté française.

Les universités organisent une épreuve de maîtrise suffisante de la langue française au moins deux fois par année académique.

Art. 50. Ont seuls accès aux études de premier cycle du domaine des sciences de l'ingénieur en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui justifient d'une attestation de réussite à l'examen spécial d'admission. Cette attestation donne accès à toutes les études de premier cycle.

Cette épreuve est organisée en concertation par les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences de l'ingénieur; elles sont tenues de participer à l'organisation et à l'évaluation de l'épreuve, aux conditions fixées par le Gouvernement.

L'épreuve vise à évaluer les aptitudes générales à entreprendre des études supérieures et les compétences spécifiques pour les études du domaine. Elle porte sur les matières suivantes :

1° le français;

2° les mathématiques;

3° les sciences : physique, chimie, biologie, géographie;

4° l'histoire;

5° une deuxième langue : néerlandais, anglais, allemand ou latin, au choix de l'étudiant.

Les étudiants satisfaisant aux conditions générales d'accès aux études de premier cycle visées à l'article 49 sont dispensés des matières autres que les mathématiques mentionnées à l'alinéa précédent.

Le Gouvernement arrête le programme détaillé de l'épreuve.

Par dérogation, le jury de chaque institution des études visées au premier alinéa peut toutefois admettre les porteurs d'un grade académique qui atteste d'une connaissance suffisante des matières visées à l'alinéa 3.

Section 2^e. — Accès aux études de deuxième cycle

Art. 51. § 1^{er}. Ont accès à des études de deuxième cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui portent :

1° soit le grade académique de premier cycle du même cursus;

2° soit le même grade académique de deuxième cycle, mais avec une autre finalité;

3° soit un grade académique des universités, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;

4° soit un grade académique du type long qui y donne accès en vertu d'une décision du Gouvernement et aux conditions complémentaires qu'il fixe;

5° soit un grade académique similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'École royale militaire, aux mêmes conditions;

6° soit un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras précédents en application de ce décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale, aux mêmes conditions.

Les conditions complémentaires d'accès sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières pré-requises pour les études visées.

Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 15 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études de deuxième cycle.

§ 2. Par dérogation, ont également accès aux études de deuxième cycle les étudiants qui, pour se voir conférer le grade académique de premier cycle du même cursus, doivent encore réussir au plus 12 crédits et sont inscrits simultanément à ces études.

Toutefois, les étudiants admis en vertu de cette disposition ne pourront être pris en compte en délibération par un jury d'études de deuxième cycle avant d'avoir satisfait pleinement les conditions d'admission et obtenu le grade académique de premier cycle nécessaire.

§ 3. Le Gouvernement fixe les conditions générales et particulières d'accès aux études de deuxième cycle pour les porteurs d'un autre grade académique de premier cycle délivré en Communauté française.

Dans le respect de ces dispositions, à l'issue de la procédure d'admission auprès du jury des études visées, aux modalités fixées par les autorités académiques, l'étudiant peut être amené à suivre des enseignements complémentaires qui représentent au maximum 60 crédits supplémentaires.

Lorsque la charge supplémentaire d'un tel étudiant dépasse 15 crédits, cette formation constitue une année d'études préparatoire. Elle ne mène pas à un diplôme et est considérée comme la dernière année d'un premier cycle qui donne accès aux études visées.

Cette disposition s'applique également aux étudiants porteurs d'un grade académique — correspondant à au moins 180 crédits — délivré par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire, ainsi qu'aux étudiants porteurs de titres ou grades étrangers valorisés de façon similaire par le jury.

Art. 52. Lorsqu'elles établissent leurs programmes d'études, les autorités académiques doivent garantir l'accès inconditionnel et sans enseignements complémentaires au deuxième cycle pour tout porteur d'un grade académique de premier cycle de transition délivré en Communauté française.

Art. 53. Par dérogation à l'article 51, sans préjudice de l'article 60, et en vertu d'une décision des autorités académiques, en vue de l'accès à des études de deuxième cycle, le jury de ces études peut valoriser les savoirs et compétences d'étudiants acquis par leur expérience personnelle ou professionnelle.

Cette expérience utile doit correspondre à au moins cinq années d'activités, compte non tenu des années d'études supérieures qui n'ont pas été réussies. Au terme d'une procédure d'évaluation organisée par les autorités académiques, le jury juge si les aptitudes et connaissances de l'étudiant sont suffisantes pour suivre ces études avec succès.

Dans ce cas, pour l'accès aux études, ces étudiants sont assimilés à ceux visés à l'article 51, § 3. Toutefois, ces étudiants ne sont pris en compte pour le financement qu'après réussite d'une première année d'étude du programme de deuxième cycle visé ou, le cas échéant, après réussite de l'année d'études préparatoire.

Le Gouvernement peut fixer l'organisation de ces épreuves de valorisation des acquis et les conditions minimales auxquelles doivent satisfaire ces étudiants.

Art. 54. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès à des études de master complémentaire en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui portent :

- 1° soit un grade académique de master du même domaine sanctionnant des études de deuxième cycle de 120 crédits au moins;
- 2° soit un grade académique master, en vertu d'une décision des autorités académiques, aux conditions complémentaires qu'elles fixent et après avis motivé du jury;
- 3° soit un grade académique similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire, aux mêmes conditions;
- 4° soit un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras précédents en application de ce décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale, aux mêmes conditions;
- 5° soit un titre ou grade étranger sanctionnant des études de deuxième cycle et valorisé pour au moins 300 crédits par le jury, aux mêmes conditions.

Lorsque les conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires dont la charge dépasse 15 crédits, le programme d'études de l'étudiant comprend, selon la répartition déterminée par le jury, une année d'études supplémentaire considérée comme une première année de ces études. Toutefois, les étudiants inscrits à cette première année supplémentaire ne sont pas pris en compte pour le financement.

Section 3^e. — Accès aux études de troisième cycle

Art. 55. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de troisième cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui portent :

- 1° soit un grade académique de master à finalité approfondie — visée à l'article 16, § 4, 2° — du même domaine;
- 2° soit un autre grade académique de master conféré après des études de deuxième cycle de 120 crédits au moins ou de master complémentaire, en vertu d'une décision des autorités académiques, aux conditions complémentaires qu'elles fixent et après avis motivé du jury;
- 3° soit un grade académique similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire, aux mêmes conditions;
- 4° soit un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras précédents en application de ce décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale, aux mêmes conditions;
- 5° soit un titre ou grade étranger sanctionnant des études de deuxième cycle et valorisé pour au moins 300 crédits par le jury, aux mêmes conditions.

Lorsque les conditions d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements complémentaires dont la charge dépasse 15 crédits, le programme d'études de l'étudiant comprend, selon la répartition déterminée par le jury, une année d'études supplémentaire. Toutefois, les étudiants inscrits à cette première année supplémentaire ne sont pas pris en compte pour le financement.

Art. 56. Aux conditions que fixent les autorités académiques, ont également accès aux études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui ont suivi avec fruit l'année de formation à la recherche visée à l'article 17, § 2.

Section 4^e. — Accès aux autres formations

Art. 57. Aux conditions générales que fixent les autorités académiques, ont accès aux études complémentaires les porteurs d'un grade académique du même cycle d'études.

Par dérogation avec l'alinéa précédent, peuvent être admis aux études complémentaires les étudiants inscrits en dernière année d'études de deuxième cycle qui y ont un solde de moins de 30 crédits à y présenter. Les étudiants admis en vertu de cette disposition ne pourront être pris en compte en délibération par un jury d'études complémentaires avant d'avoir satisfait pleinement les conditions d'admission et obtenu le grade académique de deuxième cycle nécessaire.

Art. 58. Aux conditions générales que fixent les autorités académiques, ont accès aux formations continuées organisées par les universités les porteurs d'un grade académique de deuxième cycle.

Art. 59. Par exception aux dispositions précédentes, pour l'admission aux formations ne menant pas à un grade académique, le jury peut également valoriser les savoirs et compétences d'étudiants acquis au cours d'autres études supérieures ou du fait de leur expérience personnelle ou professionnelle.

Section 5^e. — Admissions personnalisées

Art. 60. Aux conditions générales que fixent les autorités académiques, en vue de l'admission aux études, les jurys valorisent les crédits acquis par les étudiants au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures qu'ils auraient déjà suivies avec fruit. Les étudiants qui bénéficient de ces crédits sont dispensés des parties correspondantes du programme d'études.

Aux conditions générales que fixent les autorités académiques, les jurys peuvent également valoriser dans ce contexte, les savoirs et compétences d'étudiants acquis par leur expérience personnelle ou professionnelle, sans que cette valeur ne puisse dépasser 30 crédits.

Art. 61. Aux conditions générales qu'elles fixent, les autorités académiques peuvent accorder aux étudiants bénéficiant des dispositions de l'article précédent une réduction de la durée minimale des études proportionnelle au nombre de crédits valorisés à l'admission.

Art. 62. Sans préjudice des dispositions de l'article 66, aucun grade académique ne peut être conféré par un établissement à un étudiant qui n'y aurait pas suivi effectivement, en une année d'études au moins, 60 crédits du programme correspondant. Par exception à l'alinéa précédent, le porteur d'un grade académique de master sanctionnant des études de deuxième cycle de 120 crédits au moins peut se voir conférer le grade académique correspondant à une autre finalité de ce même grade après réussite, en une année d'études au moins, des crédits supplémentaires spécifiques.

CHAPITRE IV. — Programmes d'études et évaluation

Section 1^{re}. — Programmes d'études

Art. 63. § 1^{er}. Les autorités académiques établissent les programmes des études pour lesquelles leur établissement est habilité et qu'elles souhaitent organiser.

Les autorités académiques veillent à ce que ces programmes respectent les autres dispositions légales et répondent aux objectifs généraux de l'enseignement supérieur et aux objectifs particuliers du cursus concerné, notamment les critères d'accès aux titres professionnels associés. Ces programmes comportent notamment les matières contribuant à la formation générale de l'étudiant, ainsi que celles spécifiques aux disciplines contribuant à l'acquisition de compétences plus techniques et plus approfondies dans le domaine d'études.

Au plus tard à la date d'ouverture de la période d'inscription, les autorités académiques transmettent la liste des cursus organisés et leur programme au Gouvernement. Le Gouvernement peut fixer la forme selon laquelle cette liste et ces programmes doivent lui être communiqués.

§ 2. Afin de garantir une offre suffisante de tous les cursus initiaux en Communauté française, le Gouvernement peut fixer, pour chaque université, la liste des cycles d'études qu'elle doit continuer à organiser et le site qui les accueillera dans le respect des habilitations, sous peine d'être privée de toute subvention et habilitation pour les autres études qu'elle organiserait. Cette obligation doit être notifiée avant le 1^{er} février qui précède l'année académique.

§ 3. Le programme d'études est fourni à l'étudiant dès sa demande d'inscription.

Il comprend une description des objectifs et finalités du cursus et la liste détaillée des activités d'enseignement, de leurs objectifs particuliers et de leurs modalités d'organisation et d'évaluation.

Le programme propose une découpe de tout cycle en années d'études — correspondant chacune à 60 crédits — et indique les interdépendances entre enseignements, notamment en fonction de leurs pré-requis.

§ 4. Afin d'assurer une harmonisation des formations nécessaire à la poursuite d'études au sein de la Communauté française et de l'Union européenne, ainsi que pour garantir les compétences et savoirs certifiés par les grades académiques, le Gouvernement peut établir des contenus minimaux imposés aux programmes des cursus initiaux, sur proposition du CIUF.

Sans préjudice des alinéas précédents, les programmes des études de bachelier doivent comporter, pour chaque cursus, au moins 60 % — correspondant à 108 crédits — d'enseignements communs en Communauté française.

Le CIUF certifie le respect de cette disposition; il établit, s'il y échet, le contenu commun minimal de ces cursus.

Art. 64. Tout programme d'études menant à un grade académique universitaire de deuxième cycle comprend un mémoire, travail ou projet personnel de fin d'études valorisé pour 15 à 29 crédits. Ces crédits sont valorisables ultérieurement, aux conditions générales fixées par les autorités académiques, dans toute autre année d'étude menant à un grade académique universitaire.

Ce travail ainsi que son évaluation peuvent porter sur toute activité d'enseignement, y compris les stages et autres activités d'intégration professionnelles permettant de mettre en évidence notamment l'autonomie, le sens critique, les qualités personnelles et les compétences professionnelles de l'étudiant.

Ce travail consiste, entre autres, en la rédaction d'un document écrit. Avec l'accord du jury et des autorités académiques, celui-ci peut être rédigé en tout ou en partie dans une langue étrangère; dans ce cas, il doit contenir un résumé en français.

Art. 65. Un programme d'études comprend des enseignements obligatoires et des enseignements au choix de l'étudiant, selon le grade académique, les orientations et les options choisies.

Art. 66. Un étudiant régulièrement inscrit peut suivre un ou plusieurs enseignements appartenant à un programme d'études menant au même grade académique ou à un grade académique différent organisé par un autre établissement d'enseignement supérieur reconnu par ses autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur, avec l'accord de cet établissement.

Les crédits associés sont valorisés dans ses études aux conditions fixées par le jury de l'établissement auprès duquel il a pris son inscription.

Un programme d'études peut imposer un nombre minimum de crédits suivis hors Communauté française. Dans ce cas, l'institution universitaire doit prévoir les moyens pour permettre à l'étudiant de suivre ces enseignements. Ces moyens doivent couvrir les frais d'inscription, de voyage et de séjour ou de logement pour permettre à l'étudiant de suivre ces enseignements.

Trente crédits au moins de chaque cycle d'études doivent être effectivement suivis auprès de l'université ou de l'académie universitaire qui confère le grade académique qui sanctionne les études ou délivre le diplôme attestant la réussite de ces études. En cas de formation coorganisée par plusieurs établissements, cette obligation s'étend collectivement à l'ensemble des établissements participant à l'organisation.

Art. 67. Dans le contexte de ses activités d'enseignement, tout responsable d'un enseignement jouit de la liberté académique dans l'exercice de cette mission. Ceci suppose le choix des méthodes pédagogiques, des contenus scientifiques et techniques, de l'évaluation et des diverses activités mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs particuliers — visés à l'article 63, § 3 — de cet enseignement au sein du programme d'études. Cette liberté s'exerce dans le respect des dispositions de ce décret.

Section 2^e. — Jurys

Art. 68. § 1^{er}. Les autorités académiques constituent un jury pour chaque année d'études ou pour chaque cycle d'études.

Un jury est composé d'au moins cinq membres, dont un président et un secrétaire. Les noms du président et du secrétaire du jury figurent au programme d'études.

Les jurys sont chargés de sanctionner la réussite des années d'études, de conférer le grade académique qui sanctionne le cycle d'études, de reconnaître s'il y échet l'équivalence de titres étrangers, d'admettre les étudiants aux études correspondantes et, dans ce contexte, de valoriser les acquis des candidats.

§ 2. Un jury comprend notamment l'ensemble des enseignants qui, au sein de l'institution, sont responsables d'un enseignement obligatoire au programme de l'année ou du cycle d'études et ne délibère valablement que si plus de la moitié de ces enseignants sont présents.

Les responsables des enseignements suivis au cours de l'année académique par au moins un étudiant régulièrement inscrit participent de droit à la délibération.

§ 3. En vue de conférer le grade de docteur, les autorités académiques constituent un jury spécifique à chaque étudiant. Celui-ci est composé d'au moins cinq membres porteurs du titre de docteur ou équivalent; il peut comprendre des membres extérieurs à l'académie choisis en fonction de leur haute compétence scientifique.

§ 4. Pour ses missions d'admission, d'équivalence ou de valorisation des acquis, le jury peut constituer en son sein des commissions formées d'au moins trois membres, dont le président et le secrétaire du jury, auxquels s'adjoint un représentant des autorités académiques.

§ 5. Pour les autres formations, les autorités académiques constituent des jurys selon des modalités similaires.

Art. 69. Le jury juge de la réussite par l'étudiant de l'année d'études à laquelle il est inscrit. Il délibère sur l'ensemble des évaluations des activités suivies et octroie les crédits associés aux enseignements dont il juge les résultats suffisants. Le cas échéant, ces crédits font l'objet d'un report de note.

A l'issue d'un cycle d'études, le jury confère le grade académique correspondant.

Pour chaque année d'étude, ainsi qu'à l'issue d'un cycle d'études, le jury détermine la mention éventuelle sur base de l'ensemble des enseignements suivis. Par exception, le grade de docteur est conféré sans mention.

Selon les mêmes modalités, il sanctionne la réussite des formations ne menant pas à un grade académique.

Preennent part à la délibération les enseignants responsables d'un des enseignements concernés, sans que l'absence ou l'abstention d'un membre du jury ne puisse être invoquée pour surseoir à la décision ou l'invalidier. Au sein d'un jury chargé de délivrer le grade de docteur, tous les membres participent à la délibération en personne ou par le biais d'une évaluation écrite.

Art. 70. Les délibérations du jury ont lieu à huis clos. Tous les membres du jury ont le devoir de respecter le secret des délibérations et des votes éventuels.

Les décisions du jury sont rendues publiques par proclamation, puis affichées pendant au moins quinze jours qui suivent la proclamation.

Le jury statue souverainement et collégalement.

Sur simple demande, après la proclamation, un étudiant reçoit le détail des résultats des évaluations des enseignements sur lesquelles portait la délibération.

Art. 71. Les autorités académiques fixent le règlement des études et les règles des jurys. Ces dispositions sont publiques. Sous réserve des autres dispositions légales, ce règlement fixe notamment :

la composition exacte du jury, son mode de fonctionnement et de publication des décisions;

l'organisation des délibérations et d'octroi de crédits;

la procédure d'admission aux études et de valorisation des acquis, ainsi que les membres du jury chargés de cette tâche;

les modalités de la procédure d'équivalence, ainsi que les membres du jury chargés de cette tâche;

la procédure d'inscription aux examens, les périodes d'examens et les modalités de l'organisation et du déroulement des examens et leur répartition en sessions;

les sanctions liées aux fraudes avérées dans le déroulement des évaluations ou de la constitution des dossiers d'admission ou d'équivalence qui lui sont soumis;

les modes d'introduction, d'instruction et de règlement des plaintes d'étudiants relatives à des irrégularités dans le déroulement des évaluations ou du traitement des dossiers.

Pour les jurys chargés de conférer le grade de docteur, un règlement unique est fixé pour l'académie universitaire.

Art. 72. Lorsqu'une formation est coorganisée par plusieurs établissements, les autorités académiques des établissements participants constituent un jury commun unique et déterminent le règlement des études et les règles de fonctionnement du jury en vigueur pour ces études.

Art. 73. Le Gouvernement peut constituer un ou plusieurs jurys de la Communauté française chargés de conférer les grades académiques de premier et deuxième cycles.

L'accès aux épreuves organisées par ces jurys est réservé aux personnes qui, pour des motifs objectifs et appréciés souverainement par le jury, ne peuvent suivre régulièrement les activités d'enseignement des cursus.

Après consultation du CIUF, le Gouvernement fixe la compétence de ces jurys, règle leur organisation et leur fonctionnement et détermine, sous réserve des conditions d'accès aux études correspondantes, les conditions complémentaires d'accès et d'inscriptions aux examens.

Art. 74. Lorsqu'en vertu d'une législation fédérale ou communautaire, il existe une limitation du nombre d'étudiants admis aux études ou de diplômés agréés à l'issue de celles-ci, le Gouvernement peut constituer des jurys communautaires ou particuliers chargés d'organiser le processus d'admission ou d'agrément et de délivrer les attestations correspondantes.

Le Gouvernement fixe la composition des ces jurys et règle leur organisation et leur fonctionnement.

Section 3^e. — Evaluation

Art. 75. L'évaluation correspondant à un enseignement peut consister en un examen oral et/ou écrit ou tout autre travail effectué par l'étudiant à cet effet.

Les examens oraux sont publics. Le public ne peut en aucune manière y interagir avec l'enseignant ou l'impétrant lors de l'épreuve, ni perturber son bon déroulement.

La publicité des autres épreuves et travaux écrits implique que les copies corrigées peuvent être consultées dans un délai de soixante jours à compter de la publication des résultats de l'épreuve, par l'étudiant et dans des conditions matérielles qui rendent cette consultation effective.

Cette consultation se fera en présence du responsable de l'épreuve ou de son délégué, à une date déterminée par lui et annoncée au moins une semaine à l'avance.

Art. 76. Au cours d'une même année académique, un étudiant peut se présenter deux fois aux examens ou évaluations d'un même enseignement. Toutefois, pour des raisons exceptionnelles dûment motivées et appréciées par elles, les autorités académiques peuvent autoriser un étudiant à se présenter plus de deux fois aux évaluations associées au cours d'une même année académique.

Pour chaque enseignement, les autorités académiques déterminent les sessions d'examens durant lesquelles ces évaluations sont organisées.

Par exception à l'alinéa précédent, les évaluations de certaines activités — les travaux pratiques, stages, rapports et travaux personnels — peuvent n'être organisées qu'une seule fois par année académique. Elles sont alors réputées rattachées à chacune des sessions d'examens de l'enseignement.

Art. 77. L'évaluation finale d'un enseignement s'exprime sous forme d'une note — comprise entre 0 et 20, le seuil de réussite étant 10/20.

L'évaluation globale d'une année ou d'un cycle d'études s'exprime de la même façon, le seuil de réussite étant dans ce cas de 12/20 de moyenne.

Art. 78. Un étudiant ne doit plus se présenter aux épreuves et examens d'un enseignement pour lequel il a obtenu une note au moins égale au seuil de réussite au cours de la même année académique.

Au sein d'un programme d'études, un étudiant ne doit plus se présenter aux épreuves et examens d'un enseignement pour lequel il a obtenu une note d'au moins 12/20 au cours des cinq années académiques précédentes, quel que soit l'établissement en Communauté française où il s'inscrit par la suite. La note ainsi obtenue fait l'objet d'un report.

Par sa décision de sanctionner la réussite d'un enseignement, d'une année d'études ou d'un cycle d'études, un jury octroie définitivement les crédits correspondants à l'étudiant au sein du programme d'études, quelle qu'en soit la note effectivement obtenue et quel que soit l'établissement organisé ou subventionné par la Communauté française où il s'inscrit par la suite.

Art. 79. Un jury peut prononcer la réussite d'une année d'études dès que l'étudiant y a acquis plus de 48 crédits. Dans ce cas, le solde des crédits doit être intégralement obtenu au cours de l'année d'études suivante.

Section 4^e. — Diplômes

Art. 80. Les diplômes attestant les grades académiques et les certificats sanctionnant la réussite d'études sont délivrés par les jurys constitués par les autorités académiques ou par les jurys communautaires.

Ils ne peuvent être délivrés qu'aux étudiants qui ont satisfait aux conditions d'accès aux études, qui ont été régulièrement inscrits durant un nombre d'années académiques conforme à la durée minimale des études, et qui ont obtenu le nombre minimal de crédits du programme d'études correspondant.

Ils sont délivrés dans les trois mois de la proclamation au cours de laquelle le grade académique a été conféré.

Art. 81. Les diplômes sont signés au moins par une autorité académique ou son délégué, et par le président et le secrétaire du jury.

Les diplômes respectent la forme fixée par le Gouvernement. Ils font référence explicitement au supplément au diplôme qui l'accompagne.

Art. 82. Les diplômes sont délivrés accompagnés d'un supplément au diplôme reprenant notamment la liste des enseignements du programme d'études suivi par l'étudiant, les conditions d'accès aux études et les évaluations sanctionnées par le grade académique conféré.

Le supplément au diplôme est signé par le secrétaire du jury.

Les éléments personnels de ce supplément liés à chaque étudiant peuvent être regroupés en une annexe au supplément. Dans ce cas, seule cette annexe doit être signée par le secrétaire du jury, la partie commune du supplément étant certifiée par l'établissement.

Le supplément au diplôme respecte la forme et le contenu fixés par le Gouvernement.

CHAPITRE V. — Aide à la réussite

Art. 83. § 1^{er}. Les institutions universitaires consacrent à l'aide à la réussite des étudiants, au sein de leur établissement ou par transfert à leur académie, un montant correspondant à au moins dix pour cent de l'allocation de base dont elles bénéficient pour les étudiants de première génération qu'elles accueillent.

Ces moyens sont affectés exclusivement à la promotion de la réussite de cette catégorie d'étudiants. Sans que la liste soit exhaustive, celle-ci consiste entre autres en les mesures suivantes :

1° la mise sur pied au sein de l'académie d'un centre de didactique supérieure. Ce centre a pour mission de conseiller, former et encadrer les enseignants en charge de ces étudiants;

2° l'offre d'activités spécifiques pour les étudiants visant à leur faire acquérir les méthodes et techniques propres à accroître leurs chances de réussite;

3° la mise à disposition d'outils d'autoévaluation et de services de conseil permettant de déceler les compétences des étudiants ou leurs lacunes éventuelles;

4° l'organisation d'enseignements en petits groupes et consacrés à des exercices pratiques dans au moins une discipline caractéristique du domaine d'études choisi, afin de s'assurer de la bonne orientation de l'étudiant.

5° le développement de méthodes didactiques innovantes ciblées sur le profil d'étudiants de première génération dans un domaine d'études particulier.

Le Gouvernement peut allouer des moyens supplémentaires aux académies à cet effet et détermine la forme que prend la preuve que ces moyens sont utilisés exclusivement pour de telles activités.

§ 2. Est considéré comme étudiant de première génération tout étudiant régulièrement inscrit en première année d'études qui n'a jamais été inscrit, au sens de ce décret, à une année d'études dans l'enseignement supérieur ou à des enseignements figurant au programme d'une année d'études de ces établissements.

Sont assimilées à ces années d'études supérieures les années d'études ou années préparatoires aux épreuves ou concours d'admission organisées par des établissements d'enseignement supérieur belges ou étrangers.

Art. 84. Afin d'assurer une bonne répartition des charges d'étude et d'évaluation au sein de chaque année d'études, les autorités académiques répartissent les enseignements du programme de façon équilibrée entre les deux premiers quadrimestres de l'année académique. Les épreuves, travaux et examens associés se répartissent de manière similaire.

Pour les étudiants de première année d'études, les évaluations à l'issue du premier quadrimestre sont dispensatoires : elles peuvent faire l'objet d'une valorisation de tout ou partie de l'épreuve au sens de l'article 78, mais n'entrent pas en compte en cas d'échec.

Art. 85. § 1^{er}. Conformément aux dispositions des articles 78 et 79, aux conditions générales fixées par les autorités académiques, un étudiant peut choisir de répartir les enseignements d'un cycle d'études sur un nombre d'années académiques supérieur au nombre d'années d'études prévues au programme.

Cette planification étalée dans le temps de ses activités et des évaluations associées fait l'objet d'une convention avec les autorités académiques de l'institution universitaire établie au moment de l'inscription, révisable annuellement.

Si l'étudiant obtient les crédits correspondant aux enseignements de son programme personnalisé, il peut poursuivre ses études sans être considéré comme bachelier au sens de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. Toutefois, il ne peut être pris en compte pour le financement plus de deux fois pour une même année d'études avant que le jury ne sanctionne cette réussite.

§ 2. Par exception au paragraphe précédent, les étudiants de première génération peuvent choisir de revoir leur programme d'études personnel et étaler leurs études après les évaluations organisées à l'issue du premier quadrimestre, au plus tard pour le 15 février de l'année académique.

§ 3. Les étudiants de première génération visés au paragraphe précédent peuvent également choisir de suivre au deuxième quadrimestre un programme de remédiation spécifique destiné à les aider à vaincre les difficultés rencontrées lors de leur première tentative dans l'enseignement supérieur et les préparer au mieux à aborder l'année académique suivante avec de meilleures chances de succès.

Le programme de remédiation est fixé par les autorités académiques en concertation avec l'étudiant, après une évaluation personnalisée de sa situation. Il peut comprendre des activités de remise à niveau spécifiques d'une telle démarche.

Les règles d'octroi de crédits valorisables s'appliquent aux enseignements de ce programme.

Ce programme de remédiation peut également être organisé partiellement au cours du troisième quadrimestre.

Les étudiants qui, à l'issue de la première année d'études, réussissent leur programme personnalisé et s'inscrivent à nouveau en première année d'études sont considérés comme n'ayant été inscrits qu'une seule fois dans l'enseignement supérieur.

CHAPITRE VI. — *Information*

Art. 86. Toute concurrence déloyale entre établissements est interdite.

L'information pour des études ou un établissement déterminé doit rester objective et ne peut se référer à un autre établissement ni à des études organisées par un autre établissement.

Le Gouvernement, sur proposition du CIUF, arrête les normes auxquelles doivent se soumettre les établissements en ce domaine.

Art. 87. Les informations et documents diffusés par un établissement d'enseignement supérieur font mention de l'établissement et de l'académie universitaire dont il est membre.

Toute autre référence à un autre établissement visé par ce décret est interdite, à l'exception de la mention de coorganisation d'enseignements en vertu de l'article 37, § 3, de ce décret.

Art. 88. Les informations concernant des études ou formations ne menant pas à un grade académique ou organisées en vertu des dispositions de l'article 14, § 3, doivent mentionner explicitement cette caractéristique afin d'éviter pour l'étudiant intéressé tout risque de confusion avec les autres études.

Art. 89. Lorsque le Gouvernement prend connaissance d'infractions éventuelles aux dispositions des articles précédents, notamment via le contrôle exercé par les commissaires et délégués auprès des établissements, il décide de la sanction à l'égard de l'établissement concerné, après rapport des autorités académiques.

Cette sanction peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation annuelle de l'établissement concerné, sans que cette retenue ne puisse excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle.

TITRE IV. — Rapprochements universitésCHAPITRE I^{er}. — *Académies universitaires**Section 1^{re}. — Constitution et composition des académies*

Art. 90. Deux ou plusieurs universités peuvent s'associer pour former une académie universitaire. Chaque université ne peut appartenir qu'à une seule académie.

Une convention règle les relations au sein de l'académie, sans pouvoir déroger aux dispositions du présent chapitre.

Chaque académie doit compter au moins une des universités visées à l'article 10, 1^o, 2^o et 3^o.

Le Gouvernement publie la liste des académies ainsi constituées et leur composition.

Une académie peut établir une relation de partenariat avec d'autres établissements d'enseignement supérieur. Chaque établissement ne peut être partenaire que d'une seule académie. Ce partenariat fait l'objet d'une convention.

Art. 91. L'académie universitaire dispose d'un patrimoine propre et d'une personnalité juridique distincte de celle des établissements qui en sont membres. Elle est assimilée à une université non soumise à la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat pour l'application des dispositions légales, décrétales et réglementaires. Toutefois, si elle n'est composée que d'institutions universitaires organisées par la Communauté française, elle n'est pas dotée de la personnalité juridique; il s'agit d'un service à gestion séparée qui dispose d'un patrimoine propre.

L'appartenance à une académie ne porte pas préjudice à la possibilité pour les établissements qui en sont membres de fusionner entre eux.

Art. 92. Une académie universitaire ne dispose pas de personnel propre. Elle s'adjoit les services d'agents ou de membres du personnel détachés des institutions universitaires qui en sont membres.

Art. 93. Sans préjudice de l'application de l'article 29, § 1^{er}, alinéa 2, de l'article 29, § 6, de l'article 32bis et de l'article 45 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, chaque établissement conserve le financement public qui lui revient en exécution des lois et décrets qui régissent le financement des institutions universitaires, de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur.

Section 2^e. — Conseil d'académie

Art. 94. L'académie universitaire est administrée par un conseil composé de cinq représentants de chacune de ses institutions membres soit :

le recteur de l'université;

quatre représentants désignés par le Conseil d'administration de l'université, dont un étudiant administrateur.

La représentation de chaque institution est renouvelée au début de chaque mandat rectoral.

Lorsqu'un représentant démissionne, décède ou perd la qualité ayant justifié sa désignation, un nouveau représentant est désigné pour achever le mandat de son prédécesseur.

Art. 95. Le Conseil est présidé par un des recteurs, choisi en son sein pour un an. Les autres recteurs en sont vice-présidents.

Le Conseil choisit un secrétaire en son sein ou parmi les membres du personnel d'une de ses institutions membres.

Art. 96. Les propositions soumises au Conseil sont approuvées à la majorité.

Chaque recteur dispose toutefois d'un droit de veto contre les décisions qu'il estime contraires aux intérêts de son institution.

Les représentants des institutions membres qui ne participent pas à une formation ou une organisation commune prévues aux articles 101 et 103 ne prennent pas part au vote sur les propositions soumises au Conseil dans ce cadre.

Le Conseil d'administration des institutions membres ratifie les décisions du Conseil qui ne rentrent pas dans le cadre des délégations prévues à l'article 101.

Art. 97. Le Conseil se réunit au moins quatre fois par an. Il se réunit également chaque fois qu'au moins un recteur ou un tiers des membres du Conseil le demandent et proposent un ordre du jour.

Le président du Conseil fixe l'ordre du jour.

Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil peut inviter des experts et constituer des commissions.

Art. 98. Le contrôle des académies est confié collégialement aux commissaires et délégués désignés auprès des institutions membres de l'académie en exécution de l'article 1^{er} du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires. Ils délèguent cette mission successivement, par ordre décroissant d'ancienneté dans leur fonction, à chacun d'entre eux pour une durée de deux ans. Il en est de même pour les délégués désignés auprès des mêmes institutions en exécution de l'article 7 du même décret.

Ils exercent auprès de l'académie et de son conseil les missions leur confiées par les articles 4 à 7 du même décret.

L'article 6 du même décret est applicable en cas de recours contre une décision du Conseil.

Section 3^e. — Missions des académies

Art. 99. Toute mission d'enseignement, de recherche, de service à la collectivité et toutes les opérations accessoires qui entrent dans les missions des membres d'une académie peuvent être réalisées au sein de celle-ci à la demande des institutions universitaires.

Art. 100. L'académie peut développer, en son nom et au nom de ses membres, des collaborations internationales et intercommunautaires.

Elle peut conclure des accords de collaboration avec d'autres académies et institutions de recherches.

Art. 101. Chaque institution membre peut confier en coopération certaines de ses missions à l'académie, moyennant accord du Conseil d'académie.

Art. 102. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 83, dans le cadre d'un contrat de gestion conclu avec le Gouvernement, l'académie reçoit les subventions spécifiques octroyées pour les projets innovants organisés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'académie.

§ 2. Les institutions membres sont autorisées à réaliser tous les transferts financiers nécessaires à l'exécution de leurs obligations dans le cadre de l'académie ou des collaborations développées par l'académie ou par les universités qui en sont membres, conformément à ce décret.

Art. 103. § 1^{er}. Outre les formations pour lesquelles elle est habilitée, l'académie est également habilitée pour organiser les formations et programmes d'études communs à deux ou plusieurs de ses membres et, plus généralement, toutes les activités communes d'enseignement, de recherche ou de services à la collectivité.

§ 2. Les membres se consultent à l'occasion de toute ouverture ou modification de postes académiques à temps plein ressortissant à des disciplines communes à au moins deux d'entre eux.

Art. 104. L'académie organise la gestion des services administratifs, scientifiques et d'enseignement que deux ou plusieurs membres décideraient de mettre en commun.

L'organisation pratique de ces services peut être confiée à un des membres.

Art. 105. Les membres veillent à unifier les méthodes de travail et de gestion, ainsi que leurs procédures académiques et administratives.

Art. 106. Les membres de l'académie restent libres de conclure tout accord de collaboration avec des tiers et notamment d'autres établissements d'enseignement supérieur et institutions de recherche.

Ils en avertissent préalablement le Conseil d'académie.

CHAPITRE II. — Fusions d'universités

Art. 107. Toute université peut fusionner avec un autre membre de la même académie sur décision de leur conseil d'administration respectif. Cette décision doit être prise à la majorité qualifiée des conseils respectifs.

Les dispositions des articles 30 et 32 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires cessent d'être applicables à ces institutions dès l'année académique qui suit celle de la fusion.

Art. 108. Lorsqu'une des universités visées à l'article 10, 1^o, 4^o ou 5^o, de ce décret est concernée par la fusion, celle-ci est soumise à l'autorisation du Gouvernement, qui approuve les statuts de l'entité issue de la fusion.

Art. 109. Les habilitations reconnues en vertu des dispositions de ce décret aux établissements fusionnant sont transférées à l'entité issue de la fusion.

Art. 110. L'institution résultant de la fusion de l'ensemble des membres d'une académie reprend ses compétences et son financement.

CHAPITRE III. — Partenariats avec d'autres établissements

Art. 111. Les institutions universitaires peuvent s'associer avec une ou plusieurs hautes écoles, instituts supérieurs d'architecture ou écoles supérieures des arts. Ce partenariat fait l'objet d'une convention entre les établissements.

Sans préjudice des dispositions générales et spécifiques concernant l'établissement de collaborations pour les établissements d'enseignement supérieur, le Gouvernement fixe les modalités particulières et les conditions d'un tel partenariat.

Art. 112. Les établissements d'enseignement supérieur qui s'associent au sens de ce chapitre peuvent organiser conjointement un ou plusieurs cycles d'études ou en confier l'organisation à une académie universitaire.

TITRE V. — *Financement des universités*CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications à la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 113. A l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit : « L'allocation de chaque institution comprend deux parties :

une partie fixe.

Cette partie fixe est revue tous les dix ans en fonction des allocations réellement accordées aux institutions au cours des dix années qui précèdent la révision.

La première révision aura lieu en 2016.

une partie variable, en fonction du nombre d'étudiants régulièrement inscrits. »

Art. 114. A l'article 27, § 1^{er}, de la même loi, après le deuxième alinéa est inséré un nouvel alinéa, rédigé comme suit.

« L'étudiant inscrit à un ensemble d'enseignements conduisant à l'octroi de moins de 15 crédits n'est toutefois pas pris en compte. L'étudiant inscrit à un ensemble d'enseignements conduisant à l'octroi de 15 à moins de 45 crédits n'est pris en compte que pour une demi-unité. Toutefois, les étudiants en situation de redoublement dont l'année d'études comporte un solde de crédits inférieur à 45 crédits sont toujours pris en compte pleinement.

Art. 115. A l'article 27, § 7, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, les mots « grade académique qualifié déterminé, tel que visé à l'article 7, § 1^{er}, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques » sont remplacés par « grade académique déterminé, tel que défini par l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités; »

2° le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° les étudiants qui s'inscrivent à des études conduisant à un grade académique, alors qu'ils ont déjà obtenu, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription, deux grades académiques similaires à celui auquel ils s'inscrivent, au sens de l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités; »

3° le 5° est abrogé;

4° au 8°, les mots « à la date prévue à l'article 30, § 1^{er}, » sont remplacés par « au premier décembre de l'année académique » et les mots « le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques » sont remplacés par « le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités »;

5° au 10°, les mots « deuxième cycle de base visé à l'article 6, § 2, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques » sont remplacés par « d'un cursus menant à un grade académique de deuxième cycle initial déterminé, tel que défini par l'article 16, § 3, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités ».

Art. 116. L'article 28 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Pour le calcul de la partie variable de l'allocation de fonctionnement, sous réserve des dispositions des deuxième et troisième alinéas, les années d'études menant à un grade académique sont réparties en trois groupes de la façon suivante :

1° Groupe A : les années d'études menant à un grade académique des domaines définis à l'article 31, littéras 1° 2°, 3°, 4°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° et 11° du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités;

2° Groupe B : les années d'études menant à un grade académique des domaines définis à l'article 31, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, non reprises dans un autre groupe;

3° Groupe C : les années d'études menant à un grade académique de deuxième cycle initial des domaines définis à l'article 31, littéras 12°, 13°, 14°, 15°, 18° et 19°, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, ainsi que la troisième année d'études du premier cycle des domaines visés aux littéras 14°, 15°, 18° et 19° de ce même article.

Seules les deux premières années d'études menant à un grade académique de master complémentaire ou la première année de la formation doctorale sont prises en compte dans ce calcul; les années d'études relatives à la préparation d'une thèse de doctorat ne sont pas prises en compte.

Sauf exception prévue par le décret, les années d'études et formations ne menant pas à un grade académique ne sont pas prises en compte pour le calcul de l'allocation de fonctionnement.

En particulier, les étudiants inscrits à la formation pédagogique appropriée à l'enseignement supérieur (CAPAES) ou à la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur (AESS) sont pris en compte lors de leur première inscription avec un coefficient de pondération visé à l'article 29bis correspondant à la moitié de celui appliqué aux étudiants régulièrement inscrits aux études du groupe A.

Les enseignements non mentionnés sont classés dans l'un des groupes par arrêté du Gouvernement. »

Art. 117. L'article 29 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le montant de base pour la partie fixe de l'allocation annuelle de fonctionnement est fixé à 102.175.000 euros pour les années budgétaires 2006 à 2015.

Il est réparti comme suit :

Université de Liège : 23,34 %.

Université catholique de Louvain : 30,82 %.

Université libre de Bruxelles : 25,07 %.

Université de Mons- Hainaut : 4,23 %.

Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux : 2,94 %.

Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix de Namur : 7,20 %.

Faculté polytechnique de Mons : 3,16 %.

Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles : 1,59 %.

Facultés universitaires catholiques de Mons : 1,65 %.

A partir de l'année budgétaire 2016, la partie fixe de l'allocation est versée à l'académie universitaire à laquelle appartient l'institution ou directement à l'institution si elle ne fait pas encore partie d'une académie.

§ 2. Le montant de base pour la partie variable de l'allocation annuelle de fonctionnement est fixé à 308.304.000 euros.

§ 3. Le montant de base pour les compléments d'allocations visés à l'article 34 en faveur des institutions visées à l'article 25, *b), c), f), g), h), i)*, est fixé à 5.025.000 euros.

§ 4. Chaque année, les montants à répartir entre les institutions sont adaptés aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en multipliant les montants de base visés aux paragraphes précédents par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

$$\frac{\text{Indice santé de décembre de l'année budgétaire concernée}}{\text{Indice santé de décembre 1998}}$$

§ 5. Chaque année, les montants de base visés aux §§ 2 et 3 sont répartis entre les institutions universitaires concernées en fonction du rapport entre la moyenne quadriennale du nombre d'étudiants pondérés de chaque institution et la moyenne quadriennale du nombre d'étudiants pondérés de l'ensemble des institutions concernées, calculés en vertu des articles 27 à 32.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} est exprimé en pour cent et quatre décimales.

Les moyennes quadriennales visées à l'alinéa 1^{er} s'obtiennent en divisant par quatre la somme des nombres pondérés d'étudiants, respectivement pour l'institution visée ou pour l'ensemble des institutions, de l'année académique concernée et des trois années qui la précèdent, chacun de ces nombres étant calculé en fonction des dispositions légales qui lui étaient applicables pour l'année académique correspondante.

§ 6. La partie de l'allocation relative aux études organisées par une académie universitaire est versée à cette académie. Les coefficients prévus à l'article 30 ne s'appliquent pas aux étudiants inscrits dans ces études.»

Art. 118. L'article 29bis de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les groupes d'années d'études visés à l'article 28, un coefficient de pondération est appliqué aux étudiants visés à l'article 27, § 1^{er}, qui entrent dans les catégories visées à l'article 27, § 3, et qui ne sont pas visés par l'article 27, § 7.

Ces coefficients de pondération sont les suivants :

Groupe A : 1.

Groupe B : 2.

Groupe C : 3. »

Art. 119. L'article 30 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque le nombre d'étudiants régulièrement inscrits aux études de premier ou de deuxième cycle dans un groupe tel que défini à l'article 28 est supérieur au nombre-plafond déterminé comme il est dit à l'article 32, pour le nombre d'étudiants qui dépasse ce plafond, les coefficients de pondération visés à l'article 29bis sont réduits à 85 % de leur valeur. »

Art. 120. L'article 31 de la même loi est abrogé.

Art. 121. § 1^{er}. A l'article 32 de la même loi, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les institutions universitaires mentionnées à l'article 25 *a) à c)*, le nombre plafond d'étudiants est fixé, pour chaque groupe, comme suit :

Groupe A : 4 300.

Groupe B : 3 150.

Groupe C : 2 000. »

§ 2. Le § 2 du même article est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les institutions universitaires mentionnées à l'article 25, *d) à i)*, le nombre plafond est égal, pour chaque domaine d'études, à 200 par année d'étude de premier cycle effectivement organisée et à 400 par année d'études de deuxième cycle effectivement organisée. »

§ 3. Le § 3 de ce même article est abrogé.

Art. 122. Dans le titre II, chapitre 1^{er}, de la même loi, est inséré un nouvel article 32bis rédigé comme suit :

« Art. 32bis. — Un montant de 8.035.000 euros est réparti entre les académies universitaires proportionnellement au nombre d'étudiants ayant réussi les études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat, visés à l'article 17, § 3, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités.

Sont pris en compte les étudiants ayant obtenu le grade de docteur durant l'année académique qui s'achève le quinze septembre de l'année qui précède l'année budgétaire concernée.

Ils sont répartis entre les groupes prévus à l'article 28 en fonction du domaine auquel appartient le grade académique qui leur a donné accès aux études de troisième cycle et donnent lieu à l'application des coefficients de l'article 29bis.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est indexé selon la formule prévue à l'article 29, § 4. »

Art. 123. Dans le titre II de la même loi, est inséré un chapitre 1^{er}bis rédigé comme suit :

« Chapitre 1^{er}bis — Promotion de l'accès aux études.

Art. 36bis. — Il est accordé annuellement à chaque institution visée à l'article 25 une allocation complémentaire égale à la différence entre

- d'une part, le montant théorique des droits d'inscription, calculé en fonction de l'article 39, § 2, 1^{er} alinéa, et de l'article 39, § 3, 1^{er} alinéa,

- d'autre part, le montant réellement perçu après application des réductions sur ces droits d'inscription en faveur des étudiants boursiers ou de condition modeste, pour l'année académique se clôturant au cours de l'année qui précède celle de l'octroi de l'allocation complémentaire. »

Art. 124. A l'article 39 de la même loi :

1° Au troisième alinéa du § 2, les mots « Ces montants sont ramenés respectivement à 49,58 euros et à 16,11 euros » sont remplacés par « Ce montant est ramené à 49,58 euros ».

2° Un nouvel alinéa est inséré à la fin du même paragraphe, rédigé comme suit :

«Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est ramené à 297,47 euros pour les étudiants de condition modeste ne pouvant bénéficier de l'allocation visée à l'alinéa 2. Le Gouvernement définit les conditions et modalités d'obtention de ces droits réduits.»

Art. 125. § 1^{er}. A l'article 45, § 1^{er}, de la même loi, le premier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« La Communauté française contribue annuellement au financement des réparations importantes des installations immobilières des institutions universitaires destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche à raison de 7.600. 000 euros :

au deuxième alinéa, les mots « La différence visée à l'alinéa 1^{er} est répartie » sont remplacés par « Ce montant est réparti ».

§ 2. A l'article 45 de la même loi, il est inséré un § 1bis rédigé comme suit :

« § 1bis. A partir de 2007, la Communauté française contribue annuellement à raison de 3.445.000 euros aux charges d'emprunts contractés par les académies universitaires pour des emprunts immobiliers destinés à l'administration, l'enseignement et la recherche.

Sur proposition collégiale et motivée des recteurs, le Gouvernement répartit ce montant entre les académies universitaires en fonction de leurs besoins en investissements. »

§ 3. A l'article 45 de la même loi, il est inséré un § 1ter rédigé comme suit :

« § 1ter. Les montants visés aux paragraphes précédents sont adaptés aux variations de l'indice santé des prix à la consommation conformément à la formule de l'article 29, § 4. »

§ 4. A l'article 45, § 4, de la même loi, les mots « à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} » sont remplacés par « aux paragraphes 1^{er} et 1bis ».

A l'article 45, § 5, de la même loi, les mots « à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} » sont remplacés par « aux paragraphes 1^{er} et 1bis ».

A l'article 45, § 6, de la même loi, les mots « à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} » sont remplacés par « aux paragraphes 1^{er} et 1bis ».

Art. 126. L'article 48^{quater} de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 48^{quater}. — Les étudiants inscrits pour les études de master complémentaire visées à l'article 18 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités ne sont pris en compte pour le calcul de l'allocation de fonctionnement que si le programme d'études correspondant a compté, en moyenne durant les trois dernières années académiques, au moins dix étudiants régulièrement inscrits à chaque année d'études

— soit qui sont visés à l'article 27, § 1^{er}, qui entrent dans les catégories visées à l'article 27, § 3, et qui ne sont pas visés par l'article 27, § 7,

— soit qui font l'objet d'un financement public extérieur.

Par dérogation, les études de master complémentaire pour lesquelles, en vertu d'une législation fédérale ou communautaire, il existe une limitation du nombre de diplômés ou d'étudiants admis aux études sont prises en compte pour le financement quel que soit le nombre d'inscrits à ces études. »

Art. 127. L'article 48^{quinquies} de la même loi est abrogé.

TITRE VI. — Dispositions particulières pour les institutions universitaires organisées par la Communauté française

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications à la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat

Art. 128. L'article 4bis de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat est abrogé.

Art. 129. A l'article 5 de la même loi, les mots « bureau permanent » sont remplacés par « bureau exécutif, si celui-ci est créé, ».

Art. 130. L'article 7, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Le Conseil académique se compose des professeurs ordinaires, des professeurs extraordinaires, des professeurs et des chargés de cours, de l'université ou du centre universitaire. »

Dans ce même article, l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 131. A l'article 11 de la même loi, les mots « parmi les professeurs ordinaires et extraordinaires » sont remplacés par « parmi les membres du personnel enseignant à temps plein d'une ancienneté académique au moins égale à quatre ans ».

Art. 132. L'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Le secrétaire du Conseil académique est nommé par le Gouvernement pour une période de deux ans sur une liste de deux membres de ce conseil présentés par celui-ci. »

Art. 133. A l'article 14, alinéa 2, de la même loi, les mots « et des doyens de facultés » sont remplacés par « , des doyens de faculté et du secrétaire du Conseil académique ».

Art. 134. A l'article 16 de la même loi, le deuxième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Il exécute les décisions du Conseil académique. Il préside le Conseil d'administration. Il veille à l'instruction préalable des affaires à caractère académique qui sont soumises au Conseil d'administration.

L'exécution des décisions du Conseil d'administration est confiée au recteur pour toutes les décisions à caractère académique. »

Art. 135. L'article 17 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Outre la présentation des listes prévues aux articles 6, 9 et 12, le Conseil académique confère les diplômes honorifiques. »

Art. 136. A l'article 18 de la même loi :

1° au § 1^{er}, la phrase au 1° « pour la nomination de bibliothécaire en chef, le Conseil académique doit être entendu » est supprimée;

2° un 9° est ajouté, rédigé comme suit :

« 8° exerce en matière de discipline académique les pouvoirs indiqués aux articles 60 et 49quinquies à 49octies ci-après »;

3° le 2e alinéa du § 2 devient le § 3;

4° les 3e, 4e et 5e alinéas sont supprimés;

5° les §§ 4, 5, 6 et 7 sont introduits, rédigés comme suit :

« § 4. Le Conseil d'administration peut déléguer au recteur ou à l'administrateur tout ou partie des pouvoirs qui lui sont attribués en vertu du présent article, à l'exception toutefois du § 1^{er}, 1° et 5°, à charge de lui faire rapport sur les décisions prises. Cette délégation de pouvoir sera toujours révocable.

Il peut également confier à l'administrateur des missions spécifiques.

§ 5. Les décisions du Conseil d'administration ainsi que celles prises par délégation sont publiées. Cependant, le Conseil d'administration peut, à la majorité des deux tiers conserver temporairement le secret sur certaines décisions.

§ 6. Sur proposition du recteur, le Conseil d'administration est habilité à choisir un ou plusieurs conseillers du recteur parmi les membres du personnel enseignant de l'institution nommés à temps plein. Leurs missions sont définies par le Conseil d'administration et s'achèvent en même temps que le mandat du recteur.

§ 7. Le Conseil d'administration peut constituer en son sein un bureau exécutif, lui confier des missions spécifiques et lui déléguer des pouvoirs.

Il en arrête la composition. »

Art. 137. L'article 19bis de la même loi, introduit par la loi du 24 mars 1971 est abrogé.

Art. 138. A l'article 21 de la même loi :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Le personnel enseignant comprend les professeurs ordinaires, les professeurs extraordinaires, les professeurs et les chargés de cours. »

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le conseil d'administration attribue à la charge de chaque membre du personnel enseignant le caractère à temps plein ou à temps partiel et désigne le ou les organes dont elle relève. Il communique cette décision au Gouvernement.

3° l'alinéa 3 du § 5 est abrogé;

4° le § 8 est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice de l'article 32, le conseil d'administration fixe, pour des durées limitées qu'il détermine et qui n'excèdent pas cinq ans, le contenu de la charge de chaque membre du corps enseignant, à savoir les cours attribués, les activités de recherche et de service à la communauté.

Le contenu de la charge est fixé pour la première fois lors de la nomination. Il est revu et éventuellement modifié à l'issue de chaque période selon un règlement général établi par le conseil d'administration et adopté à la majorité des deux tiers des membres présents.

Le renouvellement ou la modification du contenu de la charge se fait après avis de l'intéressé et de ou des organes dont relève la charge.

La décision du conseil d'administration est communiquée à l'intéressé. »

Art. 139. L'article 22, § 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Le Conseil d'administration nomme les membres du personnel enseignant dans un des domaines énumérés à l'article 31 du décret du 31 mars 2004 favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités.

Sans préjudice des conditions particulières fixées par la présente loi, nul ne peut être nommé chargé de cours s'il n'est titulaire d'un diplôme de docteur avec thèse.

Des dispenses relatives à cette condition peuvent, après avis de l'organe dont relève la charge, être accordées par le Conseil d'administration dans des circonstances exceptionnelles dûment motivées.

Sans préjudice des conditions particulières fixées par la présente loi, nul ne peut être nommé professeur ordinaire après qu'il a atteint l'âge de soixante ans.

Le recteur notifie la décision de nomination au Gouvernement dans les huit jours qui suivent la délibération du Conseil d'administration. Le Gouvernement ratifie la nomination dans un délai de quarante jours suivant l'envoi de la (61) notification de la décision par le Recteur. Passé ce délai, la ratification est réputée acquise. Le recteur en informe le Conseil d'administration lors de sa prochaine séance; il notifie la décision ratifiée à l'intéressé et demande sa publication au *Moniteur belge*.

La nomination entre en vigueur au plus tôt le premier jour du mois qui suit la décision du Conseil d'administration. »

Art. 140. Les articles 24bis et 24ter de la même loi sont abrogés.

Art. 141. A l'article 31 de la même loi :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots «, § 1^{er}, et les désignations visées à l'article 22, § 2,» sont ajoutés entre les mots « article 22 » et « mentionnent le grade »;

2° les alinéas 2 à 5 du § 1^{er} sont abrogés;

3° l'alinéa 6 du § 1^{er} est remplacé par :

« En cas de vacance de charge, le contenu de l'appel aux candidats ainsi que le délai pour le dépôt des candidatures sont fixés par le conseil d'administration. »

4° l'alinéa 7 du § 1^{er} est abrogé.

Art. 142. L'article 32 de la même loi est modifié de la façon suivante :

1° au § 1^{er}, les mots « l'accord » sont remplacés par « l'avis »;

2° le § 2 est abrogé.

Art. 143. A l'article 43 de la même loi, les mots « à temps plein » sont supprimés.

Art. 144. Dans le chapitre III de la même loi est ajoutée une section 6, rédigée comme suit :

« Section 6. — Des congés et de la mise en disponibilité.

Art. 49bis. — Le Gouvernement arrête le régime de congés du personnel enseignant.

Art. 49ter. — Les membres du corps enseignant peuvent obtenir une mise en disponibilité pour convenances personnelles sans traitement pour une période d'un an renouvelable quatre fois, soit cinq années au maximum.

L'enseignant mis en disponibilité pour motif de convenances personnelles ne reçoit aucun traitement d'attente. Il ne peut se prévaloir de maladie ou d'infirmité contractée pendant la durée de sa mise en disponibilité pour convenances personnelles.

Il perd ses titres à l'avancement et la période de mise en disponibilité pour convenances personnelles n'entre pas dans le calcul de l'ancienneté en cas de rentrée en service.

Art. 49quater. — Le membre du corps enseignant absent pour cause de maladie peut être placé en disponibilité aux conditions fixées par le Gouvernement.

Il bénéficie, pendant la durée de sa mise en disponibilité pour cause de maladie, d'un traitement d'attente égal à 60 % du traitement auquel il a droit en vertu des articles 36 à 45. »

Art. 145. Dans le chapitre III de la même loi est ajoutée une section 7, rédigée comme suit :

« Section 7. — Du régime disciplinaire.

Art. 49quinquies. — Les peines disciplinaires sont :

le rappel à l'ordre;

la réduction de traitement;

la suspension;

la révocation.

Art. 49sexies. — Les peines disciplinaires sont proposées par le recteur.

Elles sont prononcées par le Conseil d'administration.

Art. 49septies. — Le Gouvernement arrête la procédure organisant le respect des droits de la défense, garantissant l'impartialité et l'indépendance de l'instance de décision et fixant le mode de délibération de celle-ci. En tout état de cause, la révocation ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

Art. 49octies. — La réduction de traitement ne peut excéder 20 % du traitement calculé en vertu des articles 36 à 45.

Elle ne peut être prononcée pour une durée supérieure à un an. »

Art. 146. A l'article 50 de la même loi est ajoutée un alinéa 8 rédigé comme suit :

« L'article 33 est applicable aux membres du personnel scientifique à temps plein. »

Art. 147. A l'article 50bis de la même loi :

1° à l'alinéa 2 sont ajoutés les mots « , de médecin ou de docteur en médecine »;

2° à l'alinéa 4, la dernière phrase est supprimée.

Art. 148. A l'article 51bis, les alinéas 1 à 3 de la même loi sont remplacés par :

« Près de chaque université ou centre universitaire, il est nommé un administrateur.

Celui-ci coordonne les activités des services administratifs généraux. Il participe à l'élaboration du budget de l'institution. Il veille à l'exécution des décisions prises par le conseil d'administration et par le bureau exécutif, si celui-ci est créé, et qui ne relèvent pas de la compétence du recteur ou qui auraient été confiées à ce dernier par délégation. Il veille à l'instruction préalable et à l'exécution des missions qui lui seront confiées par le conseil d'administration aux termes d'une lettre de mission.

L'administrateur assiste avec voix consultative au conseil d'administration et au bureau exécutif, si celui-ci est créé. »

Dans ce même article, l'alinéa « L'administrateur est directement responsable devant le conseil d'administration de la gestion de l'université ou du centre universitaire » est remplacé par « L'administrateur est directement responsable devant le conseil d'administration. »

Art. 149. L'article 51ter de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 51ter. — Le Conseil d'administration désigne un secrétaire choisi parmi les agents de niveau 1 de l'institution nommés à titre définitif ou engagés à durée indéterminée, en ce compris les membres du personnel scientifique nommés à titre définitif.

Son mandat est de quatre ans renouvelable.

Il prend court à l'issue de la deuxième année du mandat du recteur. »

Art. 150. Les articles 56 et 59 de la même loi sont abrogés.

Art. 151. A l'article 60 de la même loi, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par la disposition suivante :

« Les trois premières peines sont prononcées par le recteur. La quatrième l'est par le Conseil d'administration statuant à la majorité des membres présents. Pour des motifs d'ordre public, elle peut également l'être par le Gouvernement, le Conseil d'administration entendu.

Quand l'exclusion est prononcée par le Conseil d'administration, une copie de sa décision est adressée au Gouvernement et à l'étudiant exclu. Quand elle l'est par le Gouvernement, une copie de l'arrêté est adressée à l'université et à l'élève exclu.

Une peine académique ne peut être prononcée que si l'étudiant a été préalablement appelé ou entendu. Les décisions sont motivées. »

Art. 152. Le chapitre VIII de la même loi, contenant l'article 61, est abrogé.

Art. 153. A l'article 63, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « autres que celles dont la rétribution est fixée conformément à l'article 57 » sont supprimés.

Art. 154. A l'article 64*bis* de la même loi, les §§ 2 à 4 sont abrogés.

Art. 155. Dans la même loi :

1° les mots « Ministère de l'Instruction publique » sont remplacés par « Ministère de la Communauté française » aux articles 18, § 1^{er}, 2° et 5°;

2° les mots « le Roi » sont remplacés par « le Gouvernement » aux articles 6, 9, 15, 18, § 3, 21, § 6, alinéa 2, et 35, alinéas 1^{er} et 3 et 64;

3° les mots « chargé de cours associé » sont supprimés aux articles 36, 42, 45, 47 et 62;

4° les mots « professeur associé » sont supprimés aux articles 38, 45, 47 et 62.

CHAPITRE II. — *Examen médical*

Art. 156. La loi du 30 décembre 1952 soumettant les étudiants des universités de l'Etat et des établissements d'enseignement supérieur de l'Etat assimilés aux universités, à un examen médical en vue du dépistage des maladies contagieuses cesse d'être applicable aux établissements universitaires visés à l'article 10.

Les universités organisent un examen médical pour leurs étudiants conformément aux dispositions légales actuelles.

Partie 3.. — Dispositions finales

TITRE VII. — *Dispositions modificatives, abrogatoires et transitoires*

CHAPITRE I^{er}. — Financement des universités

Art. 157. Pour l'application de l'article 36*bis* de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaire sont pris en compte les étudiants inscrits

dans la première année du premier cycle, pour l'année budgétaire 2006;

dans les deux premières années du premier cycle, pour l'année budgétaire 2007;

dans le premier cycle, pour l'année budgétaire 2008;

dans le premier cycle et dans la première année du deuxième cycle, pour l'année budgétaire 2009;

pour l'ensemble des études à partir de l'année budgétaire 2010.

Art. 158. Le montant prévu à l'article 29, § 2, de la même loi est réduit :

de 6.427.000 euros pour l'année budgétaire 2006;

de 3.672.000 euros pour l'année budgétaire 2007;

de 2.755.000 euros pour l'année budgétaire 2008;

de 1.836.000 euros pour l'année budgétaire 2009.

Art. 159. § 1^{er}. Sous réserve des dispositions du § 3 ci-dessous, préalablement à l'application des coefficients de pondération visés à l'article 29*bis* de la même loi,

1° les étudiants inscrits à des études conduisant à l'obtention des grades académique de premier et deuxième cycles en sciences de gestion dans les institutions universitaires visées à l'article 25, *d) à i)* de la même loi sont multipliés par 1,1657;

2° les étudiants inscrits à des études conduisant à l'obtention d'un grade académique de deuxième cycle dans les institutions visées à l'article 25, *d), e) et g)* de la même loi sont multipliés respectivement par 1,29, 1,34 et 1,68.

A partir de l'année budgétaire 2008, sont également multipliés par les facteurs ci-dessus les étudiants inscrits dans la troisième année du premier cycle.

§ 2. En cas de fusion d'une des institutions visées ci-dessus, est pris en compte pour l'application du facteur le nombre d'étudiants finançables retenu pour la dernière année avant la fusion.

§ 3. A partir de l'année budgétaire 2007, le Gouvernement peut revoir annuellement les coefficients visés au § 1^{er}, sans qu'ils ne puissent être supérieurs à leur valeur initiale, ni être inférieurs à l'unité.

CHAPITRE II. — *Institutions universitaires organisées par la Communauté française*

Art. 160. Les membres du personnel des institutions visées à l'article 10, 1°, 4° et 5°, qui sont revêtus des grades de chargé de cours associé et de professeur associé sont nommés respectivement chargés de cours ou professeurs.

Art. 161. Pour l'application de l'article 21, § 8, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, tel que modifiée par le présent décret, pour les membres du personnel enseignant nommés à la date d'entrée en vigueur du présent décret, le contenu de la charge tel qu'existant à la veille de cette date est confirmé pour une période d'au moins trois ans et d'au plus cinq ans à partir de cette date.

CHAPITRE III. — *Enseignement universitaire*

Art. 162. Le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques est abrogé, à l'exception des dispositions maintenues transitoirement en vigueur en vertu de ce présent décret qui sont abrogées progressivement.

Art. 163. Dans la loi du 12 août 1911 accordant la personnalité civile à l'« Université Catholique de Louvain — Katholieke Universiteit te Leuven », à l'« Université libre de Bruxelles — Vrije Universiteit Brussel », et autorisant l'« Université Catholique de Louvain — Katholieke Universiteit te Leuven » à créer une université de langue française et une université de langue néerlandaise, intitulé modifié par la loi du 28 mai 1970 modifiant la loi du 12 août 1911 accordant la personnalité civile aux universités de Bruxelles et de Louvain et modifiant la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, l'article 1^{er}, tel que modifié par la loi du 9 avril 1965 portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire, est modifié de la façon suivante :

1° le § 1^{er}, 2, a), est remplacé par « Font partie de l'« Université libre de Bruxelles » les établissements d'enseignement universitaire qui s'y rattachent. »;

2° le § 2, 2, b), est remplacé par « Font partie de l'« Université Catholique de Louvain » les établissements d'enseignement universitaire qui s'y rattachent. »

Art. 164. Pour les années académiques 2004-2005 et 2005-2006, sans préjudice des dispositions de l'article 49 et de l'article 50, ont seuls accès aux études de premier cycle du domaine des sciences vétérinaires en vue de l'obtention du grade qui (68) les sanctionne, les étudiants qui justifient en outre d'une attestation de réussite à un concours spécial d'admission interuniversitaire. Par exception à ces dispositions, tout étudiant ayant déjà été régulièrement inscrit avant l'année académique 2003-2004 à une année d'études de premier cycle en sciences vétérinaires en Communauté française est dispensé de produire cette attestation.

Chaque année, entre le 6 et le 15 septembre, il est organisé une seule épreuve à l'issue de laquelle au plus 250 nouvelles attestations sont délivrées. Seuls les étudiants satisfaisant à une des conditions d'admission décrites à l'article 49, § 1^{er}, et ne correspondant à aucune des conditions de refus potentiel d'inscription prévues à l'article 47, § 2, ont accès à cette épreuve.

Cette épreuve est organisée conjointement par les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences vétérinaires; elles sont tenues de participer à l'organisation et à l'évaluation du concours, aux conditions fixées par le Gouvernement.

L'épreuve vise à évaluer les aptitudes spécifiques à entreprendre des études universitaires dans la discipline. Elle porte sur les matières suivantes conformes aux compétences terminales et savoirs requis à l'issue des humanités générales et technologiques :

1° le français;

2° les mathématiques;

3° les sciences : physique, chimie, biologie, géographie.

Le Gouvernement arrête les modalités d'organisation et le programme détaillé du concours.

Art. 165. De nouvelles inscriptions aux études organisées lors de l'année académique 2003-2004 conduisant aux grades académiques de diplômé d'études spécialisées (DES) ou de diplômé d'études approfondies (DEA) peuvent être acceptées exceptionnellement durant les années académiques 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007. Les anciens grades académiques sanctionnant ces études pourront être conférés à ces étudiants durant un nombre d'années académiques supérieur d'un an à la durée minimale de ces études. Ces études sont assimilées pour le financement aux études de deuxième cycle spécialisé.

Art. 166. Aux conditions générales que fixent les autorités académiques, les étudiants porteurs d'un grade académique de deuxième cycle de base délivré conformément aux dispositions antérieures à ce décret et qui obtiennent, en vertu des dispositions transitoires, le grade académique de diplômé d'études spécialisées (DES), de diplômé d'études approfondies (DEA) ou d'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur (AESS), se voient conférer un grade académique de master respectivement à finalité spécialisée, à finalité approfondie ou à finalité didactique.

Les porteurs de ces mêmes grades académiques obtenus avant l'entrée en vigueur de ce décret sont réputés porter un grade de master équivalent, aux mêmes conditions.

Art. 167. Les grades académiques de docteur ou d'agrégé de l'enseignement supérieur conformes à la législation en vigueur avant la date d'entrée en vigueur de ce décret ne sont plus conférés après cette date, et au plus tard au cours de l'année académique 2006-2007, qu'aux étudiants qui étaient inscrits à ces études avant l'entrée en vigueur de ce décret.

CHAPITRE IV. — *Enseignement supérieur en hautes écoles*

Art. 168. Les dispositions du présent décret s'appliquent aux hautes écoles dans le respect du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles et des dispositions prises en application de ce décret.

Art. 169. A l'article 1^{er} du décret du 5 août 1995 précité sont apportées les modifications suivantes :

1° Le 6° est remplacé par : « Cycle : cycle d'études au sens du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités; ».

2° Le 10° est remplacé par : « Section : cursus conduisant à un grade académique au sens du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités; ».

Art. 170. A l'article 33 du décret du 5 août 1995 précité sont apportées les modifications suivantes :

1° au 2°, les mots « 2 années » sont remplacés par « 3 années »;

2° le 3° est remplacé par « au moins 1 ou 2 années pour l'obtention d'un des grades visés à l'article 18, § 2; »;

3° le 4° est supprimé;

4° les 5° et 6° deviennent 4° et 5°.

Art. 171. Dans le décret du 27 février 2003 établissant les grades académiques délivrés par les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales,

1° les grades et titres sanctionnant des études de type court sont des grades de bachelier, conformément à l'article 15 du présent décret;

2° les grades et titres sanctionnant des études de premier cycle de type long sont des grades de bachelier, conformément à l'article 16, § 2, du présent décret;

3° les grades et titres sanctionnant des études de deuxième cycle de type long sont des grades de master, conformément à l'article 16, § 3, du présent décret.

Art. 172. Le Gouvernement détermine les modifications à porter aux annexes du décret du 27 février 2003 précité liées aux changements d'intitulés des grades académiques et de répartition des années d'études entre les deux cycles dans les programmes de type long.

CHAPITRE V. — *Enseignement supérieur artistique*

Art. 173. Les dispositions du présent décret s'appliquent aux écoles supérieures des arts dans le respect du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique et du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), ainsi que des dispositions prises en application de ces décrets.

Art. 174. Dans le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique,

1° les grades et titres sanctionnant des études de type court sont des grades de bachelier, conformément à l'article 15 du présent décret;

2° les grades et titres sanctionnant des études de premier cycle de type long sont des grades de bachelier, conformément à l'article 16, § 2, du présent décret;

3° les grades et titres sanctionnant des études de deuxième cycle de type long sont des grades de master, conformément à l'article 16, § 3, du présent décret.

Art. 175. A l'article 2, § 1^{er}, du décret du 20 décembre 2001 précité, il est apporté les modifications suivantes.

1° Le 20° est remplacé par « Année académique : année académique au sens du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités.

« 2° Le 21° est remplacé par « Grades : les grades académiques au sens du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités et tels que spécifiés dans le décret. »

3° Le 22° est remplacé par « Activités d'enseignement : les activités d'apprentissage au sens du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités. »

CHAPITRE VI. — *Autres formes d'enseignement supérieur*

Art. 176. Les dispositions du présent décret s'appliquent aux instituts supérieurs d'architecture dans le respect de la loi du 18 février 1977 relative à l'enseignement de l'architecture, ainsi que des dispositions prises en application de cette législation.

Art. 177. Dans la loi du 18 février 1977 relative à l'enseignement de l'architecture,

1° les grades et titres sanctionnant des études de premier cycle en architecture sont des grades de bachelier, conformément à l'article 16, § 2, du présent décret;

2° les grades et titres sanctionnant des études de deuxième cycle en architecture sont des grades de master, conformément à l'article 16, § 3, du présent décret.

Art. 178. Les dispositions du présent décret s'appliquent aux études supérieures correspondantes organisées par les établissements de promotion sociale qui délivrent des titres et grades équivalents à ceux délivrés par l'enseignement supérieur de plein exercice dans le respect du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, ainsi que des dispositions prises en application de ce décret.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires générales*

Art. 179. Un grade académique pourra être délivré aux étudiants qui avaient déjà réussi une année du cycle d'études menant à ce grade lors d'une année académique antérieure à la date d'entrée en vigueur de ce décret.

Sauf exceptions prévues aux articles suivants, aucune nouvelle inscription dans un cycle d'études organisé en application des dispositions antérieures à ce décret n'est plus permise après son entrée en vigueur.

Art. 180. Les étudiants porteurs d'un grade de candidat auront accès, jusqu'à l'année académique 2006-2007, aux études de deuxième cycle définies dans la législation en vigueur avant l'entrée en vigueur de ce décret.

Les anciens grades académiques sanctionnant ces études pourront être conférés à ces étudiants durant un nombre d'années académiques supérieur d'un an à la durée minimale de ces études.

Art. 181. Un grade académique de premier cycle de base obtenu avant l'entrée en vigueur du présent décret après trois années d'études de base au moins est équivalent au grade de bachelier correspondant.

Un grade académique de deuxième cycle de base obtenu avant l'entrée en vigueur du présent décret après quatre années d'études de base au moins est équivalent au grade de master correspondant.

Un grade académique de docteur obtenu après soutenance d'une thèse ou d'agrégé d'enseignement supérieur avant l'entrée en vigueur du présent décret est équivalent au grade de docteur au sens de ce décret.

Art. 182. Les porteurs d'un grade académique de deuxième cycle délivré en vertu des dispositions antérieures à ce décret jouissent des mêmes capacités de poursuite d'études et d'accès professionnels que les porteurs d'un grade de master introduit par ce décret sanctionnant des études de deuxième cycle de 120 crédits au moins.

Art. 183. Les porteurs d'un grade académique de premier cycle délivré après deux années d'études, à l'université ou dans l'enseignement supérieur de type long, en vertu des dispositions antérieures à ce décret accèdent directement à la troisième année d'études du grade de bachelier de transition correspondant.

Art. 184. Le Gouvernement établit la liste de correspondance entre les grades académiques délivrés avant l'entrée en vigueur de ce décret et les nouveaux intitulés des grades définis par ce décret.

Il établit également les correspondances éventuelles en cas de modification de ces intitulés.

Art. 185. Les études relatives à la formation pédagogique des futurs enseignants menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur restent organisées pour les porteurs d'un grade académique qui y donnait accès en vertu d'une législation antérieure à ce décret.

Art. 186. Les habilitations des établissements pour les grades existants avant l'entrée en vigueur du présent décret sont maintenues pour permettre de satisfaire les dispositions transitoires de ce décret.

CHAPITRE VIII. — *Entrée en vigueur et dispositions exécutoires*

Art. 187. Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2004-2005, sous réserve des dispositions des articles suivants.

Art. 188. Les années d'études de premier cycle sont organisées progressivement dès l'entrée en vigueur du décret. Les études de deuxième et troisième cycles sont organisées au plus tard à partir de l'année académique 2007-2008.

Art. 189. Les suppressions de grades de master complémentaire en vertu de l'article 40, alinéa 2, auront lieu à partir de l'année académique 2009-2010.

Art. 190. Le Titre IV entre en vigueur le jour de la publication de ce décret au *Moniteur belge*.

Art. 191. Le Titre V entre en vigueur pour l'année budgétaire 2006.

Art. 192. Le Gouvernement peut coordonner les dispositions de ce décret et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où ces coordinations seront établies. A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes prescrits dans ces dispositions.

Art. 193. L'article 1^{er} du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation étudiante au niveau communautaire est remplacé par :

« Article 1^{er}. — Le titre premier du présent décret est applicable aux institutions universitaires visées à l'article 10 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, ci-après dénommées les institutions universitaires.

Fait à Bruxelles, le 31 mars 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale
et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 498-1. — Amendements de commission, n° 498-2. — Rapport, n° 498-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 23 mars 2004.

**ANNEXES AU DÉCRET DU 31 MAI 2004
DÉFINISSANT L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, FAVORISANT SON
INTÉGRATION À L'ESPACE EUROPÉEN DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET REFINANÇANT LES UNIVERSITÉS**

Annexe I. — Intitulés des cursus initiaux des universités.

La liste des intitulés des cursus initiaux visée à l'Art. 33, § 1^{er}, du décret, répartis selon les domaines définis à l'Art. 31, est fixée comme suit.

Domaine / Intitulé	Orientation	Grade		
1° Philosophie				
Philosophie		B	M	M
Éthique				M
Sciences des religions		B	M	M
Sciences des religions et de la laïcité		B	M	M
2° Théologie				
Théologie		B		M
Études bibliques				M
3° Langues et lettres				
Langues et littératures françaises et romanes	<i>Orientation générale</i>	B	M	M
	Français langue étrangère			M
Langues et littératures modernes	<i>Orientation générale</i>	B	M	M
	Germaniques	B	M	M
	Slaves	B	M	M
	Arabes	B	M	M
	Orientales	B	M	M
Langues et littératures anciennes	Classiques	B	M	M
	Orientales	B	M	M
Langues et littératures modernes et anciennes		B	M	M
Linguistique				M
4° Histoire, art et archéologie				
Histoire		B	M	M
Histoire de l'art et archéologie	<i>Orientation générale</i>	B	M	M
	Musicologie	B	M	M
	Archéométrie			M
6° Information et communication				
Information et communication		B	M	M

Domaine / Intitulé	Orientation	Grade		
Communication multilingue				M
Arts du spectacle				M
Sciences et technologies de l'information et de la communication				M
7° Sciences politiques et sociales				
Sciences politiques	<i>Orientation générale</i>	B	M	M
	Relations internationales			M
Administration publique				M
Études européennes				M
Sociologie et anthropologie		B	M	
Sociologie				M
Anthropologie				M
Sciences humaines et sociales		B		
Politique économique et sociale				M
Sciences du travail			M	M
Gestion des ressources humaines				M
Sciences de la population et du développement				M
8° Sciences juridiques				
Droit		B		M
9° Criminologie				
Criminologie				M
10° Sciences économiques et de gestion				
Sciences économiques et de gestion		B		
Sciences économiques	<i>Orientation générale</i>	B	M	M
	Économétrie			M
Sciences de gestion		B	M	M
Gestion culturelle				M
Ingénieur de gestion		B		M
11° Sciences psychologiques et de l'éducation				
Sciences psychologiques et de l'éducation		B		
Sciences psychologiques				M
Sciences de la famille et de la sexualité				M
Logopédie				M
Sciences de l'éducation				M
12° Sciences médicales				
Médecine		B		M
Sciences de la santé publique				M

Domaine / Intitulé	Orientation	Grade		
13° Sciences vétérinaires				
Médecine vétérinaire		B		M
14° Sciences dentaires				
Sciences dentaires		B		M
15° Sciences biomédicales et pharmaceutiques				
Sciences biomédicales		B	M	M
Sciences pharmaceutiques		B		M
16° Sciences de la motricité				
Sciences de la motricité	<i>Orientation générale</i>	B	M	M
	Éducation physique		M	M
Kinésithérapie et réadaptation		B	M	
17° Sciences				
Sciences mathématiques		B	M	M
Statistiques	<i>Orientation générale</i>			M
	Biostatistique			M
Sciences actuarielles				M
Sciences informatiques		B	M	M
Sciences physiques		B	M	M
Sciences spatiales				M
Sciences chimiques		B	M	M
Sciences biologiques		B	M	
Biochimie et biologie moléculaire et cellulaire				M
Biologie des organismes et écologie				M
Bioinformatique et modélisation				M
Sciences géologiques		B	M	M
Sciences géographiques	<i>Orientation générale</i>	B	M	M
	Climatologie			M
	Géomatique et géométrologie			M
Sciences et gestion du tourisme			M	M
Sciences et gestion de l'environnement			M	M
Océanographie				M
18° Sciences agronomiques et ingénierie biologique				
Sciences de l'ingénieur	Bioingénieur	B		
Bioingénieur: sciences et technologies de l'environnement				M
Bioingénieur: sciences agronomiques				M
Bioingénieur: chimie et bio-industries				M

Domaine / Intitulé	Orientation	Grade		
19° Sciences de l'ingénieur				
Sciences de l'ingénieur	Ingénieur civil	B		
Ingénieur civil des mines et géologue				M
Ingénieur civil en chimie et science des matériaux				M
Ingénieur civil physicien				M
Ingénieur civil électricien				M
Ingénieur civil électromécanicien	<i>Orientation générale</i>			M
	<i>Aéronautique</i>			M
Ingénieur civil mécanicien				M
Ingénieur civil biomédical				M
Ingénieur civil en informatique				M
Ingénieur civil en informatique et gestion				M
Ingénieur civil en mathématiques appliquées				M
Ingénieur civil des constructions				M
Sciences de l'ingénieur	Ingénieur civil architecte	B		
Ingénieur civil architecte				M

Légende (grade) :

- Colonne 1 : B = Bachelier (180 ECTS)
- Colonne 2 : M = Master en 1 an (B+60 ECTS)
- Colonne 3 : M = Master en 2 ans au moins (B+120 ECTS, sauf médecine [+240] et médecine vétérinaire [+180])

Annexe II. – Titres professionnels universitaires.

La liste visée à l'Art. 35 du décret des titres professionnels conférés conjointement avec un grade académique de master est fixée comme suit.

Grade académique	Titre professionnel
Master en architecture	Architecte
Master en ingénierat de gestion	Ingénieur de gestion
Médecin	Docteur en médecine
Médecin vétérinaire	Docteur en médecine vétérinaire
Master en sciences pharmaceutiques	Pharmacien
Master en kinésithérapie et réadaptation	Kinésithérapeute
Master en sciences actuarielles	Actuaire
Masters en sciences agronomiques et ingénierie biologique (3 grades)	Bioingénieur
Masters en sciences de l'ingénieur (11 grades)	Ingénieur civil

Annexe III. – Habilitations à organiser des cycles d'études à l'université.

La liste visée à l'Art. 38 du décret des habilitations accordées aux universités portant sur les études de premier et deuxième cycles initiaux, conforme à l'annexe I, est fixée à partir de l'année académique 2004–2005 comme suit.

Domaine / Intitulé	Cycle	ULg	UCL	ULB	UMH	FSAGx	FUNDP	FPMs	FUSL	FUCaM
1° Philosophie										
Philosophie	1	1	1	1			1		1	
	2	1	1	1						
Éthique	2		1	1						
Sciences des religions	1+2		1							
Sciences des religions et de la laïcité	1+2			1						
2° Théologie										
Théologie	1+2		1							
Études bibliques	2		1							
3° Langues et lettres										
Langues et littératures françaises et romanes	1	1	1	1			1		1	
	2	1	1	1						
Langues et littératures françaises et romanes, <i>or. français langue étrangère</i>	2	1	1	1						
Langues et littératures modernes, <i>or. générale</i>	1+2	1	1	1						
Langues et littératures modernes, <i>or. germaniques</i>	1	1	1	1			1		1	
	2	1	1	1						
Langues et littératures modernes, <i>or. slaves</i>	1+2			1						
Langues et littératures modernes, <i>or. arabes</i>	1+2			1						
Langues et littératures modernes, <i>or. orientales</i>	1+2	1		1						
Langues et littératures anciennes, <i>or. classiques</i>	1	1	1	1			1		1	
	2	1	1	1						
Langues et littératures anciennes, <i>or. orientales</i>	1+2	1	1	1						
Langues et littératures modernes et anciennes	1+2		1							
Linguistique	2	1	1	1						
4° Histoire, art et archéologie										
Histoire	1	1	1	1			1		1	
	2	1	1	1						
Histoire de l'art et archéologie, <i>or. générale</i>	1	1	1	1			1			
	2	1	1	1						

Domaine / Intitulé	Cycle	ULg	UCL	ULB	UMH	FSAGx	FUNDP	FPMs	FUSL	FUCaM
Histoire de l'art et archéologie, <i>or. musicologie</i>	1+2	1	1	1						
Histoire de l'art et archéologie, <i>or. archéométrie</i>	2	1								
6° Information et communication										
Information et communication	1	1	1,3	1			1		1	
	2	1	1,3	1						
Communication multilingue	2	1	1	1						
Arts du spectacle	2	1	1	1						
Sciences et technologies de l'information et de la communication	2	1	1	1,2						
7° Sciences politiques et sociales										
Sciences politiques, <i>or. générale</i>	1	1	1	1			1		1	1
	2	1	1	1						1
Sciences politiques, <i>or. relations internationales</i>	2	1	1	1						1
Administration publique	2	1	1	1						1
Études européennes	2	1	1	1						
Sociologie et anthropologie	1	1	1	1			1		1	
	2	1	1	1						
Sociologie	2	1	1	1						
Anthropologie	2	1	1	1						
Sciences humaines et sociales	1	1	1	1,2	1					1
Politique économique et sociale	2		1,3							
Sciences du travail	2	1	1	1,2						
Gestion des ressources humaines	2	1	1	1						
Sciences de la population et du développement	2	1	1	1						
8° Sciences juridiques										
Droit	1	1	1	1,4			1		1	
	2	1	1	1						
9° Criminologie										
Criminologie	2	1	1	1						
10° Sciences économiques et de gestion										
Sciences économiques et de gestion	1	1	1		1		1		1	
Sciences économiques, <i>or. générale</i>	1	1		1						
	2	1	1	1			1			
Sciences économiques, <i>or. économétrie</i>	2	1	1	1						
Sciences de gestion	1	1			1,2					1

Domaine / Intitulé	Cycle	U.L.g.	UCL	U.L.B.	UMH	FSAGx	FUNDP	FPMs	FUSL	FUCaM
	2	1	1		1,2		1			1,2
Gestion culturelle	2	1	1	1						
Ingénieur de gestion	1	1	1	1	1		1		1	1
	2	1	1	1	1		1			1
11° Sciences psychologiques et de l'éducation										
Sciences psychologiques et de l'éducation	1	1	1	1	1,2					
Sciences psychologiques	2	1	1	1	1					
Sciences de la famille et de la sexualité	2		1							
Logopédie	2	1	1	1						
Sciences de l'éducation	2	1	1	1	1,2					
12° Sciences médicales										
Médecine	1	1	2	1	1		1			
	2	1	2	1						
Sciences de la santé publique	2	1	2	1						
13° Sciences vétérinaires										
Médecine vétérinaire	1	1	1	1			1			
	2	1								
14° Sciences dentaires										
Sciences dentaires	1+2	1	2	1						
15° Sciences biomédicales et pharmaceutiques										
Sciences biomédicales	1	1	2	1	1		1			
	2	1	2	1						
Sciences pharmaceutiques	1	1	2	1	1		1			
	2	1	2	1						
16° Sciences de la motricité										
Sciences de la motricité, <i>or. générale</i>	1+2	1	1	1						
Sciences de la motricité, <i>or. éducation physique</i>	2	1	1	1						
Kinésithérapie et réadaptation	1+2	1	1	1						
17° Sciences										
Sciences mathématiques	1+2	1	1	1	1		1			
Statistiques, <i>or. générale</i>	2	1	1	1						
Statistiques, <i>or. biostatistique</i>	2		1	1		1,2				
Sciences actuarielles	2		1	1						
Sciences informatiques	1	1	1	1	1		1			
	2	1	1	1	1,2		1,2			

Domaine / Intitulé	Cycle	ULg	UCL	ULB	UMH	FSAGx	FUNDP	FPMs	FUSL	FUCaM
Sciences physiques	1+2	1	1	1	1		1			
Sciences spatiales	2	1								
Sciences chimiques	1+2	1	1	1	1		1			
Sciences biologiques	1+2	1	1	1	1,2		1			
Biochimie et biologie moléculaire et cellulaire	2	1	1	1,3	1,2		1			
Biologie des organismes et écologie	2	1	1	1	1		1			
Bioinformatique et modélisation	2	1	1	1			1			
Sciences géologiques	1	1	1	1			1			
	2	1	1	1						
Sciences géographiques, <i>or. générale</i>	1	1	1	1			1			
	2	1	1	1						
Sciences géographiques, <i>or. climatologie</i>	2	1	1							
Sciences géographiques, <i>or. géomatique et géométrie</i>	2	1								
Sciences et gestion du tourisme	2			1						
Sciences et gestion de l'environnement	2	1,2	1	1						
Océanographie	2	1,2								
18° Sciences agronomiques et ingénierie biologique										
Sciences de l'ingénieur, <i>or. bioingénieur</i>	1		1	1		1				
Bioingénieur: sciences et technologies de l'environnement	2		1	1		1				
Bioingénieur: sciences agronomiques	2		1	1		1				
Bioingénieur: chimie et bio-industries	2		1	1		1				
19° Sciences de l'ingénieur										
Sciences de l'ingénieur, <i>or. ingénieur civil</i>	1	1	1	1				1,2		
Ingénieur civil des mines et géologue	2	1						1		
Ingénieur civil en chimie et science des matériaux	2	1	1	1				1		
Ingénieur civil physicien	2	1	1	1						
Ingénieur civil électricien	2	1	1	1				1		
Ingénieur civil électromécanicien, <i>or. générale</i>	2	1	1	1						
Ingénieur civil électromécanicien, <i>or. aéronautique</i>	2	1								
Ingénieur civil mécanicien	2	1	1	1				1		
Ingénieur civil biomédical	2	1	1	1						
Ingénieur civil en informatique	2	1	1	1						
Ingénieur civil en informatique et gestion	2							1,2		
Ingénieur civil en mathématiques appliquées	2		1							

Domaine / Intitulé	Cycle	ULg	UCL	ULB	UMH	FSAGx	FUNDP	FPMs	FUSL	FUCaM
Ingénieur civil des constructions	2	1	1	1						
Sciences de l'ingénieur, <i>or. ingénieur civil architecte</i>	1	1	1	1				1		
Ingénieur civil architecte	2	1	1	1				1		

Légende :

Chaque institution est habilitée à organiser les études en regard desquelles la colonne qui la concerne contient un chiffre.

Les chiffres donnent l'habilitation géographique :

Sigle	Institution universitaire	Sites
ULg	Université de Liège	1. Cantons de Liège, Aywaille, Herstal, Seraing et Fléron 2. Canton d'Arlon
UCL	Université catholique de Louvain	1. Canton de Wavre 2. Région de Bruxelles-Capitale 3. Canton de Charleroi
ULB	Université libre de Bruxelles	1. Région de Bruxelles-Capitale 2. Canton de Nivelles 3. Canton de Charleroi 4. Canton de Mons
UMH	Université de Mons-Hainaut	1. Canton de Mons 2. Canton de Charleroi
FSAGx	Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux	1. Canton de Gembloux 2. Canton de Charleroi
FUNDP	Facultés universitaires Notre-Dame de la paix à Namur	1. Canton de Namur 2. Canton de Charleroi
FPMs	Faculté polytechnique de Mons	1. Canton de Mons 2. Canton de Charleroi
FUSL	Facultés universitaires Saint-Louis	1. Région de Bruxelles-Capitale
FUCaM	Facultés universitaires catholiques de Mons	1. Canton de Mons 2. Canton de Charleroi

Annexe IV. – Habilitations à organiser des masters complémentaires.

La liste des intitulés des études de master complémentaire visée à l'Art. 18 du décret est fixée comme suit.

Domaine / Intitulé
3° Langues et lettres
Langues et civilisations africaines
Sciences du langage
5° Art de bâtir et urbanisme
Urbanisme et aménagement du territoire
7° Sciences politiques et sociales
Analyse interdisciplinaire de la construction européenne
Méthodes quantitatives en sciences sociales
8° Sciences juridiques
Droit européen
Droit international
Droit fiscal
Droit de l'environnement et droit public immobilier
Droit des technologies de l'information et de la communication
Notariat
10° Sciences économiques et de gestion
Gestion des risques financiers
11° Sciences psychologiques et de l'éducation
Pédagogie universitaire et de l'enseignement supérieur
16° Sciences de la motricité
Ostéopathie
17° Sciences
Biotechnologie et biologie appliquée
Génomique
Informatique et innovation
18° Sciences agronomiques et ingénierie biologique
Génie brassicole
Génie sanitaire
19° Sciences de l'ingénieur
Génie nucléaire
Gestion totale de la qualité
Nanotechnologie

Domaine / Intitulé
Polymères

L'habilitation à organiser ces études, conformément à l'Art. 38, est accordée, pour un seul site chacune, aux trois académies universitaires, sous réserve du respect des dispositions de l'Art. 40.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2214

[C — 2004/29170]

31 MAART 2004. — Decreet betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Deel 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

TITEL I. — Doelstellingen en opdrachten van het hoger onderwijs

Artikel 1. Dit decreet betreft het voltijds hoger onderwijs in de zin van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Het omvat het universitair onderwijs en het hoger onderwijs buiten de universiteit, verstrekt als voltijds onderwijs.

Dit decreet betreft eveneens de corresponderende studies georganiseerd door de instellingen voor sociale promotie die titels en graden verlenen die gelijkwaardig zijn aan deze van het voltijds hoger onderwijs.

Art. 2. Het hoger onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, streeft gelijktijdig en zonder rangorde van belangrijkheid de volgende algemene doelstellingen na :

1° de studenten begeleiden in hun rol van verantwoordelijke burgers, die kunnen bijdragen tot de ontwikkeling van een democratische, pluralistische en solidaire gemeenschap;

2° de zelfstandigheid en ontplooiing van de studenten bevorderen, met name door hun wetenschappelijke en artistieke nieuwsgierigheid, hun kritische zin en hun zin voor verantwoordelijkheid en individuele en collectieve plichten te ontwikkelen;

3° zowel door middel van de inhoud van het onderwijs als door de andere door de instelling georganiseerde activiteiten de humanistische waarden, de creatieve en innoverende tradities overdragen, evenals het cultureel, artistiek, wetenschappelijk, filosofisch en politiek patrimonium, de historische grondslag van dit onderwijs, en dit met respect voor de specificiteit van elk individu;

4° een opleiding op het hoogste niveau garanderen, zowel algemeen als specialistisch, zowel fundamenteel en conceptueel als praktisch, om de studenten in staat te stellen een actieve rol te spelen in het professioneel, sociaal, economisch en cultureel leven en hen gelijke kansen tot sociale emancipatie te bieden;

5° permanent topcompetenties ontwikkelen, die de studenten de waarborg bieden hun deugdelijkheid in stand te houden, zelfstandig of in het kader van een levenslange permanente opleiding;

6° deze initiële en aanvullende opleidingen kaderen in een wetenschappelijk, artistiek, professioneel en cultureel perspectief, door docenten, studenten en afgestudeerden aan te sporen tot mobiliteit en intercommunautaire en internationale samenwerking. Naargelang van de disciplines zet het hoger onderwijs de gepaste methoden en middelen in om de aangehaalde algemene doelstellingen te bereiken en het hoger onderwijs voor iedereen volgens zijn geschiktheid en zonder discriminatie toegankelijk te maken. De Franse Gemeenschap maakt haar erkenning van de studies en haar subsidiëring van de organiserende instellingen afhankelijk van de naleving van deze doelstellingen en de andere bepalingen van dit decreet.

Art. 3. Om deze algemene doelstellingen te respecteren eist het hoger onderwijs van zijn onderwijzend personeel pedagogische kwaliteiten en specifieke en geactualiseerde competenties met een rechtstreekse link naar de bronnen van creativiteit, kritische zin, ontwikkeling en evolutie van de kennis, de kunst en de filosofie. Hiervoor nemen de organiserende instellingen - volgens hun middelen en conform hun specificiteit - de volgende bijkomende opdrachten op zich :

1° een initiële en voortgezette opleiding met hoge kwaliteit aanbieden, in overeenstemming met hun bevoegdheid en aldus de door hun afgestudeerden verworven competentie en kennis bekrachtigen;

2° deelnemen aan onderzoeks- en/of creatieve activiteiten in hun discipline;

3° diensten voor de gemeenschap verzekeren, met name door samenwerking met de educatieve, sociale, economische en culturele wereld.

De instelling bepaalt de specifieke activiteiten van alle leden van haar personeel, die overeenstemmen met deze opdrachten. Naargelang van de vorm en het type hoger onderwijs zijn deze opdrachten relatief meer of minder belangrijk en kunnen ze op verschillende manieren worden geconcretiseerd, in overeenstemming met de specificiteit van de instelling.

Deze verschillende opdrachten van het hoger onderwijs hebben een dimensie van uitwisseling en samenwerking op internationaal en intercommunautair vlak, evenals binnen de Franse Gemeenschap.

Art. 4. Het hoger onderwijs heeft tot doel afgestudeerden te vormen die aan deze algemene doelstellingen voldoen. Naargelang van de disciplines worden deze doelstellingen bereikt na initiële opleidingen die onder één van de volgende types vallen :

1° het hoger onderwijs van het korte type dat op pedagogisch vlak theorie, praktijk en stages in het beroepsmilieu of in het laboratorium nauw verweeft en zo beantwoordt aan precieze professionele doelstellingen; het wordt buiten de universiteit georganiseerd;

2° het hoger onderwijs van het lange type dat uitgaat van fundamentele concepten, experimenteren en illustreren, en zo een algemene en grondige opleiding biedt; het wordt georganiseerd in universitaire instellingen en instellingen buiten de universiteit.

Het universitair onderwijs is per definitie gebaseerd op een nauwe band tussen wetenschappelijk onderzoek en de onderwezen materie. De universitaire instellingen hebben de specifieke zending fundamenteel en toegepast wetenschappelijk onderzoek te verrichten.

Het hoger onderwijs buiten de universiteit is gericht op een hoge professionele of artistieke kwalificatie. De instellingen die dit onderwijs organiseren, vervullen de aan hun onderwijs gekoppelde opdracht van toegepast onderzoek in nauwe relatie met de professionele of artistieke kringen of in samenwerking met de universitaire instellingen.

Art. 5. Het hoger onderwijs is bestemd voor een volwassen en gemotiveerd publiek. Het past aan dit kenmerk en aan zijn doelstellingen aangepaste didactische methoden toe. Meer in het bijzonder steunt deze pedagogie op collectieve of individuele activiteiten, rechtstreeks of onrechtstreeks geleid door docenten, maar eveneens op persoonlijk en zelfstandig werk van de studenten. Deze methodologie berust logischerwijze op de uiteindelijke competentie en gemeenschappelijke kennis vereist op het einde van het onderwijs dat er toegang tot verleent.

TITEL II. — *Organisatie van de studies*

HOOFDSTUK I. — *Definities en algemene concepten*

Art. 6. § 1. Voor de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, wordt verstaan onder :

Academie : universitaire instelling ontstaan door associatie van universiteiten.

Toelating : proces van de controle of een student voldoet aan de voorwaarden om een bepaalde studiecycclus aan te vatten. De toelating wordt bekrachtigd door de effectieve inschrijving voor de studies.

Academische overheid : de instanties die in elke instelling bevoegd zijn voor de organisatie van het onderwijs, toegekend door het decreet.

Bachelor : academische graad ter bekrachtiging van de studies van de eerste cyclus die minstens 180 studiepunten vertegenwoordigen.

Getuigschrift : document ter bevestiging van het met goed gevolg voltooien van een opleiding en de eventuele toekenning van de bijhorende studiepunten, zonder een academische graad te verlenen.

Studiepunt : eenheid die overeenstemt met de tijd die de student binnen een studieprogramma aan een studieactiviteit binnen een bepaalde discipline heeft besteed. Studiepunten worden de student toegekend na gunstige beoordeling van de verworven competentie en kennis.

Curriculum : studies die tot een bepaalde academische graad leiden. Een curriculum kan over een of meerdere studiecycli lopen.

Cyclus : opeenvolging van studie jaren die tot een academische graad leiden. Het hoger onderwijs is in drie cycli georganiseerd.

Diploma : document dat bevestigt dat de betrokkene conform de bepalingen van dit decreet geslaagd is voor de studies en de academische graad die als afronding van deze studies wordt verleend.

Studiegebied : tak van de kennis die overeenstemt met een of meerder curricula, categorie genoemd in het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen.

Doctoraat : derde universitaire cyclus die leidt tot de academische graad van doctor, verleend na verdediging van een proefschrift. Deze cyclus vertegenwoordigt globaal minstens 180 studiepunten, verkregen na een initiële opleiding van minstens 300 studiepunten bekrachtigd met een academische graad van master. Doctoraatsschool : onderzoeks- en onderwijsstructuur georganiseerd door een of meerdere academies samen, met de opdracht een doctoraatsopleiding in een of meerdere studiegebieden te ontplooiën.

Hoger onderwijs : het in dit decreet bedoelde onderwijs.

Gelijkstelling : proces - conform de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en certificaten - om voor een student zijn competentie en kennis, bekrachtigd door een of meerdere buitenlandse titels, studiecificaten of diploma's, gelijk te stellen met deze vereist na studies in onze instellingen voor hoger onderwijs. Deze gelijkstelling wordt bekrachtigd met een officieel document afgeleverd door de bevoegde instantie.

Instelling voor hoger onderwijs : instelling die een door dit decreet erkend hoger onderwijs verstrekt. Naargelang van de studiesector waarvoor deze instellingen bevoegd zijn, betreft het universitaire instellingen, hogescholen, kunsthogescholen, architectuurhogescholen of universitaire academies.

NFWO : Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, zoals erkend in artikel 47 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Academische graad : titel die overeenstemt met het niveau bereikt binnen een door dit decreet erkend curriculum, bekrachtigd met een diploma. Binnen het lange type worden de academische graden van de eerste cyclus overgangsgaden genoemd.

Bevoegdheid : bij decreet aan een instelling voor hoger onderwijs verleende toelating om een volledig studieprogramma of een deel van een studieprogramma te organiseren, een academische graad te verlenen en de bijhorende getuigschriften en diploma's uit te reiken.

Jury : onverminderd andere wetgeving, betreffende de bepalingen van dit decreet, de academische instantie in hoofdzaak belast met de evaluatie van de competentie en kennis, met de bekrachtiging en de organisatie van de corresponderende proeven.

Master : academische graad ter bekrachtiging van de studies van de tweede cyclus, georganiseerd aan de universiteit of in de instelling van het lange type, gelijkgesteld met het universitair onderwijs, krachtens de bepalingen van dit decreet of vroegere bepalingen, die ten minste 60 studiepunten vertegenwoordigen na een initiële opleiding van minstens 180 studiepunten.

Bijkomende master : academische graad ter bekrachtiging van universitaire studies van de tweede cyclus die overeenstemmen met een bijzondere professionele kwalificatie, na een opleiding van minstens 60 studiepunten, verkregen na een initiële opleiding van minstens 300 studiepunten bekrachtigd met een graad van master.

Vermelding : beoordeling door een jury van de kwaliteit van het werk van een student, wanneer de jury een academische graad verleent of het met goed gevolg voltooiën van een studiejaar bekrachtigt.

Brug : academisch proces waarbij een student toelating krijgt zijn studies in een ander curriculum of in een andere studie voort te zetten.

Studieprogramma : geheel van de studieactiviteiten die de studies vormen. Het programma preciseert de tijdelijke organisatie in studie jaren en bijhorende studiepunten.

Viermaandelijks tijdvak : opdeling van het academiejaar in periodes van ongeveer vier maanden.

Type : het geheel van de kenmerken van een hogere opleiding gerelateerd aan haar professionele finaliteit, haar pedagogische methoden en het aantal cycli initiële opleiding. Het hoger onderwijs van het korte type omvat één cyclus; het hoger onderwijs van het lange type omvat twee basiscycli.

Valorisatie van de verworven kennis : proces van de evaluatie en erkenning van de kennis en competentie van een kandidaat in het kader van de toelating tot de studies.

Art. 7. Alleen de instellingen die bevoegd zijn om onderwijs te verstrekken dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, mogen in het Franstalige landsgedeelte de naam universiteit, faculteit, universitaire academie, hogeschool, architectuurhogeschool of kunsthogeschool dragen, evenals in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wanneer ze onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen. Het adjectief 'universitair' is voorbehouden om de organen of structuren van deze instellingen aan te duiden.

Alleen deze instellingen mogen de in dit decreet bepaalde academische graden en titels verlenen, evenals de instellingen voor sociale promotie in de mate dat ze gelijkwaardige titels hoger onderwijs verlenen in de zin van artikel 4 van het decreet van 27 februari 2003 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en tot vaststelling van de minimale uurregelingen, of vroegere bepalingen.

Art. 8. Behoudens door de wet of het decreet bepaalde uitzonderingen erkent de Franse Gemeenschap alleen de graden, titels en diploma's van het hoger onderwijs afgeleverd krachtens een decreet of als gelijkwaardig erkend.

De door deze diploma's bekrachtigde opleidingen worden erkend door de Franse Gemeenschap krachtens de bij decreet aan deze instellingen toegekende bevoegdheden.

Art. 9. De instellingen voor hoger onderwijs moeten de opvolging en het kwaliteitsbeheer verzekeren van alle opdrachten die ze vervullen.

Meer in het bijzonder moeten de instellingen voor hoger onderwijs voor hun opleidingsopdracht eveneens de bepalingen van het decreet van 14 november 2002 betreffende de oprichting van een agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs, en zijn toepassingsbesluiten naleven.

HOOFDSTUK II. — *Instellingen voor hoger onderwijs*

Art. 10. De volgende instellingen worden als universiteiten beschouwd :

- 1° de Universiteit van Luik;
- 2° de Katholieke Universiteit van Leuven;
- 3° de Vrije Universiteit van Brussel;
- 4° de Universiteit van Bergen-Henegouwen;
- 5° de Universitaire Faculteit van Landbouwwetenschappen van Gembloux;
- 6° de Universitaire Faculteiten Notre-Dame de la Paix van Namen;
- 7° de Polytechnische Faculteit van Bergen;
- 8° de Universitaire Faculteiten Saint-Louis van Brussel;
- 9° de Katholieke Universitaire Faculteiten van Bergen.

Art. 11. De instellingen opgericht in toepassing van artikel 3 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen worden beschouwd als hogescholen.

Art. 12. Worden beschouwd als kunsthogescholen, de instellingen bedoeld in het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, met name artikel 24, en het decreet van 20 december 2001 betreffende de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in kunsthogescholen (organisatie, financiering, omkadering, personeelsstatuut, rechten en plichten van de studenten).

Art. 13. Worden beschouwd als architectuurhogescholen, de instellingen bedoeld in de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger architectuuronderwijs.

HOOFDSTUK III. — *Structuur en minimumduur van de studies*

Art. 14. § 1. De hogere studies worden georganiseerd in drie cycli.

De initiële curricula omvatten een of twee studiecycli, naargelang van het type onderwijs.

De specialisatiestudies vervolledigen de initiële opleiding van een gediplomeerde in zijn vakgebied, met name wanneer bijzondere voorwaarden voor de toelating tot het beroep dit vereisen.

De studies van de derde cyclus worden uitsluitend in samenwerking georganiseerd in universitaire academies. Ze omvatten de doctoraatsopleidingen en werken ter voorbereiding van een doctoraatsthesis. De aanvullende studies hebben tot doel de initiële opleiding aan te vullen of te verruimen, in hetzelfde studiegebied of in een ander studiegebied.

De studies georganiseerd overeenkomstig het decreet van 8 februari 2001 betreffende de initiële opleiding van de geaggregeerden van het hoger secundair onderwijs blijven georganiseerd in de instellingen die hiervoor bevoegd waren. Ze zijn toegankelijk voor de houders van de academische graad van master in de zin van dit decreet en vertegenwoordigen 30 studiepunten. Ze leiden tot de academische graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs.

§ 2. De voortgezette opleidingen hebben tot doel de competentie van de gediplomeerden van het hoger onderwijs levenslang te actualiseren of perfectioneren.

§ 3. De instellingen voor hoger onderwijs mogen eveneens andere opleidingen organiseren die niet tot een van deze categorieën behoren. Ze worden niet door een academische graad bekroond en leiden niet tot een diploma.

Voor deze opleidingen, dragen de aan de studenten gevraagde inschrijvingsgelden, de eventuele specifieke financieringen en de door de instelling uit eigen patrimonium bestede middelen bij om de kosten voor de organisatie van dit onderwijs te dekken.

Art. 15. De curricula van het korte type worden georganiseerd in één beroepsgerichte cyclus. Ze omvatten 180 tot 240 studiepunten die worden behaald in respectievelijk minstens drie tot vier studiejaar en worden bekrachtigd met de academische graad van bachelor.

Art. 16. § 1. De curricula van het lange type worden georganiseerd in twee cycli : een eerste overgangscyclus gevolgd door een tweede beroepsgerichte cyclus.

§ 2. De eerste overgangscyclus omvat 180 studiepunten die in minstens drie studiejaar dienen behaald te worden. Hij wordt bekroond met de academische graad van bachelor.

§ 3. Na deze eerste overgangscyclus leidt de tweede cyclus tot een van de volgende academische graden :

1° ofwel de academische graad van master na het behalen van 60 of 120 studiepunten, die respectievelijk in minstens één of twee studiejaar dienen behaald te worden;

2° ofwel de academische graad van arts of dierenarts na het behalen van 240 of 180 studiepunten, die respectievelijk in vier of drie studiejaar dienen behaald te worden; voor alle andere bepalingen worden deze academische graden gelijkgesteld met de graad van master.

§ 4. De masterstudies van de tweede cyclus van 120 studiepunten of meer omvatten minstens een keuze van 30 specifieke studiepunten die deze opleiding een van de volgende finaliteiten verleent :

1° De didactische finaliteit die de specifieke pedagogische opleiding bevat in toepassing van het decreet van 8 februari 2001 betreffende de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs of van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs. Ze wordt slechts georganiseerd voor de academische graden die overeenstemmen met de voor dit beroep vereiste titels.

2° De grondige finaliteit die voorbereidt op wetenschappelijk onderzoek; ze omvat zowel grondig onderwijs in een bijzondere discipline als een algemene opleiding voor het beroep van de onderzoeker. Deze optie wordt slechts georganiseerd voor de universitaire studiegebieden bedoeld in artikel 31.

3° Een gespecialiseerde finaliteit in een bijzondere discipline van het gebied waarop het curriculum betrekking heeft, die gericht is op bijzondere professionele of artistieke competenties.

De instellingen voor hoger onderwijs organiseren een of meerdere finaliteiten, eventueel meerdere verschillende gespecialiseerde finaliteiten.

Art. 17. § 1. De curricula van de derde cyclus omvatten de doctoraatsopleiding en de werken ter voorbereiding van een doctoraatsproefschrift.

§ 2. De doctoraatsopleidingen worden omkaderd door teams geassocieerd in een erkende doctoraatsschool die tot een of meerdere universitaire academies behoort. Ze zijn gekoppeld aan de specifieke competenties van de onderzoeksteams en verlenen diploma's met een hoge wetenschappelijke en professionele kwalificatie.

Deze opleidingen van 60 studiepunten worden bekrachtigd met een opleidingscertificaat voor onderzoek.

§ 3. De academische graad van doctor wordt verleend na verdediging van een proefschrift waaruit het vermogen tot creatie van nieuwe wetenschappelijke kennis en tot verspreiding van de resultaten van de geslaagde blijken. De doctoraatsproef bestaat uit :

1° de opstelling van een originele dissertatie in de vorm van een persoonlijk proefschrift of een essay van de kandidaat waaruit het belang van een coherent geheel van publicaties en realisaties blijkt waarvan de kandidaat de auteur of een medeauteur is;

2° de openbare voorstelling van dit werk om de kwaliteiten, originaliteit evenals het vermogen van de kandidaat op het vlak van wetenschappelijke vulgarisatie aan te tonen.

De werken voor de voorbereiding van een doctoraatsproefschrift vertegenwoordigen forfaitair minstens 180 studiepunten na een initiële opleiding van minstens 300 studiepunten bekrachtigd met een academische graad van master. Van die 300 studiepunten mogen 60 studiepunten worden behaald tijdens een doctoraatsopleiding zoals beschreven in de vorige paragraaf.

Art. 18. Na een initiële opleiding van minstens 300 studiepunten bekrachtigd met de academische graad van master, kunnen de studies van de tweede cyclus leiden tot de academische graad van bijkomende master na het behalen van - naargelang van het studieprogramma - minstens 60 bijkomende studiepunten die in minstens één studiejaar kunnen worden verworven.

Deze opleidingen zijn bedoeld om een gespecialiseerde professionele kwalificatie te verwerven die overeenstemt met minstens een van de volgende finaliteiten :

1° toelating verstrekken tot de uitoefening van bepaalde beroepen in de gezondheidssector, met eerbiediging van de corresponderende wettelijke bepalingen;

2° voldoen aan de behoeften inzake specifieke opleiding in het kader van programma's voor ontwikkelingssamenwerking;

3° toegang verstrekken tot de door de wet vereiste bijzondere titels en graden of tot de bijzondere en erkende competenties van de onderzoeks- en onderwijsteams, met een origineel, uniek en specifiek karakter in de Franse Gemeenschap.

Bijlage IV van dit decreet bevat de lijst van de met punt 3 hierboven overeenstemmende studies, en is een wezenlijk onderdeel van dit decreet.

Art. 19. De bijkomende studies leiden niet tot een academische graad. Ze bieden echter wel de mogelijkheid studenten studiepunten toe te kennen, wanneer ze dezelfde criteria inzake organisatie, inhoud en kwaliteit toepassen als de studies die tot academische graden leiden.

Deze bijkomende studies komen niet in aanmerking voor de financiering in de zin van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van deel 3 van het decreet van 20 december 2001 betreffende de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in kunsthogescholen (organisatie, financiering, omkadering, personeelsstatuut, rechten en plichten van de studenten) of van de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger architectuuronderwijs.

Art. 20. De instellingen voor hoger onderwijs mogen permanente opleidingen organiseren bestemd voor gediplomeerden van het hoger onderwijs of houders van gelijkwaardige titels. Deze opleidingen streven een of meer van de volgende doelstellingen na :

1° De kennis van de gediplomeerden actualiseren, met name in het licht van het bijzonder professioneel profiel van de studenten.

2° Hun kennis en competentie in een of andere discipline perfectioneren of specialiseren, in hetzelfde studiegebied als hun initiële diploma of in een ander gebied. Tot deze categorie behoren de opleidingen voor professionele wederopname.

3° Hun opleiding rechtstreeks gericht op hun huidige of toekomstige professionele activiteit vervolledigen en verankeren.

Slagen in deze opleidingen wordt niet bekrachtigd met een academische graad. Ze bieden echter wel de mogelijkheid studenten studiepunten toe te kennen, die corresponderen met het met succes gevolgde onderwijs, wanneer ze dezelfde criteria inzake organisatie, inhoud en kwaliteit toepassen als de studies die tot academische graden leiden.

Deze bijkomende studies komen niet in aanmerking voor de financiering in de zin van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van deel 3 van het decreet van 20 december 2001 betreffende de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in kunsthogescholen (organisatie, financiering, omkadering, personeelsstatuut, rechten en plichten van de studenten) of van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het hoger architectuuronderwijs.

De Regering kan echter specifieke financieringsregels vaststellen voor bepaalde permanente opleidingen.

HOOFDSTUK IV. — *Organisatie van het onderwijs*

Afdeling 1. — Studieactiviteiten

Art. 21. § 1. De administratieve taal van de instellingen voor hoger onderwijs is het Frans.

§ 2. De taal voor het onderwijs en de evaluatie van de studieactiviteiten is het Frans. Toch kunnen bepaalde activiteiten in een andere taal worden georganiseerd en geëvalueerd, a rat^e van een vijfde van de studiepunten, behalve voor het eerste jaar, en de helft van de studiepunten in de tweede cyclus. Het onderwijs van vreemde talen, de eindwerken en de activiteiten voor beroepsintegratie evenals de activiteiten die samen met instellingen buiten de Franse Gemeenschap worden georganiseerd, worden niet in aanmerking genomen. De student moet bij zijn inschrijving voor de betrokken studiecycclus hierover worden geïnformeerd.

Bepaalde studieprogramma's mogen echter een groter aantal in een vreemde taal georganiseerde studieactiviteiten en evaluaties omvatten, voor zover deze activiteiten – als ze verplicht zijn – ook in het Frans worden georganiseerd.

Art. 22. De leeractiviteiten omvatten :

1° het door de instelling georganiseerde onderwijs, met name de hoorcolleges, geleide oefeningen, praktische werken, laboratoriumwerken, seminars, creatieve oefeningen en onderzoek in atelier, excursies, bezoeken en stages;

2° individuele of groepsactiviteiten, met name voorbereidingen, werken, opzoeken van informatie, eindwerken en projecten;

3° studieactiviteiten, zelfvorming en persoonlijke verrijking.

Al deze activiteiten kunnen geëvalueerd en in studiepunten gevaloriseerd worden.

Art. 23. Elk onderricht binnen een studieprogramma omvat een of meerdere studieactiviteiten. Het heeft de volgende kenmerken :

1° identificatie, bijzondere benaming, discipline;

2° beschrijving van de doelstellingen, inhoud en middelen, referenties en eventuele ondersteuning;

3° cyclus en studiejaar waarop het betrekking heeft, evenals het niveau, wanneer voorkennis vereist is;

4° verplicht of facultatief karakter binnen het programma of de opties;

5° de gegevens van de dienst van de docent verantwoordelijk voor de organisatie, en voor zijn evaluatie;

6° de organisatie, met name het aantal uren, de site en de periode van het academiejaar;

7° de beschrijving van de bijzondere activiteiten, de toegepaste onderwijsmethoden en studiemethoden;

8° de evaluatiewijze en relatieve weging van de verschillende activiteiten;

9° de taal van het onderwijs en van de evaluatie;

10° de toewijzing van de bijhorende studiepunten.

De studiepunten toegekend aan een onderricht binnen een studieprogramma worden uitgedrukt in volledige cijfers, uitzonderlijk in halve punten. Een onderricht mag nooit leiden tot minder dan 2 punten of meer dan 30 studiepunten.

Binnen een studieprogramma kan de evaluatie van een materie afgewogen worden met het oog op deliberatie door de jury. Deze afweging is eveneens aangeduid.

Afdeling II. — Studieritme

Art. 24. § 1. Het academiejaar beslaat een periode van één jaar dat begint op 15 september. Voor de wetgeving met betrekking tot het personeelsstatuut eindigt het academiejaar echter op 30 september. Alle studieactiviteiten, alle bijhorende evaluaties en deliberaties inbegrepen, vinden plaats tijdens het academiejaar waarop ze betrekking hebben.

Omwille van de organisatie van de studieprogramma's wordt het academiejaar onderverdeeld in drie periodes van vier maanden die evaluatieperiodes en vakanties omvatten. De academische overheid bepaalt elk jaar het begin en het einde van elke periode van vier maanden.

Om de mobiliteit van de studenten en docenten binnen de Franse Gemeenschap te bevorderen, kan de Regering bijkomende voorwaarden stellen met betrekking tot de vaststelling van deze academische kalender.

§ 2. De studieactiviteiten van de curricula die leiden tot een academische graad van de eerste of tweede cyclus zijn verdeeld over de eerste twee periodes van vier maanden van het academiejaar, met uitzondering van bepaalde evaluaties of activiteiten van professionele integratie. De eerste twee periodes van vier maanden bestaan uit minstens 12 weken activiteiten en mogen vier maanden niet overschrijven. Na afloop van elke periode van vier maanden wordt een evaluatieperiode ingelast.

De derde periode van vier maanden omvat evaluatieperiodes, evenals activiteiten voor professionele integratie of persoonlijk werk.

§ 3. Als uitzondering op de bepalingen van dit artikel mogen de academische overheden – onverminderd de andere bepalingen inzake voorwaardelijke inschrijving – wegens overmacht en deugdelijk gemotiveerd, een evaluatieperiode van een student in de derde periode van vier maanden tot na het einde van het academiejaar verlengen, maar niet later dan 14 november volgend op het academiejaar.

§ 4. De studieactiviteiten van de studies van de derde cyclus en de andere opleidingen mogen over de drie periodes van vier maanden van een academiejaar worden gespreid.

Art. 25. Onverminderd andere wetgeving worden de studieactiviteiten, met uitzondering van de activiteiten voor professionele integratie, niet op zondag, noch op wettelijke feestdagen noch op 27 september georganiseerd.

De academische overheid of de inrichtende machten van het hoger onderwijs mogen andere dagen eigen aan de instelling vaststellen waarop de activiteiten worden geschorst.

Art. 26. § 1 Naast de werkzaamheden in verband met de voorbereiding van een proefschrift, beantwoordt een studiejaar aan 60 studiepunten die kunnen worden gevolgd tijdens een academiejaar.

§ 2 Het studiepunt is een relatieve maat voor het geheel aan werkzaamheden van een student voor één of meerdere leeractiviteiten binnen een studieprogramma.

Een studiepunt komt forfaitair overeen met 24 uur leeractiviteiten. Dit aantal uren wordt slechts gedeeltelijk gewijd aan onderwijs dat rechtstreeks wordt georganiseerd door de instelling, maar houdt ook andere hiermee verbandhoudende activiteiten in zoals taken, persoonlijke oefeningen, voorbereidingen, studies, projecten, het zoeken naar documentatie, proeven,...

De activiteiten voor het op peil brengen, voor remediëring, voor zelfvorming en persoonlijke verrijking maken geen deel uit van een schatting aan studiepunten binnen een studieprogramma en worden dus niet begrepen in deze definitie van de jaarlijkse werklast van een student. Deze activiteiten kunnen echter, naargelang de voorwaarden vastgelegd door de academische overheden, naar waarde worden geschat door de examencommissie binnen de context van een toelatingsprocedure voor studies.

Art. 27. Geen enkele student kan deelnemen aan leeractiviteiten of kan zich aanbieden voor evaluaties en examens georganiseerd door een instelling, of overeenstemmende studiepunten toegewezen krijgen, voor een onderricht waarvoor hij niet rechtmatig is ingeschreven voor het academiejaar.

HOOFDSTUK V. — Mobiliteit en samenwerkingen

Art. 28. Studenten die zijn ingeschreven in een instelling voor hoger onderwijs met als doel het behalen van een academische graad, volgen de activiteiten en voeren de taken uit die in hun studieprogramma voorkomen en die worden georganiseerd door de instelling. Ze leggen er de proeven en examens af over hun studieprogramma.

De overeenkomsten gesloten met andere Belgische of buitenlandse instellingen voor hoger onderwijs, alsook met de Koninklijke Militaire School, kunnen echter voorzien dat sommige van deze cursussen en werken zullen worden georganiseerd door deze andere instellingen en dat de examens over deze leerstof eveneens zullen worden uitgevoerd in deze instellingen, conform de geldende regels. Ze kunnen ook het uitwisselen van personeelsleden voorzien.

De buitenlandse instellingen waarmee deze conventies kunnen worden afgesloten, moeten erkend zijn door hun bevoegde autoriteiten op het gebied van hoger onderwijs, moeten curricula organiseren of deelnemen aan de organisatie van curricula en moeten graden afleveren die minstens gelijk zijn aan een graad van de eerste cyclus, zoals wordt beoogd door dit decreet.

Art. 29. § 1. In het kader van hun opdrachten ontwikkelen de instellingen voor hoger onderwijs partnerschappen onderling, alsook met andere instellingen of rechtspersonen uit de wereld van de wetenschappen, het onderwijs, de cultuur en uit het beroepsleven. Ze kunnen samenwerkingsovereenkomsten sluiten met deze partners.

§ 2. De instellingen voor hoger onderwijs kunnen onderling samenwerkingsovereenkomsten sluiten voor de organisatie van studies vallende onder de domeinen waarvoor zij bevoegd zijn en voor de samenvoeging van de academische graden die deze bekrachtigen.

De instellingen mogen het diploma dat deze academische graad bekroont samen afleveren.

§ 3. De gekozen partners kunnen Belgisch of buitenlands zijn. Voor overeenkomsten op het gebied van onderwijs moeten de partnerinstellingen erkend zijn door hun autoriteiten bevoegd op het gebied van hoger onderwijs.

Art. 30. De instellingen voor hoger onderwijs moedigen de uitwisseling van studenten en van personeelsleden aan in het kader van de overeenkomsten voorzien in de voorgaande artikelen.

Deel II. — Bijzondere bepalingen voor de universiteiten

TITEL III. — Het onderwijs aan de universiteit

HOOFDSTUK I. — Academische graden en bevoegdheden

Afdeling 1. — Academische graden

Art. 31. De universitaire studies worden georganiseerd binnen de volgende domeinen :

filosofie;

theologie;

taal- en letterkunde;

geschiedenis, kunst en archeologie;

architectuur en urbanisme;

informatie en communicatie; Politieke en sociale wetenschappen;

rechten;

criminologie;

economische wetenschappen en management;

psychologische en pedagogische wetenschappen;

geneeskunde;

gierengeneeskunde;

andheekunde;b

ioomedische en farmaceutische wetenschappen;

wetenschappen van de motoriek;

wetenschappen;

landbouwkunde en biologisch ingenieur;

ingenieur.

En daarnaast, voor de organisatie van de doctorale opleidingen in samenwerking met de scholen voor hoger kunstonderwijs : Kunst en kunstwetenschappen De werkzaamheden in verband met de voorbereiding van een proefschrift worden, naar gelang de doctorale school die de opleiding verstrekt, binnen één of meerder studiedomeinen geklasseerd.

De andere opleidingsactiviteiten georganiseerd door de universiteiten kunnen eveneens worden verbonden met een studiedomein.

Art. 32. § 1. Met uitzondering van de graad doctor, omvat elke academische graad een generische benaming – bachelor, master, arts, dierenarts, bijkomende master – en een kwalificatie samengesteld uit de volgende elementen :

1° de titel van de cursus, voorafgegaan door : « of het woord « in » of « ès »;

2° de richting eventueel voorafgegaan door « richting »;

3° de finaliteit eventueel gevolgd of voorafgegaan door « met finaliteit », voor de academische graad van master als bekroning van een tweede cyclus van minstens 120 studiepunten.

Voor universitaire studies van de derde cyclus is de titel de naam van de erkende doctorale school die de omkadering verzorgde en het (de) onderzoeksdomein(en).

De graad van doctor wordt verduidelijkt door de titel van het verdedigde proefschrift.

§ 2. De richting en de eventuele opties preciseren de inhoud van het studieprogramma dat wordt bekroond met de academische graad die aan deze studies een bijzondere finaliteit geeft.

Een richting geeft een specificiteit aan het programma van de studiecycclus die ertoe leidt, en komt overeen met een geheel aan leeractiviteiten van minstens 60 studiepunten, zonder het tweederde aan studiepunten te mogen overschrijden die de studiecycclus inhoudt.

Een optie betekent een keuze, door de student, van een geheel aan coherente bijzondere leeractiviteiten die overeenstemmen met 15 tot 30 studiepunten, dat heel of een gedeelte van het programma van de studiecycclus kenmerkt, zonder dat het totaal van de opties de helft van de studiepunten van de studiecycclus mag overschrijden.

Art. 33. § 1. De lijst met titels en richtingen van de initiële curricula uit de universitaire sector komen voor in Bijlage I, die een wezenlijk deel van dit decreet uitmaakt. Bepaalde titels komen slechts met één studiecycclus overeen, terwijl andere met heel het curriculum overeenstemmen.

De titels en de richtingen van de graden van bijkomende master die niet voorkomen in de bijlage van dit decreet zijn vastgelegd door de Regering volgens een collegiaal voorstel van de rectoren en de mening van de Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF, de interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap). De Regering kan bijkomende voorwaarden opleggen voor de organisatie van deze opleidingen.

De lijst met erkende doctorale scholen is vastgelegd door de Regering volgens een voorstel van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijke Onderzoek (NFWO). De Franse Gemeenschap erkent slechts één doctorale school per studiedomein.

§ 2. De titels van de opties worden bepaald door de instelling.

Art. 34. Wanneer een academische graad wordt veranderd of weggelaten, blijft men de oude graad nog afleveren gedurende een aantal academiejaren dat overeenstemt met de minimumduur van de studiecycclus, aan de studenten die voldoen aan de proeven en die reeds waren ingeschreven in een jaar van de studiecycclus. Per uitzondering op de vorige alinea kan de verandering van een optie onmiddellijk toepasbaar zijn op studenten die de studie hebben aangevat, als deze verandering verband houdt met onderwijsactiviteiten waarvoor de studenten nog niet werden ingeschreven.

Art. 35. Studies die leiden tot een academische graad waarvan de inhoud de wetgeving moet respecteren in verband met de toegang tot sommige beroepen, kennen aan de houder een overeenstemmende professionele titel toe. In bijlage II van dit decreet werd de lijst opgenomen.

Bovendien wordt de titel van geaggregeerde voor het secundair hoger onderwijs samen toegekend met de graad van master met als finaliteit didactiek.

Desgevallend bepaalt de Regering andere professionele titels die samen worden toegekend met bepaalde academische graden.

Art. 36. Onder voorbehoud van andere bepalingen in dit decreet, worden de bijkomende studies en de voortgezette opleidingen vastgelegd door de academische overheden. De lijst met deze opleidingen wordt jaarlijks doorgegeven aan de Regering voor het einde van het academiejaar waarin ze werden georganiseerd.

Afdeling 2. — Bevoegdheden

Art. 37. § 1. De bevoegdheid om universitaire studies te organiseren en om academische graden toe te kennen die ze bekronen, is toegestaan aan een universitaire instelling of een universitaire academie. Onder de bevoegdheid valt een studiecycclus, maar ook de sites waar deze studies kunnen worden georganiseerd, met uitzondering van de werkzaamheden voor de voorbereiding van een doctoraal proefschrift.

Een site is een geografische locatie met infrastructuren die door instellingen voor hoger onderwijs wordt gebruikt voor hun activiteiten. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en elk electoraal kanton van het Waals Gewest worden beschouwd als afzonderlijke sites.

Een instelling kan een deel van de leeractiviteiten organiseren buiten deze gedefinieerde sites, in zoverre deze gedecentraliseerde activiteiten geen 15 studiepunten overschrijden per studiecycclus en nooit een splitsing van het onderricht veroorzaken.

§ 2. De universitaire instellingen die lid zijn van een academie kunnen de organisatie van studies waarvoor ze bevoegd zijn, toevertrouwen aan deze academie, zonder dat dit een verandering van de kenmerken van hun bevoegdheden tot gevolg mag hebben.

§ 3. Twee of meerdere instellingen kunnen samen een studiecycclus organiseren waarvoor ze beide bevoegd zijn, zonder dat dit een stijging van het aantal sites waar elk studiejaar wordt georganiseerd tot gevolg mag hebben.

De modaliteiten voor de organisatie en de verdeling van de activiteiten zijn vastgelegd in een overeenkomst tussen de partnerinstellingen die werd goedgekeurd door de Regering.

Art. 38. De bevoegdheden in verband met studies die leiden tot het behalen van academische graden voor de eerste en tweede cyclus van de universiteiten worden, samen met de lijst met titels van deze curricula, afgestemd op de bepalingsmodaliteiten ervan en binnen de respectering voor de andere bepalingen in dit decreet. Wanneer een universiteit, op grond van deze bevoegdheden, studies van de tweede cyclus van een curriculum organiseert, moet ze tegelijkertijd voor dit curriculum de opleiding voor een master van 60 en 120 studiepunten organiseren, voorzien in bijlage I van dit decreet.

Zonder afbreuk te doen aan de toepassing van artikel 40, kunnen ze worden herzien, op collegiaal voorstel van de rectoren en na de mening van de Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF), met een invloed op het academiejaar dat begint tijdens het jaar dat volgt op de aanpassing van het decreet dat deze bevoegdheden toekent.

De organisatie van een voorbereidend jaar in de betekenis van artikel 51, § 3, is gebonden aan de bevoegdheid om de overeenstemmende tweede cyclus te organiseren.

Bijlage III van het huidige decreet definieert de bevoegdheden van deze voorbereidende curricula vanaf het academiejaar 2004-2005.

Art. 39. De universitaire instellingen zijn bevoegd om bijkomende studies en voortgezette opleidingen te organiseren bestemd voor de houders van academische graden van het lange type.

Art. 40. Met uitzondering van het domein Architectuur en urbanisme', kan de bevoegdheid voor de organisatie van bijkomende studies voor een master enkel worden toegekend aan universitaire academies met een instelling die bevoegd is om een academische graad van master toe te kennen als bekroning van studies van de tweede cyclus van tenminste 120 studiepunten binnen hetzelfde domein.

De bevoegdheid betreffende deze studies die al minstens vijf jaar worden georganiseerd, wordt echter ingetrokken na afloop van het tweede opeenvolgende jaar waarvoor deze studies niet in aanmerking komen voor financiering krachtens artikel 48quater van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen. Een cursus die z° vervalt, kan gedurende vijf jaar niet opnieuw worden georganiseerd.

Art. 41. De bevoegdheid om de doctorale opleiding te organiseren wordt, per studiedomein of per geheel aan studiedomeinen, toegekend aan de academie of gezamenlijk aan de academies waarvan de erkende doctorale school deel uitmaakt.

De bevoegdheid om de academische graad van doctor te verlenen, wordt toegekend aan elke universiteit of universitaire academie.

Art. 42. Om van de bevoegdheden te kunnen genieten die hen krachtens dit decreet worden toegekend, moeten de universiteiten voldoen aan het geheel van bepalingen van dit decreet.

AFDELING II. — Gelijkwaardigheden

Art. 43. De Regering kan, via algemene maatregelen, de gelijkwaardigheid erkennen tussen een titel, diploma of getuigschrift van studies uitgereikt in het buitenland en één van de academische graden die worden toegekend krachtens de bepalingen van dit decreet.

Via een individuele maatregel kan de Regering beslissen over de toekenning van de volledige gelijkwaardigheid van studies die gedaan werden buiten de Franse Gemeenschap, en die niet vallen onder de maatregel die wordt besproken in de voorgaande alinea, met de verschillende academische graden voor master, arts en dierenarts. De toekenning van de volledige gelijkwaardigheid kan afhankelijk zijn van het slagen in een bijzondere proef in de gevallen en beperkingen vastgelegd door de Regering.

Onder voorbehoud van alinea's 1 en 2 van dit artikel en onafhankelijk van een toelatingsprocedure voor de studies, beslissen de examencommissies over de volledige of gedeeltelijke gelijkwaardigheid van studies die werden gedaan buiten de Franse Gemeenschap met de academische graden die ervoor worden toegekend.

De Regering legt de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van de gelijkwaardigheden bedoeld in alinea's 2 en 3 vast.

Art. 44. Via individuele maatregelen beslist de Regering over de gelijkwaardigheid van het behaalde studieniveau in het buitenland met het studieniveau dat wordt bekroond met de toekenning van een algemene academische graad van bachelor of master.

De Regering legt de voorwaarden en de procedure voor de aanvaarding van deze beslissingen over gelijkwaardigheid van het studieniveau vast.

HOOFDSTUK II. — *Het inschrijven voor studies*

Art. 45. § 1. De student kiest vrij de instelling waar hij zich wil inschrijven. De inschrijving van de student houdt in dat hij het reglement van de studies waarvoor hij zich inschrijft, zal respecteren.

De inschrijving is pas geldig als de inschrijvingsgelden volledig betaald zijn. Voor de studiejaar die leiden tot een academische graad moet de inschrijving ten laatste op 1 december geldig zijn, tenzij een afwijking om uitzonderlijke redenen wordt toegestaan door de Regering.

Het bedrag van de inschrijvingsgelden voor de studiejaar die leiden tot een academische graad wordt vastgelegd door artikel 39 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen. § 2. Bij zijn aanvraag voor de inschrijving ontvangt de student alle nuttige informatie in verband met de instelling en de beoogde studies, met name het studie- en examenreglement en een gedetailleerd overzicht van de studies.

Voor studies die kunnen leiden tot een professionele titel en die onderhevig zijn aan regels of beperkingen voor de goedkeuring of van bijzondere instellingen, moet deze nauwkeurige informatie schriftelijk worden voorzien vanaf de aanvraag voor de inschrijving. De Regering legt de inhoud van dit document vast. Een ontvangstbewijs met de handtekening van de student bewijst de overdracht van dit document.

Art. 46. § 1. Elke inschrijving is gekoppeld aan een academiejaar en betreft welbepaalde studies.

Niettemin kan een student, volgens de voorwaarden vastgelegd in het studiereglement, kiezen om gedurende een academiejaar een kleiner geheel te volgen, dat overeenstemt met een studieprogramma voor een totaal van 30 tot 90 studiepunten.

Mits de toestemming van de academische overheden, kan een student meerdere inschrijvingen voor verschillende studies cumuleren in de loop van eenzelfde academiejaar.

§ 2. Om volgens de regels te zijn, moet een inschrijving betrekking hebben op minstens 30 studiepunten voor een bepaalde cursus, met uitzondering van studenten die hun jaar overdoen en waarvoor het studiejaar een lager studiepuntenaantal kan inhouden, of voor studenten ingeschreven voor het voorbereidende jaar bedoeld in artikel 51, § 3. Een volgens de regels ingeschreven student geniet van de rechten en plichten van dit statuut. Voor de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen naaste degene die in dit huidige decreet worden besproken, wordt hij geacht zich voltijds aan zijn studie te wijden.

§ 3. Volgens de voorwaarden vastgelegd in het studiereglement kan een student zich inschrijven voor andere onderwijsactiviteiten of georganiseerde opleidingen. Zulke inschrijving kan leiden tot het afleveren van een getuigschrift of een bewijs voor het verkrijgen van studiepunten.

Art. 47. § 1. Een inschrijvingsaanvraag wordt ingediend volgens de procedure gedefinieerd in het studiereglement. Ze is onaanvaardbaar als de student niet voldoet aan alle toelatingsvoorwaarden voor de beoogde studies.

Instellingen mogen studenten voorlopig aanvaarden in afwachting dat ze voldoen aan bepaalde toelatingsvoorwaarden. Deze voorlopige situatie moet ten laatste worden geregulariseerd voor 1 december van het academiejaar.

§ 2. Mits een gemotiveerde beslissing mogen de academische overheden eveneens, volgens de procedure die wordt voorzien in het studiereglement, de inschrijving van een student weigeren :

1° Wanneer deze student in de voorbije vijf academiejaren het voorwerp is geweest van een uitsluitingsmaatregel van een instelling voor hoger onderwijs wegens zware fraude, conform de verschillende studiereglementen;

2° wanneer de inschrijvingsaanvraag studies beoogt die niet leiden tot een academische graad;

3° wanneer deze student wordt bedoeld in artikel 27, § 4 of § 7, met uitzondering van 10°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Wanneer deze weigering uitgaat van een universitaire instelling die wordt georganiseerd door de Franse Gemeenschap, kan de student, binnen de 30 dagen, via een aangetekend schrijven, tegen deze beslissing in beroep gaan bij de minister, die op zijn beurt, binnen de 30 dagen de weigering kan laten opheffen. De universitaire instellingen die worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap voorzien in hun reglementen de creatie en de organisatie van een commissie belast met het behandelen van klachten van studenten betreffende het weigeren van inschrijvingen. Deze commissie, die garanties betreffende haar onafhankelijkheid biedt, kan, mits de respectering van de modaliteiten vastgelegd in de reglementen, de weigering opheffen.

§ 3. Het bewijs dat de student voldoet aan de toelatingsvoorwaarden voor de studies en niet valt onder een van de weigeringsgevallen bedoeld in § 1, alinea 1, 3°, rust op hem. Dit bewijs kan elk bewijskrachtig officieel document zijn, of in de deugdelijk gerechtvaardigde afwezigheid van een document, een verklaring op eer getekend door de student. In geval van fraude bij de inschrijving verliest de student onmiddellijk zijn hoedanigheid als rechtmatig ingeschreven student, alsook alle rechten die met deze hoedanigheid samengaan en de rechtsgevolgen verbonden aan het slagen in de proeven gedurende het betrokken academiejaar. De inschrijvingsgelden die aan de instelling werden betaald, worden definitief aan deze toegewezen. De student mag tot geen enkele instelling van hoger onderwijs worden toegelaten, op geen enkele manier en dit gedurende de vijf volgende academiejaren.

Art. 48. Wanneer een inschrijving betrekking heeft op een studiejaar van een cyclus georganiseerd door een of meerdere instellingen van hoger onderwijs, kan de student zich inschrijven in elke partnerinstelling, aan de algemene voorwaarden van het studiereglement van deze instelling. Binnen een universitaire academie kunnen de instellingen echter kiezen om het beheer van de inschrijvingen van alle studiejaar van een cyclus die samen worden georganiseerd, toe te wijzen aan één van de effectieve leden.

De informatie bestemd voor de student getuigt van deze gezamenlijke organisatie en beschrijft nauwkeurig de verdeling van de onderwijsactiviteiten tussen de partnerinstellingen.

HOOFDSTUK III. — *Toegang tot de studies*

AFDELING I. — *Toegang tot studies van de eerste cyclus*

Art. 49. § 1. Onder voorbehoud van andere particuliere wettelijke bepalingen, hebben de toegang tot studies van de eerste cyclus met zicht op het behalen van een academische graad als bekroning ervan, de studenten die houder zijn van :

1° ofwel een getuigschrift van secundair hoger onderwijs afgeleverd vanaf schooljaar 1993-1994 door een instelling van voltijds hoger secundair onderwijs of van sociale promotie van de Franse Gemeenschap en officieel goedgekeurd door de commissie die hiertoe werd samengesteld, alsook de titularissen van ditzelfde getuigschrift afgeleverd vanaf kalenderjaar 1994, door de examencommissie van de Franse Gemeenschap;

2° ofwel een getuigschrift van secundair hoger onderwijs afgeleverd ten laatste na de afloop van het schooljaar 1992-1993 vergezeld van, voor de toegang tot studies van de eerste cyclus van een curriculum van het lange type, een bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs;

3° ofwel een diploma afgeleverd door een instelling van hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap met een academische graad, ofwel een diploma afgeleverd door een universitaire instelling of een instelling die voltijds hoger onderwijs organiseert krachtens een vroegere wetgeving;

4° ofwel een titel van hoger onderwijs afgeleverd door een instelling voor onderwijs voor sociale promotie;

5° ofwel een getuigschrift van het slagen met vrucht voor een van de toelatingsexamens georganiseerd door de instellingen voor hoger onderwijs of door een examencommissie van de Franse Gemeenschap en waarvan de programma's worden bepaald door de Regering na consultatie volgens de sector, met de CIUF of de CGHE (algemene raad voor hoge scholen); dit getuigschrift verleent de toegang tot studies van de sectoren of de domeinen die erop worden vermeld;

6° ofwel een diploma, titel of getuigschrift van studies die gelijkaardig zijn aan deze vermeld in de vorige punten, afgeleverd door de Vlaamse Gemeenschap, door de Duitstalige Gemeenschap of door de Koninklijke Militaire School;

7° ofwel een diploma, titel of getuigschrift van buitenlandse studies erkend als gelijkwaardig aan deze vermeld in de vorige punten, als toepassing van de wet, van een decreet, een Europese richtlijn of een internationale conventie.

§ 2. Iemand die de Franse taal niet voldoende beheerst, kan niet worden toegelaten tot de proeven van een studiejaar van de eerste cyclus.

Dit bewijs kan worden aangebracht :

1° ofwel door het bezit van een diploma, titel of getuigschrift van studies vermeld in § 1, afgeleverd door de Franse Gemeenschap of als afsluiting van studies waarin voldoende cursussen worden onderwezen in de Franse taal; de Regering bepaalt de minimumvoorwaarden waaraan moet worden voldaan voor deze studies;

2° ofwel door het slagen in een examen dat specifiek hiertoe wordt georganiseerd door een of meerdere instellingen voor hoger onderwijs, volgens de bepalingen vastgesteld door de Regering;

3° ofwel door een getuigschrift van het slagen met vrucht voor een van de examens, proeven of toelatingsexamens voor studies van het hoger onderwijs voorzien door dit decreet en georganiseerd binnen de Franse Gemeenschap.

De universiteiten organiseren minstens tweemaal per academiejaar een proef voor een afdoende beheersing van de Franse taal.

Art. 50. Enkel studenten die met een getuigschrift kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor het speciale toelatingsexamen hebben toegang tot de studies van de eerste cyclus binnen het domein van de ingenieurswetenschappen met als doel het behalen van de graad die deze studies bekroont. Dit getuigschrift geeft toegang tot alle studies van de eerste cyclus.

Deze proef wordt georganiseerd in samenspraak met de universitaire instellingen die bevoegd zijn om deze proef en de studies voor de eerste cyclus ingenieurswetenschappen te organiseren. Ze moeten meewerken aan de organisatie en aan de evaluatie van de proef, volgens de voorwaarden vastgelegd door de Regering.

De proef is bedoeld om een evaluatie te maken van de algemene bekwaamheid om de hogere studies aan te vatten en van de specifieke aanleg voor de studies van het domein. Ze gaat over de volgende onderwerpen :

1° frans;

2° wiskunde;

3° wetenschappen : fysica, chemie, biologie, aardrijkskunde;

4° geschiedenis

5° een tweede taal : Nederlands, Engels, Duits of Latijn, volgens de keuze van de student.

De studenten die voldoen aan de algemene toelatingsvoorwaarden voor de studies van de eerste cyclus bedoeld in artikel 49 worden vrijgesteld van de vakken die worden vermeld in de vorige alinea, behalve voor wiskunde.

De Regering bepaalt het gedetailleerde programma van de proef.

Als afwijking kan de examencommissie van elke instelling voor de studies bedoeld in de eerste alinea houders van een academische graad toelaten die een voldoende kennis kunnen bewijzen voor de onderwerpen bedoeld in alinea 3.

Afdeling 2. — Toegang tot studies van de tweede cyclus

Art. 51. § 1. Hebben toegang tot de studies van de tweede cyclus met als doel het behalen van de graad die deze studies bekroont, de studenten die houder zijn van :

1° ofwel een academische graad van de eerste cyclus van dezelfde cursus;

2° ofwel dezelfde academische graad van de tweede cyclus, maar met een andere finaliteit;

3° ofwel een academische graad van de universiteiten, krachtens een beslissing van de academische overheden en aan de bijkomende voorwaarden die zij vastleggen;

4° ofwel een academische graad van het lange type die toegang geeft krachtens een beslissing van de Regering en aan de bijkomende voorwaarden die zij vastlegt;

5° ofwel een academische graad die gelijkaardig is aan de graden vermeld in de vorige punten, afgeleverd door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of de Koninklijke Militaire School, aan dezelfde voorwaarden;

6° ofwel een buitenlandse academische graad erkend als gelijkwaardig aan de graden die in de vorige punten werden vermeld als toepassing van dit decreet, van een Europese richtlijn of een internationale conventie, aan dezelfde voorwaarden.

De bijkomende toelatingsvoorwaarden zijn bedoeld om te verzekeren dat de student de vereiste voorkennis voor de onderwerpen van de beoogde studies heeft verworven.

Als deze bijkomende toelatingsvoorwaarden bestaan uit een of meerdere bijkomende cursussen, mogen deze voor de student niet meer dan 15 bijkomende studiepunten inhouden, rekening houdend met het geheel van studiepunten dat hij elders kan benutten bij zijn toelating. Deze cursussen maken deel uit van het studieprogramma van de tweede cyclus.

§ 2. Als afwijking hebben studenten die, om de academische graad van de eerste cyclus van hetzelfde curriculum te behalen, nog moeten slagen in meer dan 12 studiepunten en gelijktijdig zijn ingeschreven voor deze studies, ook toegang tot de studies van de tweede cyclus.

Studenten die krachtens deze bepaling werden toegelaten kunnen echter niet in aanmerking komen voor een deliberatie door een examencommissie voor de tweede cyclus, alvorens volledig te hebben voldaan aan de toelatingsvoorwaarden en de hiertoe nodige academische graad van de eerste cyclus te hebben behaald.

§ 3. De Regering legt de algemene en bijzondere toelatingsvoorwaarden vast voor de studies van de tweede cyclus voor de houders van een andere academische graad van de eerste cyclus afgeleverd in de Franse Gemeenschap.

Binnen de respectering van deze bepalingen, kan de student na de toelatingsprocedure voor de examencommissie van de beoogde studies, volgens de modaliteiten vastgelegd door de academische overheden, ertoe gebracht worden om bijkomende cursussen te volgen die een maximum van 60 bijkomende studiepunten vertegenwoordigen.

Wanneer de bijkomende werkbelasting van een dergelijke student boven de 15 studiepunten ligt, vormt deze opleiding een voorbereidend jaar. Ze leidt niet tot een diploma en wordt beschouwd als een laatste jaar van de eerste cyclus die toegang verschaft tot de beoogde studies.

Deze bepaling is ook van toepassing op studenten met een academische graad – die overeenstemt met ten minste 180 studiepunten – afgeleverd door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of door de Koninklijke Militaire School, alsook op studenten die buitenlandse titels of graden behaalden die als gelijkwaardig worden beschouwd door de examencommissie.

Art. 52. Wanneer de academische overheden hun programma's opstellen, moeten ze de onvoorwaardelijke toelating tot de tweede cyclus garanderen, zonder bijkomend onderricht, voor alle dragers van een academische tussengraad van de eerste cyclus afgeleverd door de Franse Gemeenschap.

Art. 53. Als afwijking van artikel 51, zonder afbreuk te doen aan artikel 60, en krachtens een beslissing van de academische overheden, kan de examencommissie van deze studies, met zicht op de toelating tot studies van de tweede cyclus, de verworven kennis en bekwaamheid van studenten beoordelen aan de hand van hun persoonlijke of professionele ervaring.

Deze nuttige ervaring moet overeenstemmen met minstens vijf jaar activiteiten, zonder rekening te houden met jaren van hogere studies waarvoor men niet slaagde. Aan het einde van een evaluatieprocedure georganiseerd door de academische overheden, beoordeelt de examencommissie of de vaardigheden en kennis van de student voldoende om deze studies succesvol te kunnen volgen.

In dit geval worden deze studenten, voor de toelating tot de studies, vergeleken met de studenten bedoeld in artikel 51, § 3. Met deze studenten wordt echter pas rekening gehouden voor de financiering na het slagen voor een eerste studiejaar van het programma van de beoogde tweede cyclus of, als dit het geval is, na het slagen van een voorbereidend studiejaar.

De Regering kan de organisatie van deze proeven voor de beoordeling van de vaardigheden en de minimumvoorwaarden waaraan deze studenten moeten voldoen, vastleggen.

Art. 54. Volgens de algemene voorwaarden vastgelegd door de academische overheden hebben toegang tot de studies voor een bijkomende master met zicht op het behalen van een graad als bekroning ervan, de studenten die houder zijn van :

1° ofwel een academische graad van master binnen hetzelfde domein als bekroning van studies van de tweede cyclus van minstens 120 studiepunten;

2° ofwel een academische graad van master, krachtens een beslissing van de academische overheden, volgens de bijkomende voorwaarden die zij hebben vastgesteld en na de gemotiveerde mening van de examencommissie;

3° ofwel een academische graad die gelijkaardig is aan de graden vermeld in de vorige punten afgeleverd door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of de Koninklijke Militaire School, aan dezelfde voorwaarden;

4° ofwel een buitenlandse academische graad erkend als gelijkwaardig aan de graden vermeld in de vorige punten, in toepassing van dit decreet, een Europese richtlijn of een internationale conventie, aan dezelfde voorwaarden;

5° ofwel een buitenlandse titel of graad als bekroning van de studies van de tweede cyclus die door de examencommissie een waarde wordt toebedeeld van minstens 300 studiepunten, aan dezelfde voorwaarden.

Als bijkomende toelatingsvoorwaarden bestaan uit een of meerdere bijkomende onderrichten waarvan de werkbelasting hoger ligt dan 15 studiepunten, bevat het studieprogramma van de student, volgens de verdeling bepaald door de examencommissie, een bijkomend studiejaar dat wordt beschouwd als een eerste jaar van deze studies. De studenten die zijn ingeschreven voor dit bijkomende eerste jaar komen echter niet in aanmerking voor de financiering.

Afdeling 3. — Toegang tot studies van de derde cyclus

Art. 55. Volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de academische overheden, hebben toegang tot de studies van de derde cyclus met als doel het bereiken van de graad die deze studies bekroont, de studenten die houder zijn van :

1° ofwel een academische graad van master met grondige finaliteit – bedoeld in artikel 16, § 4, 2° - binnen hetzelfde domein;

2° ofwel een andere academische graad van master toegekend na studies van de tweede cyclus van minstens 120 studiepunten ofwel een bijkomende master, krachtens een beslissing van de academische overheden, volgens de bijkomende voorwaarden die zij vaststellen en na de gemotiveerde mening van de examencommissie;

3° ofwel een academische graad die gelijkaardig is aan de graden vermeld in de vorige punten, afgeleverd door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of de Koninklijke Militaire School, aan dezelfde voorwaarden;

4° ofwel een buitenlandse academische graad erkend als gelijkwaardig aan de graden vermeld in de vorige punten, in toepassing van dit decreet, een Europese richtlijn of een internationale conventie, aan dezelfde voorwaarden;

5° ofwel een buitenlandse titel of graad als bekroning van de studies van de tweede cyclus die door de examencommissie een waarde wordt toebedeeld van minstens 300 studiepunten, aan dezelfde voorwaarden.

Als bijkomende toelatingsvoorwaarden bestaan uit een of meerdere bijkomende onderrichten waarvan de werkbelasting hoger ligt dan 15 studiepunten, bevat het studieprogramma van de student, volgens de verdeling bepaald door de examencommissie, een bijkomend studiejaar. De studenten die zijn ingeschreven voor dit bijkomende eerste jaar komen echter niet in aanmerking voor de financiering.

Art. 56. Volgens de voorwaarden vastgesteld door de academische overheden, hebben eveneens toegang tot de studies en de werkzaamheden betreffende de voorbereiding van een doctoraal proefschrift met zicht op het behalen van een graad die deze bekroont, de studenten die met vrucht het jaar van de onderzoeksopleiding aflegden, bedoeld in artikel 17, § 2.

Afdeling 4. — Toegang tot andere opleidingen

Art. 57. Volgens de algemene voorwaarden die worden vastgelegd door de academische overheden, hebben de houders van een academische graad van dezelfde studiecycclus toegang tot de bijkomende studies.

Als afwijking van de vorige alinea kunnen ook studenten die zijn ingeschreven in het laatste jaar van de studies van de tweede cyclus, die hiervoor een saldo hebben van minstens 30 studiepunten dat ze er moeten voorstellen, worden toegelaten voor de bijkomende studies. Studenten die worden toegelaten krachtens deze bepaling kunnen niet in aanmerking komen voor de deliberatie door een examencommissie voor de bijkomende studie, alvorens ze volledig hebben voldaan aan de toelatingsvoorwaarden en de hiertoe noodzakelijke academische graad voor de tweede cyclus hebben behaald.

Art. 58. Volgens de algemene voorwaarden vastgelegd door de academische overheden hebben de houders van een academische graad van de tweede cyclus toegang tot de voortgezette opleidingen georganiseerd door de universiteiten.

Art. 59. Als uitzondering op de voorgaande bepalingen kan de examencommissie, voor de toelating tot de opleidingen die niet leiden tot een academische graad, ook de kennis en de vaardigheden die studenten verwerven tijdens andere hogere studies of door persoonlijke of professionele ervaring, beoordelen.

Afdeling 5. — Gepersonaliseerde toelatingen

Art. 60. Volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de academische overheden, met als doel de toelating tot de studies, wijzen de examencommissies studiepunten toe verworven door de studenten tijdens hun hogere studies of delen van de hogere studies die ze reeds met vrucht hebben beëindigd. Studenten die deze studiepunten krijgen toegewezen, worden vrijgesteld van de overeenstemmende delen van het studieprogramma.

Volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de academische overheden, kunnen de examencommissies in deze context ook studiepunten toewijzen voor de kennis en de vaardigheden die de studenten verwerven door persoonlijke of professionele ervaring, zonder dat de waarde van deze punten boven de 30 studiepunten mag liggen.

Art. 61. Volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de academische overheden, kunnen zij aan de studenten die genieten van de bepalingen van het vorige artikel een vermindering toekennen van de minimumduur van de studies, proportioneel aan het aantal verworven kredieten bij de toelating.

Art. 62. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 66, kan geen enkele academische graad worden verleend door een instelling aan een student die niet daadwerkelijk in één studiejaar minstens 60 studiepunten behaalde van het overeenstemmende programma. Als uitzondering op de vorige alinea kan de houder van een academische graad van master als bekroning van de studies van de tweede cyclus met minstens 120 studiepunten een academische graad verleend worden die overeenstemt met een andere finaliteit van dezelfde graad na te zijn geslaagd, in minstens één studiejaar, voor de bijzondere bijkomende studiepunten.

*HOOFDSTUK IV. — Studieprogramma's en evaluatie**Afdeling 1. — Studieprogramma's*

Art. 63. § 1. De academische overheden stellen de studieprogramma's op waarvoor hun instelling bevoegd is en die ze wenst te organiseren.

De academische overheden waken erover dat deze programma's de andere wettelijke bepalingen respecteren en beantwoorden aan de algemene doelstellingen van het hoger onderwijs en aan de bijzondere doelstellingen van de betrokken cursus, met name de toelatingscriteria voor de ermee gepaard gaande professionele titels. De programma's omvatten met name de leerstof die bijdraagt tot de algemene vorming van de student, alsook de stof die specifiek is voor de disciplines die bijdragen tot het verwerven van de meer technische en diepgaandere vaardigheden binnen het studiedomein.

De academische overheden geven de lijst met de georganiseerde cursussen en hun programma aan de Regering ten laatste op de openingsdatum van de inschrijvingsperiode. De Regering kan de vorm vastleggen waarop deze lijst en deze programma's aan haar moeten worden voorgesteld.

§ 2. Om een afdoende aanbod te garanderen van alle initiële cursussen binnen de Franse Gemeenschap, kan de Regering voor elke universiteit een lijst met studiecycli vastleggen die ze moet blijven organiseren en de site waar ze moeten worden georganiseerd, mits respectering van de bevoegdheden, onder straffe van het verliezen van elke subsidiëring en bevoegdheid voor andere studies die ze organiseert. De universiteit moet van deze verplichting op de hoogte worden gebracht voor de 1e februari vóór het betreffende academiejaar.

§ 3. Het studieprogramma wordt aan de student overhandigd vanaf zijn aanvraag voor de inschrijving.

Het bevat een beschrijving van de doelstellingen en finaliteiten van de cursus en de gedetailleerde lijst met de onderwijsactiviteiten, van de bijzondere doelstellingen en van de modaliteiten op het gebied van organisatie en evaluatie.

Het programma geeft een overzicht van heel de cyclus in studie jaren – elk overeenstemmend met 60 studiepunten – en geeft de onderlinge samenhang weer tussen de onderrichten, met name in functie van de vereiste voorkennis.

§ 4. Om een harmonisatie te verzekeren tussen de opleidingen nodig voor het volgen van studies binnen de Franse Gemeenschap en de Europese Unie, alsook om de bevoegdheden en de kennis gecertificeerd door de academische graden te garanderen, kan de Regering minimaal verplichte inhouden opleggen voor de programma's van de initiële cursussen, op voorstel van de CIUF.

Zonder afbreuk te doen aan de vorige alinea's, moeten de studieprogramma's voor bachelor voor elke cursus minstens 60 % omvatten - wat overeenstemt met 108 studiepunten - van gemeenschappelijk onderricht binnen de Franse Gemeenschap. De CIUF garandeert het respecteren van deze bepaling : het stelt, als het geval zich voordoet, de minimale gemeenschappelijke inhoud van deze curricula op.

Art. 64. Elk studieprogramma dat wordt bekroond met een universitaire academische graad van de tweede cyclus omvat een proefschrift, een persoonlijk eindwerk of project voor 15 tot 29 studiepunten. Deze studiepunten kunnen later gelden, volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de academische overheden, in elk ander studiejaar dat leidt tot een universitaire academische graad.

Dit werk en de evaluatie ervan kan handelen over eender welke onderwijsactiviteit, met inbegrip van de stages en de andere activiteiten voor professionele integratie, die toelaten om met name de autonomie, de kritische zin, de persoonlijke kwaliteiten en de professionele bekwaamheid van de student aan te tonen.

Dit werk bestaat, onder andere, uit de redactie van een geschreven document. Mits het akkoord van de examencommissie en de academische bevoegdheden, mag dit document volledig of gedeeltelijk worden opgesteld in een vreemde taal. In dit geval moet het werk een samenvatting in het Frans bevatten.

Art. 65. Een studieprogramma omvat verplichte vakken en vakken die de student zelf kiest, volgens de academische graad, de richting en de gekozen opties.

Art. 66. Een student die volgens de regels is ingeschreven, kan een of meerdere onderrichten volgen van een ander studieprogramma of academische graad, georganiseerd door een andere onderwijsinstelling erkend door de bevoegde overheden voor hoger onderwijs, mits het akkoord van deze instelling. De studiepunten die hiermee samengaan, worden beoordeeld binnen zijn studies aan de voorwaarden vastgelegd door de examencommissie en de instelling waar de student zich inschreef.

Een studieprogramma kan een minimum aantal studiepunten opleggen gevolgd buiten de Franse Gemeenschap. In dit geval moet de universitaire instelling de middelen voorzien waarmee de student dit onderricht kan volgen. Deze middelen moeten het inschrijvingsgeld, de reis- en verblijfs- of woonkosten dekken, zodat de student dit onderricht kan volgen.

Minstens 30 studiepunten van elke studiecycclus moeten effectief worden gevolgd aan de universiteit of de universitaire academie die de studies erkent of het diploma uitreikt dat getuigt van het slagen in deze studies. In geval van een opleiding die wordt georganiseerd door meerdere instellingen, geldt deze verplichting collectief voor alle instellingen die deelnemen aan de organisatie.

Art. 67. Binnen de context van zijn onderwijsactiviteiten, moet elke verantwoordelijke van een onderricht genieten van de academische vrijheid in het uitoefenen van deze opdracht. Dit houdt de keuze in van de pedagogische middelen, de wetenschappelijke en technische inhoud, de evaluatie en de diverse activiteiten die worden gehouden om de bijzondere doelstellingen te behalen – bedoeld in artikel 63, § 3 – van dit onderricht binnen het studieprogramma. Deze vrijheid wordt beoefend binnen het respect voor de bepalingen van dit decreet.

Afdeling 2. — Examencommissies

Art. 68. § 1. De academische overheden vormen een examencommissie voor elk studiejaar of voor elke studiecycclus.

Een examencommissie is samengesteld uit minstens vijf leden, waaronder een voorzitter en een secretaris. De namen van de voorzitter en de secretaris van de examencommissie komen voor in het studieprogramma.

De examencommissies zijn belast met het bekrachtigen van het slagen in de studiejaar, het verlenen van de academische graad die de studiecycclus bekroont, met het erkennen, als het geval zich voordoet, van de gelijkwaardigheid van buitenlandse titels, het toelaten van studenten tot overeenstemmende studies en, binnen deze context, de beoordeling van de verworven kennis van de kandidaten.

§ 2. Een examencommissie omvat met name alle lesgevers die, binnen een instelling, verantwoordelijk zijn voor een verplicht onderricht van het programma van het jaar of van de studiecycclus, en kan slechts geldig beraadslagen als meer dan de helft van de lesgevers aanwezig is.

De verantwoordelijken voor de cursussen die in de loop van het academiejaar werden gevolgd door minstens één student die volgens de regels is ingeschreven, nemen met recht deel aan de beraadslaging.

§ 3. Met zicht op het verlenen van de graad van doctor, stellen de academische overheden een specifieke examencommissie samen voor elke student. Deze bestaat uit minstens vijf leden die houder zijn van een doctorstitel of een gelijkwaardige titel. De commissie mag ook leden tellen die niet tot de academie behoren, die worden gekozen voor hun hoge wetenschappelijke bekwaamheid.

§ 4. Voor haar opdrachten in verband met toelatingen, gelijkwaardigheid of het beoordelen van verworven kennis, kan de examencommissie binnen haar groep kleinere commissies vormen van minstens drie leden, waaronder de voorzitter en de secretaris van de examencommissie, waarbij een vertegenwoordiger van de academische overheden wordt gevoegd.

§ 5. Voor de andere opleidingen stellen de academische overheden examencommissies samen volgens gelijkaardige modaliteiten.

Art. 69. De examencommissie beoordeelt het slagen van de student voor het studiejaar waarvoor hij is ingeschreven. Zij baseert haar beraadslaging op het geheel aan evaluaties van de activiteiten die werden gevolgd en kent de studiepunten toe die horen bij de cursussen waarover zij beslist dat de resultaten afdoende zijn. Als het geval zich voordoet, zijn deze studiepunten het onderwerp van een rapport.

Na een studiecycclus verleent de examencommissie de overeenstemmende academische graad.

Voor elk studiejaar, en na elke studiecycclus, bepaalt de examencommissie de eventuele vermelding op basis van het geheel aan gevolgde onderrichten. Per uitzondering wordt de graad van doctor zonder vermelding verleend.

Volgens dezelfde modaliteiten bekroont ze het slagen voor opleidingen die niet leiden tot een academische graad.

De lesgevers die verantwoordelijk zijn voor een van de betrokken cursussen nemen deel aan de beraadslaging, zonder dat de afwezigheid of het niet deelnemen van een lid van de examencommissie kan worden ingeroepen om de beslissing uit te stellen of ongeldig te verklaren. Binnen een examencommissie belast met het uitreiken van een graad van doctor nemen alle leden in persoon deel aan de beraadslaging of voorzien een geschreven evaluatie.

Art. 70. De beraadslagingen van examencommissies vinden plaats achter gesloten deuren. Alle leden van de examencommissie moeten de geheimhouding van de beraadslaging en van het eventuele stemmen respecteren.

De beslissingen van de examencommissie worden bekend gemaakt tijdens de proclamatie en worden daarna minstens 15 dagen na de proclamatie uitgehangen.

De examencommissie neemt een soeverein en collegiaal besluit.

Na de proclamatie ontvangt een student, op eenvoudige aanvraag, een gedetailleerd overzicht van zijn evaluaties voor de cursussen waarover de beraadslaging handelde.

Art. 71. De academische overheden leggen het studiereglement en de regels voor de examencommissies vast. Deze bepalingen zijn openbaar. Onder voorbehoud van andere wettelijke bepalingen legt dit reglement onder andere het volgende vast : de exacte samenstelling van de examencommissie, de manier van werken en de bekendmaking van de beslissingen;

de organisatie van de beraadslagingen en het toekennen van studiepunten;

de toelatingsprocedure tot studies en de beoordeling van verworven kennis, alsook de leden van de examencommissie belast met deze taak;

de modaliteiten van de procedure voor gelijkwaardigheid, alsook de leden van de examencommissie belast met deze taak;

de procedure voor de inschrijving voor de examens, de examenperiode en de modaliteiten voor de organisatie en het verloop van de examens en hun verdeling in sessies;

de sancties voor fraude vastgesteld tijdens het verloop van de evaluaties of de samenstelling van de dossiers voor toelating of gelijkwaardigheid die bij de examencommissie worden ingediend;

de manier voor de indienen, behandelen en regelen van klachten van studenten over onregelmatigheden in het verloop van de evaluaties of bij de behandeling van de dossiers.

Voor de examencommissies belast met het verlenen van de graad van doctor wordt een uniek reglement vastgesteld voor de universitaire academie.

Art. 72. Wanneer een opleiding gezamenlijk wordt georganiseerd door verschillende instellingen, stellen de academische overheden van de deelnemende instellingen een gemeenschappelijke, unieke examencommissie samen en bepalen ze het studiereglement en de regels voor de werking van de examencommissie die van kracht zijn voor deze studies.

Art. 73. De Regering kan een of meerdere examencommissies samenstellen van de Franse Gemeenschap, belast met het verlenen van academische graden van de eerste en de tweede cyclus.

De toegang tot de proeven georganiseerd door deze examencommissies is beperkt tot personen die, door feitelijke redenen die soeverein worden aanvaard door de examencommissie, de onderwijsactiviteiten van de curricula niet regelmatig kunnen volgen.

Na overleg met de CIUF, legt de Regering de bevoegdheid van deze examencommissies vast, regelt ze hun organisatie en hun werking en bepaalt ze, onder voorbehoud van toelatingsvoorwaarden tot overeenstemmende studies, de bijkomende voorwaarden voor toelating tot en inschrijving voor de examens.

Art. 74. Wanneer krachtens een federale of communautaire wetgeving er een beperking bestaat voor het aantal studenten dat wordt toegelaten tot studies, of van diploma's die worden uitgereikt voor deze studies, kan de Regering communautaire of particuliere examencommissies belasten met de organisatie van de toelatingsprocedure of de goedkeuring en verlening van de overeenstemmende getuigschriften.

De Regering bepaalt de samenstelling van deze examencommissies en regelt hun organisatie en werking.

Afdeling 3. — Evaluatie

Art. 75. De evaluatie die overeenstemt met een onderricht kan bestaan uit een mondeling en/of schriftelijk examen of elke andere opdracht hiertoe uitgevoerd door de student.

De orale examens zijn openbaar. Het publiek mag op geen enkele manier tijdens de proef de lesgever of de verkrijger beïnvloeden, of het goede verloop ervan verstoren.

De openbaarheid van de andere schriftelijke proeven en werken houdt in dat de verbeterde exemplaren kunnen worden ingekeken door de student, binnen de zestig dagen na de bekendmaking van de resultaten van de proef, en binnen materiële omstandigheden die deze raadpleging mogelijk maken. Deze raadpleging zal gebeuren in aanwezigheid van de verantwoordelijke voor de proef of zijn afgevaardigde, op een datum die op voorhand werd bepaald door hem en minstens een week op voorhand werd meegedeeld.

Art. 76. In de loop van eenzelfde academiejaar kan een student zich tweemaal aanmelden voor de examens of evaluaties van eenzelfde onderricht. De academische overheden kunnen echter, om uitzonderlijke redenen die deugdelijk worden gemotiveerd en die door hen worden aanvaard, toelaten aan een student om zich meer dan tweemaal aan te melden voor evaluaties betreffende een cursus van eenzelfde academiejaar.

Voor elk onderricht bepalen de academische overheden de examensessies waarin deze evaluaties worden georganiseerd.

Als uitzondering op de voorgaande alinea kunnen de evaluaties van bepaalde activiteiten – praktische werken, stages, verslagen en persoonlijke werken – slechts eenmaal per academiejaar worden georganiseerd. Ze worden dan geacht te worden verbonden met elk van de examensessies voor het onderricht.

Art. 77. De eindevaluatie van een onderricht wordt uitgedrukt aan de hand van een cijfer – tussen 0 en 20, waarbij de slaagdrempel op 10/20 ligt.

De algemene evaluatie van een jaar of een studiecycclus wordt op dezelfde manier uitgedrukt, en de slaagdrempel is in dit geval gemiddeld 12/20.

Art. 78. Een student moet zich niet meer aanmelden voor proeven en examens voor een onderricht waarvoor hij een cijfer kreeg dat minstens gelijk is aan de slaagdrempel in de loop van het eerste academiejaar.

Binnen een studieprogramma moet een student zich niet meer aanmelden voor de proeven en examens voor een onderricht waarvoor hij een cijfer kreeg van minstens 12/20 in de loop van de vijf vorige academiejaren, wat ook de instelling binnen de Franse Gemeenschap is waar hij zich vervolgens inschrijft. Het cijfer dat z° werd verkregen, staat in een rapport.

Door haar beslissing om het slagen in een onderricht, een studiejaar of een studiecycclus te bekrachtigen, kent de examencommissie definitief de overeenstemmende studiepunten toe aan de student in het kader van het studieprogramma, wat ook het effectief verkregen cijfer is en ongeacht de instelling georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap waar hij zich vervolgens inschrijft.

Art. 79. De examencommissie kan het slagen voor een studiejaar uitspreken als de student er meer dan 48 studiepunten voor behaalde. In dit geval moet het sald° aan studiepunten integraal worden verkregen in de loop van het volgende studiejaar.

Afdeling 4. — Diploma's

Art. 80. De diploma's die de academische graden bevestigen en de getuigschriften die het slagen voor de studies bekronen, worden uitgereikt door de examencommissies samengesteld door de academische overheden of door de communautaire examencommissies.

Ze kunnen enkel worden uitgereikt aan studenten die voldeden aan de toelatingsvoorwaarden voor de studies, die volgens de regels waren ingeschreven gedurende een aantal academische jaren conform de minimumduur van de studies, en die een minimum aantal studiepunten behaalden voor het overeenstemmende studieprogramma.

Ze worden uitgereikt binnen de drie maanden na de proclamatie waarbij de academische graad wordt meegedeeld.

Art. 81. De diploma's zijn getekend door minstens één academische overheid of haar afgevaardigde, en door de voorzitter en de secretaris van de examencommissie.

De diploma's zijn opgesteld volgens de vorm vastgelegd door de Regering. Ze verwijzen expliciet naar het vergezellende diplomasupplement.

Art. 82. De diploma's worden uitgereikt vergezeld van een diplomasupplement waarin met name een lijst van de cursussen van het studieprogramma die werden gevolgd door de student, de toelatingsvoorwaarden tot de studies en de evaluaties die worden bekrachtigd door de verleende academische graad staan.

Het diplomasupplement wordt getekend door de secretaris van de examencommissie.

De persoonlijke elementen van dit supplement verbonden aan elke student kunnen worden gehergroepeerd in een bijlage bij het supplement. In dit geval moet enkel deze bijlage worden getekend door de secretaris van de examencommissie, aangezien het gemeenschappelijke deel van het supplement bekrachtigd wordt door de instelling.

Het diplomasupplement wordt opgesteld volgens de vorm en de inhoud vastgesteld door de Regering.

HOOFDSTUK V. — Hulp voor het welslagen

Art. 83. § 1. De universitaire instellingen besteden aan de hulp voor het welslagen van de studenten, binnen hun instelling of via een overdracht aan hun academie, een bedrag dat overeenstemt met minstens 10 percent van de basistoelage waarvan ze genieten voor de studenten van de eerste generatie die bij hen starten.

Deze middelen worden exclusief gebruikt voor de promotie van het welslagen van deze categorie studenten. Deze lijst is niet exhaustief, maar houdt onder andere de volgende maatregelen in :

1° het creëren van een didactisch centrum voor hoger onderwijs in het kader van de academie. Dit centrum heeft als opdracht het informeren, opleiden en omkaderen van de leerkrachten die deze studenten opleiden;

2° het aanbod aan specifieke activiteiten voor de studenten om hen de methodes en technieken aan te leren waardoor ze betere slaagkansen hebben;

3° Het ter beschikking stellen van middelen voor zelfevaluatie en van adviesdiensten om de bekwaamheden en de eventuele lacunes van studenten te herkennen;

4° de organisatie van onderricht in kleine groepen en gewijd aan praktische oefeningen in minstens één discipline die kenmerkend is voor het gekozen studiedomein, om zich te verzekeren van de juiste studiekeuze van de student;

5° de ontwikkeling van vernieuwende didactische methodes gericht op het profiel van studenten van de eerste generatie binnen een domein van welbepaalde studies.

De Regering kan bijkomende middelen toestaan aan academies voor deze doeleinden en bepaalt de vorm van het bewijs dat deze middelen enkel worden gebruikt voor deze activiteiten.

§ 2. Een student van de eerste generatie is elke student die volgens de regels is ingeschreven in een eerste studiejaar en die nog nooit eerder was ingeschreven, in de zin van dit decreet, voor een studiejaar van het hoger onderwijs of voor studies die voorkomen in het programma van een studiejaar van deze instellingen.

Aan deze studie jaren van het hoger onderwijs worden gelijkgesteld de studie jaren of voorbereidende jaren voor proeven of toelatingsexamens georganiseerd door Belgische of buitenlandse instellingen voor hoger onderwijs.

Art. 84. Om een goede verdeling te verzekeren van de werkbelasting van de studies en de evaluatie in het kader van elk studiejaar, verdelen de academische overheden de onderrichten van het programma op een evenwichtige manier over de twee eerste periodes van vier maanden van het academiejaar. De proeven, werken en examens die hierbij horen, worden op een gelijkaardige manier verdeeld.

De studenten van het eerste jaar kunnen voor de evaluaties aan het einde van de eerste vier maanden worden vrijgesteld : de evaluaties kunnen het voorwerp zijn van een bekrachtiging van heel of een deel van de proef in de zin van artikel 78, maar er wordt geen rekening mee gehouden als de student gezakt is.

Art. 85. § 1. Conform de bepalingen van artikels 78 en 79, en volgens de algemene voorwaarden vastgesteld door de academische overheden, kan een student ervoor kiezen de onderrichten van een studiecycclus te verdelen over een aantal academiejaren van het hoger onderwijs of het aantal studie jaren voorzien in het programma.

Deze in de tijd gespreide planning van de activiteiten en de bijbehorende evaluaties is het voorwerp van een overeenkomst met de academische overheden van de universitaire instelling, bepaald bij de inschrijving en elk jaar herzienbaar.

Als de student de overeenstemmende studiepunten voor het onderricht van zijn persoonlijk programma behaalt, kan hij deze studies voortzetten zonder te worden beschouwd als bisser in de zin van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen. Hij komt echter niet meer dan tweemaal in aanmerking voor de financiering voor eenzelfde studiejaar voordat de examencommissie heeft bekrachtigd dat hij geslaagd is.

§ 2. Als afwijking op de vorige paragraaf kunnen studenten van de eerste generatie kiezen om hun persoonlijke studieprogramma te herzien en hun studies te spreiden na de evaluaties georganiseerd aan het einde van de eerste periode van vier maanden, tot ten laatste 15 februari van het academiejaar.

§ 3. De studenten van de eerste generatie bedoeld in de vorige paragraaf kunnen eveneens in de tweede periode van vier maanden kiezen om een specifiek remediëringsprogramma te volgen, bestemd om hen te helpen met de problemen die ze ervoeren bij hun eerste poging in het hoger onderwijs en om ze voor te bereiden op het volgende academiejaar om zo betere slaagkansen te hebben.

Het remediëringsprogramma wordt vastgelegd door de academische overheden in overleg met de student, na een persoonlijke evaluatie van zijn situatie. Het kan specifieke oprisingscursussen inhouden. De regels voor het toekennen van studiepunten die kunnen worden bekrachtigd, worden toegepast op cursussen van dit programma.

Dit remediëringsprogramma kan eveneens gedeeltelijk worden georganiseerd in de loop van de derde periode van vier maanden.

De studenten die, aan het einde van het eerste studiejaar, in hun persoonlijke programma slagen en zich opnieuw inschrijven voor een eerste studiejaar worden beschouwd als studenten die zich slechts één keer hebben ingeschreven voor het hoger onderwijs.

HOOFDSTUK VI. — *Informatie*

Art. 86. Elke oneerlijke concurrentie tussen instellingen is verboden.

De informatie over studies of een bepaalde instelling moet objectief blijven en mag niet verwijzen naar een andere instelling of naar andere studies georganiseerd door een andere instelling.

De Regering bepaalt, op voorstel van de CIUF, de normen waaraan de instellingen op dit gebied moeten voldoen.

Art. 87. De informatie en de documenten die worden verspreid door een instelling voor hoger onderwijs vermelden de instelling en de universitaire academie waarvan ze lid is.

Elke andere referentie naar een andere instelling bedoeld door dit decreet is verboden, met uitzondering van de vermelding van een gezamenlijke organisatie van cursussen krachtens artikel 37, § 3, van dit decreet.

Art. 88. De informatie over de studies en opleidingen die niet leiden tot een academische graad of georganiseerd krachtens de bepalingen van artikel 14, § 3, moeten expliciet dit kenmerk vermelden om te vermijden dat de geïnteresseerde student ze verwart met andere studies.

Art. 89. Wanneer de Regering kennis neemt van eventuele inbreuken op de bepalingen van de voorgaande artikels, met name via de controle die wordt uitgevoerd door de commissarissen en afgevaardigden van de instellingen, beslist ze over de sancties voor de betrokken instelling, na een verslag door de academische overheden.

Deze sanctie kan leiden tot een gedeeltelijke inhouding van de jaarlijkse toelage van de betrokken instelling, zonder dat deze inhouding meer dan vijf percent van de jaarlijkse toelage kan bedragen.

TITEL IV. — *Samenwerking tussen universiteiten*

HOOFDSTUK I. — *Universitaire academies*

Afdeling 1. — Inrichting en samenstelling van de academies

Art. 90. Twee of meerdere universiteiten kunnen zich verenigen om een universitaire academie te vormen. Elke universiteit kan maar tot één enkele academie behoren.

Een conventie regelt de relaties binnen de academie, zonder te kunnen afwijken van de bepalingen van dit hoofdstuk.

Elke academie moet minstens één van de universiteiten tellen, bedoeld in artikel 10, 1°, 2° en 3°.

De Regering publiceert de lijst met academies die z° worden ingericht en de samenstelling ervan.

Een academie kan een partnerschap vormen met andere instellingen voor hoger onderwijs. Elke instelling kan slechts partner zijn in één enkele academie. Dit partnerschap is het voorwerp van een conventie.

Art. 91. De universitaire academie beschikt over een eigen patrimonium en een rechtspersoonlijkheid die gescheiden is van die van de instellingen die er lid van zijn. Ze is gelijkgesteld aan een universiteit die niet onderworpen is aan de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat voor de toepassing van de wettelijke, decretaale en reglementaire bepalingen. Als ze echter enkel is samengesteld uit universitaire instellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, heeft ze geen rechtspersoonlijkheid. Het gaat dan om een dienst met gescheiden beheer die over een eigen patrimonium beschikt.

Het behoren tot een academie doet geen afbreuk aan de mogelijk voor de instellingen die er deel van uitmaken om onderling te fusioneren.

Art. 92. Een universitaire academie beschikt niet over eigen personeel. Ze doet een beroep op medewerkers of personeelsleden die worden gedetacheerd door de universitaire instellingen die er lid van zijn.

Art. 93. Zonder afbreuk te doen aan de toepassing van artikel 29, § 1, alinea 2, van artikel 29, § 6, van artikel 32bis en van artikel 45 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, behoudt elke instelling de financiering van de Staat die haar toekomt, volgens de uitvoering van de wetten en decreten die de financiering van de universitaire instellingen, het wetenschappelijk onderzoek en het hoger onderwijs regelen.

Afdeling 2. — Academische Raad

Art. 94. De universitaire academie wordt beheerd door een raad samengesteld uit vijf vertegenwoordigers van elk van de instellingen die lid zijn, ofwel : de rector van de universiteit;

vier vertegenwoordigers aangeduid door de Raad van Beheer van de universiteit, waaronder een studentenbeheerder.

De vertegenwoordiging van elke instelling wordt vernieuwd aan het begin van elk rectoraal mandaat.

Wanneer een vertegenwoordiger zijn ontslag indient, overlijdt of de bevoegdheid verliest waardoor hij werd gekozen, wordt er een nieuwe vertegenwoordiger aangeduid om het mandaat van zijn voorganger af te werken.

Art. 95. De Raad wordt voorgezeten door een van de rectoren, gekozen binnen de Raad voor één jaar. De andere rectoren zijn vice-voorzitter.

De Raad kiest een secretaris binnen de Raad zelf of tussen de personeelsleden van één van de instellingen die lid zijn.

Art. 96. De voorstellen ingediend bij de Raad worden goedgekeurd door de meerderheid.

Elke rector beschikt echter over een vetorecht tegen de beslissingen waarvan hij vindt dat ze indruisen tegen de belangen van zijn instelling.

De vertegenwoordigers van de instellingen die lid zijn en niet deelnemen aan een gezamenlijke opleiding of organisatie voorzien in de artikels 101 en 103, nemen geen deel aan de stemming over de voorstellen voorgelegd aan de Raad in dit kader.

De Raad van Beheer van de instellingen die lid zijn, keurt de beslissingen van de Raad goed die niet vallen binnen het kader van de delegaties voorzien in artikel 101.

Art. 97. De Raad komt minstens viermaal per jaar samen. Hij komt ook telkens samen wanneer minstens een rector of een derde van de leden van de Raad het vragen en een agenda voorstellen.

De voorzitter van de Raad stelt de agenda op.

De Raad bepaalt haar reglement voor de interne orde.

De Raad kan experts uitnodigen en commissies samenstellen.

Art. 98. De controle van de academies wordt collegiaal toevertrouwd aan de commissarissen en afgevaardigden die worden gekozen uit de instellingen die lid zijn van de academie als uitvoering van artikel 1 van het decreet van 12 juli 1990 over de controle van de universitaire instellingen. Ze delegeren deze taak achtereenvolgens, in afnemende orde van anciënniteit binnen hun functie, aan elk onder hen voor een duur van twee jaar. Hetzelfde geldt voor de afgevaardigden aangeduid in dezelfde instellingen als uitvoering van artikel 7 van datzelfde decreet.

Ze voeren bij de academie en haar Raad de opdrachten uit die aan hen werden toevertrouwd in artikels 4 tot 7 van hetzelfde decreet. Artikel 6 van hetzelfde decreet is van toepassing in geval van beroep tegen een beslissing van de Raad.

Afdeling 3. — Opdrachten van de academies

Art. 99. Elke opdracht van onderricht, onderzoek, dienstverlening aan de gemeenschap en alle bijkomende operaties die horen bij de opdrachten van de leden van de academie kunnen worden gerealiseerd binnen de academie zelf, op aanvraag van de universitaire instellingen.

Art. 100. De academie kan internationale en intercommunautaire samenwerkingen ontwikkelen, in haar naam en in de naam van haar leden.

Ze kan samenwerkingsakkoorden sluiten met andere academies en onderzoeksinstituten.

Art. 101. Elke instelling die lid is, kan sommige van haar opdrachten in een samenwerkingsverband toevertrouwen aan de academie, mits een akkoord van de Raad van de academie.

Art. 102. § 1. Zonder afbreuk te doen aan artikel 83, ontvangt de academie, in het kader van een beheerovereenkomst afgesloten met de Regering, specifieke subsidies toegekend voor vernieuwende projecten georganiseerd binnen of buiten de academie.

§ 2. De instellingen die lid zijn, mogen alle nodige financiële transfers uitvoeren die nodig zijn voor de uitvoering van hun verplichtingen in het kader van de academie of de samenwerkingen die zijn ontwikkeld door de academie of door de universiteiten die er lid van zijn, conform dit decreet.

Art. 103. § 1. Naast de opleidingen waarvoor ze bevoegd is, mag de academie ook opleidingen en studieprogramma's organiseren die twee of meerdere van haar leden ook organiseren, en meer algemeen, alle gemeenschappelijke activiteiten voor onderwijs, onderzoek of dienstverlening aan de gemeenschap.

§ 2. De leden consulteren elkaar naar aanleiding van elke vrijgekomen of aangepaste academische voltijdse functie, die valt onder de gemeenschappelijke disciplines van minstens twee onder hen.

Art. 104. De academie organiseert het beheer van de administratieve, wetenschappelijke en onderwijsdiensten waaraan twee of meerdere leden samen willen werken.

De praktische organisatie van deze diensten kan worden toevertrouwd aan een van de leden.

Art. 105. De leden waken erover dat de werkmethoden en het beheer eenvormig worden gemaakt, alsook de academische en administratieve procedures.

Art. 106. De leden van de academie blijven vrij om samenwerkingsakkoorden af te sluiten met derden en met name met andere instellingen voor hoger onderwijs en onderzoeksinstellingen.

Ze brengen de Academische Raad hier op voorhand van op de hoogte.

HOOFDSTUK II. — *Fusies van universiteiten*

Art. 107. Elke universiteit mag fusioneren met een ander lid van dezelfde academie, ten gevolge een beslissing van hun respectievelijke Raad van Beheer. Deze beslissing moet worden genomen met een gekwalificeerde meerderheid van de respectievelijke raden.

De bepalingen van de artikels 30 en 32 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen zijn niet meer van toepassing voor deze instellingen vanaf het academiejaar dat volgt op dat van de fusie.

Art. 108. Wanneer een van de universiteiten bedoeld in artikel 10, 1°, 4° of 5° van dit decreet is betrokken in een fusie, is deze onderworpen aan de goedkeuring van de Regering, die de statuten van een eenheid die ontstaat door de fusie goedkeurt.

Art. 109. De bevoegdheden erkend krachtens de bepalingen van dit decreet voor de instellingen die fusioneren, worden doorgegeven aan de eenheid die ontstaat uit de fusie.

Art. 110. De instelling die ontstaat door de fusie van het geheel aan leden van een academie neemt haar bevoegdheden en financiering over.

HOOFDSTUK III. — *Partnerschappen met andere instellingen*

Art. 111. Universitaire instellingen kunnen samenwerken met een of meerdere hoge scholen, hogere instituten voor architectuur of hogere kunstschoolen. Dit partnerschap is het voorwerp van een overeenkomst tussen deze instellingen.

Zonder afbreuk te doen aan de algemene en specifieke bepalingen betreffende de instelling waarmee wordt samengewerkt, stelt de Regering, voor de instellingen voor hoger onderwijs, de bijzondere modaliteiten en voorwaarden op voor zulk een partnerschap.

Art. 112. De instellingen voor hoger onderwijs die samenwerken in de zin van dit hoofdstuk, kunnen samen één of meerdere studiecycli organiseren of de organisatie ervan toevertrouwen aan een universitaire academie.

TITEL V. — *Financiering van de universiteiten*HOOFDSTUK I. — *Veranderingen aan de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen*

Art. 113. Aan artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt een tweede alinea toegevoegd, luidend : « De toelage voor elke instelling omvat twee delen : een vast deel. Dit vast deel wordt om de tien jaar herzien in functie van de reële toelagen toegestaan aan de instellingen in de loop van de tien jaar voor de revisie. De eerste revisie zal plaatsvinden in 2016.

een variabel deel, in functie van het aantal studenten dat volgens de regels is ingeschreven. »

Art. 114. Aan artikel 27, § 1, van dezelfde wet, wordt na de tweede alinea een nieuwe alinea toegevoegd, luidend : « De student die is ingeschreven voor een geheel aan onderricht dat leidt tot het behalen van minder dan 15 studiepunten, komt echter niet in aanmerking. De student die is ingeschreven voor een geheel aan onderricht dat leidt tot het behalen van 15 tot minstens 45 studiepunten, komt slechts in aanmerking voor een halve eenheid. Studenten die echter hun jaar overdoen en waarvan het studiejaar een sald° van studiepunten inhoudt dat lager ligt dan 45, komen nog steeds volledig in aanmerking. »

Art. 115. Aan artikel 27, § 7, van dezelfde wet, worden de volgende veranderingen aangebracht :

1° in 1°, worden de woorden « gekwalificeerde bepaalde academische graad, zoals bedoeld in artikel 7, § 1, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden » veranderd door « bepaalde academische graad, zoals gedefinieerd in artikel 32, § 1, alinea 1, 1°, van het decreet van 31 maart 2004 dat het hoger onderwijs harmoniseert »;

2° 4° wordt vervangen door de volgende bepaling : « 4° de studenten die zich inschrijven voor studies die leiden tot een academische graad, terwijl ze, tijdens de vijf jaar die voorafgaan aan de inschrijvingsaanvraag, reeds twee academische graden behaalden die gelijkaardig zijn aan de graad waarvoor ze zich inschrijven, in de zin van artikel 32, § 1, alinea 1, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten »;

3° 5° wordt ingetrokken;

4° in punt 8° worden de woorden « op de datum voorzien in artikel 30, § 1, » veranderd door « op de eerste december van het academiejaar » en de woorden « het decreet van 5 september 1994 betreffende het beleid van de universitaire studies en de academische graden » worden veranderd door « het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten »;

5° in punt 10° worden de woorden « tweede basiscyclus bedoeld in artikel 6, § 2, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden » veranderd door « van een curriculum dat leidt tot een initieel bepaalde academische graad van de tweede cyclus, zoals gedefinieerd in artikel 16, § 3, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten ».

Art. 116. Artikel 28 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : « Voor de berekening van het variabele deel van de werkingstoelage, onder voorbehoud van de bepalingen van de tweede en derde alinea, worden de studie jaren die leiden tot een academische graad verdeeld in drie groepen, als volgt :

1° Groep A : De studie jaren die leiden tot een academische graad voor de domeinen gedefinieerd in artikel 31, punten 1°, 2°, 3°, 4°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° en 11°, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

2° Groep B : de studie jaren die leiden tot een academische graad in de domeinen gedefinieerd in artikel 31 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, die niet worden hernomen in een andere groep;

3° Groep C : de studiejaren die leiden tot een initiële academische graad van de tweede cyclus voor de domeinen gedefinieerd in artikel 31, punten 12°, 13°, 14°, 15°, 18° en 19° van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, alsook het derde studiejaar van de eerste cyclus in de domeinen bedoeld in punten 14°, 15°, 18° en 19° van ditzelfde artikel.

Enkel de twee eerste studiejaren die leiden tot een academische graad van bijkomende master of het eerste jaar van de doctorale opleiding komen in aanmerking voor deze berekening; de studiejaren ter voorbereiding van een doctoraal proefschrift komen niet in aanmerking.

Behalve de uitzondering voorzien door het decreet, komen de studiejaren en opleidingen die niet leiden tot een academische graad niet in aanmerking voor de berekening van de werkingstoelage.

In het bijzonder komen de studenten ingeschreven voor de Praktische opleiding in Hogescholen voor titularis van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs (GPBHO) of voor de Aggregatie voor het secundair onderwijs in aanmerking bij hun eerste inschrijving met een wegingsfactor bedoeld in artikel 29bis, die overeenstemt met de helft van de factor die gebruikt wordt voor studenten die volgens de regels zijn ingeschreven voor studies van groep A.

De niet vermelde richtingen worden door de Regering geklasseerd in een van de groepen. »

Art. 117. Artikel 29 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het basisbedrag voor het vaste deel van de jaarlijkse werkingstoelage wordt vastgesteld op 102.175.000 euro voor de budgettaire jaren 2006 tot 2015.

Het wordt als volgt verdeeld :

Universiteit van Luik : 23,34 %.

Katholieke Universiteit van Leuven : 30,82 %.

Vrije Universiteit van Brussel : 25,07 %.

Universiteit van Bergen-Henegouwen : 4,23 %.

Universitaire faculteit van Landbouwwetenschappen van Gembloers : 2,94 %.

Universitaire faculteiten Notre-Dame de la Paix van Namen : 7,20 %.

Polytechnische faculteit van Bergen : 3,16 %.

Universitaire faculteiten Saint-Louis te Brussel : 1,59 %.

Katholieke universitaire faculteiten van Bergen : 1,65 %.

Vanaf het budgettaire jaar 2016 wordt het vaste deel van de toelage gestort aan de universitaire academie waartoe de instelling behoort of rechtstreeks aan de instelling als ze nog geen deel uitmaakt van een academie.

§ 2. Het basisbedrag van het variabele deel van de jaarlijkse werkingstoelage wordt vastgelegd op 308.304.000 euro.

§ 3. Het basisbedrag voor de complementen bij de toelage bedoeld in artikel 34 ten gunste van de instellingen bedoeld in artikel 25, *b), c), f), g), h), i)*, wordt vastgelegd op 5.025.000 euro.

§ 4. Elk jaar worden de bedragen die moeten worden verdeeld tussen de instellingen aangepast aan de variaties van de gezondheidsindex van de consumptieprijzen door de basisbedragen bedoeld in de vorige paragrafen te vermenigvuldigen met de aanpassingsgraad berekend volgens de formule : Gezondheidsindex van december van het betrokken budgettaire jaar Gezondheidsindex van december 1998.

§ 5. Elk jaar worden de basisbedragen bedoeld in § 2 en 3 verdeeld tussen de betrokken universitaire instellingen in functie van de verhouding tussen het gewogen vierjaarlijkse gemiddelde aantal studenten per instelling en het gewogen vierjaarlijkse gemiddelde van het aantal studenten van alle betrokken instellingen, berekend krachtens artikels 27 tot 32.

De verhouding uitgedrukt in alinea 1 wordt uitgedrukt in percent en in vier decimalen.

De vierjaarlijkse gemiddelden bedoeld in alinea 1 worden verkregen door de som van het aantal gewogen studenten, respectievelijk voor de bedoelde instelling of voor alle instellingen, van het betrokken academiejaar en de drie voorgaande jaren, door vier te delen, waarbij elk van deze cijfers wordt berekend in functie van de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn voor het overeenstemmende academiejaar.

§ 6. Het deel van de toelage voor de studies georganiseerd door een universitaire academie wordt aan deze academie gestort. De coëfficiënten voorzien in artikel 30 zijn niet van toepassing op de studenten die voor deze studies zijn ingeschreven. »

Art. 118. Artikel 29bis van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : « Voor de groepen studiejaren bedoeld in artikel 28 wordt een wegingsfactor toegepast op de studenten bedoeld in artikel 27, § 1, die vallen onder de categorieën bedoeld in artikel 27, § 3, en die niet worden bedoeld in art. 27, § 7.

Deze wegingsfactoren zijn de volgende : Groep A : 1;

Groep B : 2;

Groep C : 3. »

Art. 119. Artikel 30 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : « Wanneer het aantal volgens de regels ingeschreven studenten voor de studies van de eerste of de tweede cyclus in een groep zoals gedefinieerd in artikel 28 hoger ligt dan het plafond, vastgesteld zoals vermeld in artikel 32, worden voor het aantal studenten dat dit plafond overtreft, de wegingsfactoren bedoeld in artikel 29bis verminderd met 85 % van hun waarde. »

Art. 120. Artikel 31 van dezelfde wet wordt ingetrokken.

Art. 121. § 1. In artikel 32 van dezelfde wet wordt § 1 vervangen door de volgende stelling : « Voor de universitaire instellingen vermeld in artikel 25, *a) tot c)*, wordt het plafondaantal studenten vastgelegd voor elke groep, als volgt :

Groep A : 4300;

Groep B : 3150;

Groep C : 2000. »

§ 2. § 2 van hetzelfde artikel wordt vervangen door de volgende bepaling : «Voor de universitaire instellingen vermeld in artikel 25, *d*) tot *j*), is het plafondaantal voor elk studiedomein gelijk aan 200 per effectief georganiseerd studiejaar van de eerste cyclus, en 400 per effectief georganiseerd studiejaar van de tweede cyclus. »

§ 3. § 3 van hetzelfde artikel wordt ingetrokken.

Art. 122. In titel II, Hoofdstuk 1 van dezelfde wet wordt een nieuw artikel 32bis toegevoegd, luidend : «Art. 32bis. – Een bedrag van 8.035.000 euro wordt verdeeld onder de universitaire academies, proportioneel aan het aantal studenten dat geslaagd is voor de studies en de werken betreffende de voorbereiding van een doctoraal proefschrift, bedoeld in artikel 17, § 3, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten.

In aanmerking komen de studenten die de graad van doctor behaalden tijdens het academiejaar dat afloopt op 15 september van het jaar dat voorafgaat aan het betrokken budgettaire jaar. Ze worden verdeeld onder de groepen voorzien in artikel 28, in functie van het domein waartoe de academische graad behoort die hen de toegang verleende tot studies van de derde cyclus en leiden tot de toepassing van de coëfficiënten van artikel 29bis.

Het bedrag bedoeld in alinea 1 wordt geïndexeerd volgens de formule voorzien in artikel 29, § 4. »

Art. 123. Aan titel II van dezelfde wet wordt een hoofdstuk Ibis toegevoegd, luidend : «Hoofdstuk Ibis – Over de bevordering van de toelating tot de studies.

Art. 36bis. – Jaarlijks wordt er aan de instellingen bedoeld in artikel 25 een bijkomende toelage gegeven die gelijk is aan het verschil tussen enerzijds, het theoretische bedrag van de inschrijvingsgelden, berekend in functie van artikel 39, § 2, alinea 1, en van artikel 39, § 3, alinea 1, en anderzijds, het bedrag dat reëel wordt beschouwd na de toepassing van de verminderingen op deze inschrijvingsgelden voor beursstudenten of studenten van eenvoudige afkomst, voor het academiejaar dat eindigt in de loop van het jaar dat voorafgaat aan de toekenning van de bijkomende toelage. »

Art. 124. Aan artikel 39 van dezelfde wet :

1° In de derde alinea van § 2, worden de woorden « deze bedragen worden herleid van respectievelijk 49,58 euro tot 16,11 euro » vervangen door « Dit bedrag wordt herleid tot 49,58 euro ».

2° Een nieuwe alinea wordt toegevoegd aan het einde van de eerste paragraaf, luidend : « Het bedrag bedoeld in alinea 1 wordt herleid tot 297,47 euro voor studenten van eenvoudige afkomst die niet kunnen genieten van een toelage bedoeld in alinea 2. De Regering definieert de voorwaarden en modaliteiten voor het verkrijgen van deze verlaagde inschrijvingsgelden. »

Art. 125. § 1. In artikel 45, § 1 van dezelfde wet wordt de eerste alinea vervangen door de volgende bepaling : « De Franse Gemeenschap draagt jaarlijks bij tot de financiering van de grote herstellingen aan de gebouwen van de universitaire instellingen bestemd voor de administratie, het onderricht en het onderzoek ten belope van 7.600.000 euro : in de tweede alinea worden de woorden «Het verschil bedoeld in alinea 1 wordt verdeeld» veranderd door « Dit bedrag wordt verdeeld ».

§ 2. Aan artikel 45 van dezelfde wet wordt een § 1bis toegevoegd, luidend : « § 1bis. Vanaf 2007 draagt de Franse Gemeenschap jaarlijks bij tot de lasten voor leningen aangegaan door de universitaire instellingen voor leningen voor gebouwen voor de administratie, het onderricht en het onderzoek, ten belope van 3.445.000 euro.

Na een collegiaal en gemotiveerd voorstel van de rectoren, verdeelt de Regering dit bedrag tussen de universitaire academies in functie van hun behoeften aan investeringen. »

§ 3. Aan artikel 45 van dezelfde wet wordt een § 1ter toegevoegd, luidend : « § 1ter. De bedragen bedoeld in de vorige paragrafen worden aangepast aan de variaties van de gezondheidsindex op de consumptieprijzen conform de formule van artikel 29, § 4. »

§ 4. Aan artikel 45, § 4, van dezelfde wet worden de woorden « aan alinea 1 van paragraaf 1 » vervangen door « aan paragrafen 1 en 1bis ».

Aan artikel 45, § 5, van dezelfde wet worden de woorden «aan alinea 1 van paragraaf 1 » vervangen door « aan paragrafen 1 en 1bis ».

Aan artikel 45, § 6, van dezelfde wet worden de woorden « aan alinea 1 van paragraaf 1 » vervangen door « aan paragrafen 1 en 1bis ».

Art. 126. Artikel 48quarter van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : « Art. 48quarter – De studenten ingeschreven voor de studies van een bijkomende master bedoeld in artikel 18 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, komen enkel in aanmerking voor de berekening van de werkingstoelage als het overeenkomstige studieprogramma gemiddeld, gedurende de drie vorige academiejaren, minstens 10 volgens de regels ingeschreven studenten telde voor elk studiejaar.O

ofwel die worden bedoeld in artikel 27, § 1, die vallen onder de categorieën bedoeld in artikel 27, § 3, en die niet worden bedoeld in artikel 27, § 7, ofwel die het voorwerp uitmaken van een externe openbare financiering.

Als afwijking komen de studies voor een bijkomende master, waarvoor krachtens een federale of communautaire wet een beperking van het aantal diploma's of toegelaten studenten bestaat, in aanmerking voor de financiering, onafhankelijk van het aantal studenten dat voor deze studie is ingeschreven. »

Art. 127. Artikel 48quinquies van dezelfde wet wordt ingetrokken.

TITEL VI. — *Bijzondere bepalingen voor de universitaire instellingen ingericht door de Franse Gemeenschap*

HOOFDSTUK I. — *Verandering aan de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat*

Art. 128. Artikel 4bis van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat wordt ingetrokken.

Art. 129. Aan artikel 5 van dezelfde wet worden de woorden « vast bureau » vervangen door «uitvoerend bureau, als dit wordt opgericht ».

Art. 130. Artikel 7, alinea 1, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : « Art. 12 – De Academische Raad bestaat uit gewone hoogleraren, buitengewone hoogleraren, hoogleraren en docenten van de universiteit of het universitair centrum. » In hetzelfde artikel wordt alinea 2 verwijderd.

Art. 131. In artikel 11 van dezelfde wet, worden de woorden « onder haar gewone en buitengewone hoogleraren » vervangen door « onder de leden van het voltijds onderwijzend personeel met een academische anciënniteit die minstens gelijk is aan vier jaar. »

Art. 132. Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : « Art. 12 – De secretaris van de Academische Raad wordt benoemd door de Regering voor een periode van twee jaar, uit een lijst van twee leden van deze Raad door deze laatste voorgedragen. »

Art. 133. In artikel 14, alinea 2, van dezelfde wet worden de woorden «en van de dekanen der faculteiten » vervangen door « , van de decanen van de faculteit en de secretaris van de Academische Raad ».

Art. 134. In artikel 16 van dezelfde wet wordt de tweede alinea vervangen door de volgende bepaling : « Hij voert de beslissingen uit van de Academische Raad. Hij is voorzitter van de Raad van Beheer. Hij zorgt voor het voorafgaandelijk onderzoek van de punten van academische aard die aan de Raad van Beheer worden voorgelegd.

De uitvoering van de beslissingen van de Raad van Beheer wordt toevertrouwd aan de rector voor alle beslissingen van academische aard. »

Art. 135. Artikel 17 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : « Behoudens het voordragen van de in de artikelen 6, 9 en 12 bedoelde lijsten, reikt de Academische Raad ook de erediploma's uit. »

Art. 136. In artikel 18 van dezelfde wet :

1° in § 1, wordt de zin voor 1° «voor de benoeming van de hoofdbibliothecaris, de Academische Raad gehoord » weggelaten;

2° een 9° wordt toegevoegd, luidend : « 8° oefent op het gebied van academische discipline de bevoegdheden uit aangegeven in artikel 60 en 49*quinquies* tot 49*octies* die volgen »;

3° alinea 2 van § 2 wordt § 3;

4° alinea's 3, 4, 5 worden weggelaten;

5° §§ 4, 5, 6 en 7 worden toegevoegd, luidend :

§ 4. De Raad van Beheer kan alle of een deel van de bevoegdheden die zij bezit krachtens dit artikel delegeren aan de rector of de beheerder, met uitzondering van § 1, 1° en 5°, op voorwaarde dat er aan hem verslag wordt uitgebracht over de genomen beslissingen. Deze delegatie van de bevoegdheid kan altijd worden herroepen.

Hij kan ook specifieke opdrachten toevertrouwen aan de beheerder.

§ 5. De beslissingen van de Raad van Beheer, alsook de beslissingen genomen door de delegatie, worden gepubliceerd. De Raad van Beheer kan echter, mits een tweederde meerderheid, bepaalde beslissingen tijdelijk geheim houden.

§ 6. Op voorstel van de rector, is de Raad van Beheer bevoegd om één of meerdere raadgevers voor de rector te kiezen uit het voltijds benoemd onderwijzend personeel van de instelling. Hun opdrachten worden gedefinieerd door de Raad van Beheer en lopen af samen met het mandaat van de rector.

§ 7. De Raad van Beheer kan binnen zijn kader een uitvoerend bureau oprichten, er specifieke opdrachten aan toevertrouwen en er bevoegdheden aan delegeren.

De Raad bepaalt de samenstelling ervan. »

Art. 137. Artikel 19*bis* van dezelfde wet, ingevoerd door de wet van 24 maart 1971 wordt ingetrokken.

Art. 138. In artikel 21 van dezelfde wet :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling : « Tot het onderwijzend personeel behoren de gewone hoogleraren, de buitengewone hoogleraren, de hoogleraren en de docenten. »

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling : « De Raad van Beheer bepaalt mee de opdracht van elk lid van het onderwijzend voltijds of deeltijds personeel en duidt het of de organen aan waartoe het personeelslid behoort. De Raad deelt deze beslissing mee aan de Regering. »

3° alinea 3 van § 5 wordt ingetrokken;

4° § 8 wordt vervangen door de volgende bepaling : « Zonder afbreuk te doen aan artikel 32, bepaalt de Raad van Beheer, voor een beperkte duur die hij bepaalt en die geen vijf jaar overschrijdt, de inhoud van de opdracht van elk lid van het onderwijzend korps, met name de toegekende cursussen, de onderzoeksactiviteiten en de dienstverlening voor de gemeenschap.

De inhoud van de opdracht wordt voor de eerste keer bepaald bij de benoeming. Ze wordt herzien en eventueel aangepast aan het einde van elke periode, volgens een algemeen reglement opgesteld door de Raad van Beheer en aangenomen door een tweederde meerderheid van de aanwezige leden.

De vernieuwing of de verandering van de inhoud van de opdracht gebeurt na de mening van de betrokkene en/of van de organen waaronder de opdracht valt.

De beslissing van de Raad van Beheer wordt meegedeeld aan de betrokkene. »

Art. 139. Artikel 22, § 1 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : « De Raad van Beheer benoemt de leden van het onderwijzend personeel binnen één van de domeinen opgesomd in artikel 31 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten.

Zonder afbreuk te doen aan de bijzondere voorwaarden vastgelegd in deze wet, kan niemand worden benoemd als docent als hij geen houder is van een doctoraal diploma met proefschrift. De vrijstellingen in verband met deze voorwaarde kunnen, na de mening van het orgaan waaronder de opdracht valt, worden toegestaan door de Raad van Beheer in uitzonderlijke omstandigheden die deugdelijk zijn gemotiveerd.

Zonder afbreuk te doen aan de bijzondere voorwaarden vastgesteld door deze wet, kan niemand tot gewoon hoogleraar worden benoemd nadat hij de leeftijd van zestig jaar heeft bereikt.

De rector meldt de beslissing van de benoeming aan de Regering binnen de acht dagen die volgen op de deliberatie van de Raad van Beheer. De Regering keurt de nominatie goed binnen een termijn van veertig dagen volgend op het versturen van de verwittiging van de beslissing door de Rector. Na deze termijn wordt de goedkeuring als toegestaan beschouwd. De rector licht de Raad van Beheer erover in tijdens de volgende sessie; hij meldt ook de goedkeuring van de beslissing aan de betrokkene en vraagt de publicatie ervan aan in het Staatsblad.

De benoeming gaat van kracht ten vroegste op de eerste dag van de maand die volgt op de beslissing van de Raad van Beheer.

Art. 140. De artikels 24bis en 24ter van dezelfde wet worden ingetrokken.

Art. 141. In artikel 31 van dezelfde wet :

1° in § 1, alinea 1, worden de woorden « , § 1, en de benamingen bedoeld in artikel 22, § 2, » toegevoegd tussen de woorden « artikel 22 » en « die de graad vermelden »;

2° de alinea's 2 tot 5 van § 1 worden ingetrokken;

3° alinea 6 van § 1 wordt vervangen door : « In geval van werkvakantie, worden de inhoud van de oproep voor kandidaten alsook de termijn voor het indienen van de kandidaturen vastgesteld door de Raad van Beheer. »

4° alinea 7 van § 1 wordt ingetrokken.

Art. 142. Artikel 32 van dezelfde wet wordt veranderd op de volgende manier :

1° in § 1 worden de woorden « het besluit » vervangen door « de mening »;

2° § 2 wordt ingetrokken.

Art. 143. In artikel 43 van dezelfde wet, wordt het woord voltijds' verwijderd.

Art. 144. Aan hoofdstuk III van dezelfde wet wordt een afdeling 6 toegevoegd, luidend : « Afdeling 6 – Over verlof en op wachtgeld plaatsen Art. 49bis – De Regering bepaalt het verlofsysteem van het onderwijzend personeel.

Art. 49ter – De leden van het onderwijzend korps kunnen op wachtgeld worden geplaatst om persoonlijke redenen, zonder salaris, voor een periode van een jaar, viermaal hernieuwbaar, of maximaal vijf jaar.

De voor persoonlijke redenen op wachtgeld geplaatste leerkracht krijgt geen salaris. Dit kan zich enkel doen gelden bij een ziekte of invaliditeit opgelopen tijdens de periode van het op wachtgeld plaatsen voor persoonlijke redenen.

Hij verliest zijn aanspraken op verhoging en de periode van het op wachtgeld plaatsen voor persoonlijke redenen telt niet mee voor de berekening van de anciënniteit wanneer men terug in dienst treedt.

Art. 49quarter – Het lid van het onderwijzend korps dat afwezig is wegens ziekte kan op wachtgeld worden geplaatst volgens voorwaarden vastgesteld door de Regering.

Hij geniet tijdens de duur van de op wachtgeld plaatsing wegens ziekte van een salaris dat gelijk is aan 60 % van het salaris waarop hij recht heeft krachtens artikels 36 tot 45. »

Art. 145. Aan hoofdstuk III van dezelfde wet wordt een afdeling 7 toegevoegd, luidend : « Afdeling 7 – Het disciplinaire systeem.

Art. 49quinquies – De disciplinaire straffen zijn : het tot de orde roepen, Een vermindering van het salaris, Een schorsing, Een ontslag.

Art. 49sexies – De disciplinaire straffen worden voorgesteld door de rector.

Ze worden uitgesproken door de Raad van Beheer.

Art. 49septies – De Regering stelt de procedure vast voor de organisatie van het respecteren van de rechten op verdediging, die de onpartijdigheid en de onafhankelijkheid garandeert van de instantie die de beslissing neemt en die de manier van deliberatie van deze vastlegt. In elk geval kan een ontslag enkel worden uitgesproken wanneer er een tweederde meerderheid is van de aanwezige leden.

Art. 49octies – De vermindering van het salaris kan niet meer dan 20 % bedragen van het salaris berekend krachtens artikels 36 tot 45.

Ze kan niet worden uitgesproken voor een duur langer dan één jaar. »

Art. 146. Aan artikel 50 van dezelfde wet wordt een alinea 8 toegevoegd, luidend : « Artikel 33 is toepasbaar op de leden van het voltijds wetenschappelijk personeel. »

Art. 147. Aan artikel 50bis van dezelfde wet :

1° aan alinea 2 worden de woorden « , van arts of doctor in de geneeskunde » toegevoegd;

2° in alinea 4 wordt de laatste zin verwijderd.

Art. 148. In artikel 51bis worden alinea's 1 tot 3 van dezelfde wet vervangen door : « Aan elke universiteit of universitair centrum wordt een beheerder benoemd.

Deze coördineert de activiteiten van de algemene administratieve diensten. Hij neemt deel aan de opstelling van het budget van de instelling. Hij waakt over de uitvoering van de beslissingen die worden genomen door de Raad van Beheer en door het uitvoerend bureau, als dit wordt gecreëerd, en die niet vallen onder de bevoegdheid van de rector of die aan deze laatste werden toevertrouwd met een volmacht. Hij waakt over de voorafgaande instructie en de uitvoering van de opdrachten die aan hem zullen worden toevertrouwd door de Raad van Beheer krachtens een opdrachtenbrief.

De beheerder neemt deel aan de Raad van Beheer en het uitvoerend bureau, als dit wordt gecreëerd, in een rol van consulent. » In ditzelfde artikel wordt de alinea « De administrateur is rechtstreeks tegenover de raad van beheer verantwoordelijk voor het beheer van de universiteit of van het universitair centrum » vervangen door « De beheerder moet rechtstreeks verantwoording afleggen voor de Raad van Beheer. »

Art. 149. Artikel 51bis van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende stelling : « Art. 51bis – De Raad van Beheer duidt een secretaris aan, gekozen uit de beamten van niveau 1 van de instelling die vast benoemd zijn of voor onbepaalde duur zijn aangeworven, met inbegrip van de wetenschappelijke personeelsleden die vast benoemd zijn.

Zijn mandaat is 4 jaar vernieuwbaar.

Het gaat in aan het einde van het tweede jaar van het mandaat van de rector. »

Art. 150. De artikels 56 en 59 van dezelfde wet zijn ingetrokken.

Art. 151. In artikel 60 van dezelfde wet worden alinea's 2 en 3 vervangen door de volgende stelling : « De drie eerste straffen worden uitgesproken door de rector. De vierde, verordend door de meerderheid van de aanwezige leden, wordt uitgesproken door de Raad van Beheer. Om redenen van openbare orde, kan ze ook worden uitgesproken door de Regering, de Raad van Beheer gehoord.

Wanneer de uitsluiting wordt uitgesproken door de Raad van Beheer, zal een kopie van haar beslissing worden gericht aan de Regering en aan de uitgesloten student. Wanneer ze wordt uitgesproken door de Regering, wordt er een kopie van het besluit gericht aan de universiteit en aan de uitgesloten leerling.

Een academische straf kan enkel worden uitgesproken als de student vooraf werd opgeroepen en gehoord. De beslissingen zijn gemotiveerd. »

Art. 152. Hoofdstuk VIII van dezelfde wet, met artikel 61, wordt ingetrokken.

Art. 153. In artikel 63, alinea 1 van dezelfde wet worden de woorden « behalve die waarvoor de vergoeding overeenkomstig artikel 57 wordt vastgesteld » weggelaten.

Art. 154. In artikel 64bis van dezelfde wet worden § 2 tot 4 ingetrokken.

Art. 155. In dezelfde wet : 1° worden de woorden « Ministerie van Openbaar Onderwijs » vervangen door « Ministerie van de Franse Gemeenschap » in artikels 18, § 1, 2° en 5°;

2° de woorden « de Koning » worden vervangen door « de Regering » in artikels 6, 9, 15, 18, § 3, 21, § 6, alinea 2, en 35, alinea's 1 en 3 en 64;

3° de woorden « geassocieerd docent » worden verwijderd uit de artikels 36, 42, 45, 47 en 62;

4° de woorden « bijbehorend hoogleraar » worden verwijderd uit artikels 38, 45, 47 en 62.

HOOFDSTUK II. — *Medisch onderzoek*

Art. 156. De wet van 30 december 1952 die de studenten van de universiteiten van de Staat en van instellingen voor hoger onderwijs van de Staat gelijkgesteld aan universiteiten onderwerpt aan een medisch onderzoek voor de opsporing van besmettelijke ziektes is niet meer van toepassing voor de universitaire instellingen bedoeld in artikel 10.

De universiteiten organiseren een medisch onderzoek voor hun studenten conform de huidige wettelijke bepalingen.

Deel 3. — Slotbepalingen

TITEL VII. — *Wijzigings-, opheffings- en overgangsbepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Financiering van de universiteiten*

Art. 157. Voor de toepassing van artikel 36bis van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt rekening gehouden met de studenten die zijn ingeschreven : in het eerste jaar van de eerste cyclus, voor het budgettaire jaar 2006;

in de twee eerste jaren van de eerste cyclus, voor het budgettaire jaar 2007;

in de eerste cyclus, voor het budgettaire jaar 2008;

in de eerste cyclus en in het eerste jaar van de tweede cyclus, voor het budgettaire jaar 2009;

voor alle studies vanaf het budgettaire jaar 2010.

Art. 158. Het bedrag voorzien in artikel 29, § 2, van dezelfde wet wordt verminderd met 6.427.000 euro voor het budgettaire jaar 2006;

met 3.672.000 euro voor het budgettaire jaar 2007;

met 2.755.000 euro voor het budgettaire jaar 2008;

met 1.836.000 euro voor het budgettaire jaar 2009.

Art. 159. § 1. Onder voorbehoud van de beschikkingen van § 3 hieronder, voorafgaand aan de toepassing van de wegingsfactoren bedoeld in artikel 29bis van dezelfde wet :

1° worden de studenten ingeschreven voor studies die leiden tot het behalen van academische graden van de eerste en tweede cyclus in wetenschapsbeheer in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, d) tot i) van dezelfde wet, vermenigvuldigd met 1,1657;

2° worden de studenten ingeschreven voor studies die leiden tot het behalen van een academische graad van de tweede cyclus in de instellingen bedoeld in artikel 25, d), e) en g) van dezelfde wet respectievelijk vermenigvuldigd met 1,29, 1,34 en 1,68.

Vanaf het budgettaire jaar 2008 worden ook de studenten ingeschreven voor het derde jaar van de eerste cyclus vermenigvuldigd met de factoren hierboven.

§ 2. In geval van een fusie van een van de instellingen hierboven bedoeld, wordt er voor de toepassing van de factor rekening gehouden met het aantal financierbare studenten weerhouden voor het laatste jaar voor de fusie.

§ 3. Vanaf het budgettaire jaar 2007 kan de Regering de factoren bedoeld in § 1 jaarlijks herzien, zonder dat ze hoger kunnen liggen dan hun beginwaarde, of lager kunnen liggen dan de eenheid.

HOOFDSTUK II. — *Universitaire instellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 160. De personeelsleden van de instellingen bedoeld in artikel 10, 1°, 4° en 5°, die de graad hebben van geassocieerde docent en van geassocieerde hoogleraar, worden respectievelijk docenten of hoogleraren genoemd.

Art. 161. Voor de toepassing van artikel 21, § 8, van de wet van 28 april 1953 over de organisatie van universitair onderwijs door de Staat, zoals aangepast door dit huidige decreet, wordt voor de leden van het onderwijzend personeel benoemd op de datum van het van kracht gaan van dit decreet, de inhoud van de opdracht zoals ze bestaat aan de vooravond van deze datum bevestigd voor een periode van minstens drie jaar en maximum vijf jaar, vanaf deze datum.

HOOFDSTUK III. — *Universitair onderwijs*

Art. 162. Het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden wordt ingetrokken, behalve de bepalingen die voorlopig worden behouden krachtens dit decreet en die progressief worden ingetrokken.

Art. 163. In de wet van 12 augustus 1991 die de status van rechtspersoonlijkheid geeft aan de Katholieke Universiteit van Leuven', aan de Vrije Universiteit Brussel' en die de Vrije Universiteit Leuven' toelaat om een Franstalige universiteit en een Nederlandstalige universiteit te creëren, opschrift gewijzigd door de wet van 28 mei 1970 die de wet van 12 augustus 1911 aanpast die de rechtspersoonlijkheid toekent aan de universiteiten van Brussel en Leuven en die de wet van 2 augustus 1960 aanpast over de tussenkomst van de Staat in de financiering van de vrije universiteiten en de diverse instellingen voor hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, waarbij artikel 1, zoals veranderd door de wet van 9 april 1965 over verschillende maatregelen ter bevordering van de universitaire uitbreiding, wordt aangepast als volgt :

1° § 1, 2, a) wordt vervangen door « Maken deel uit van de Vrije Universiteit Brussel » de instellingen voor universitair onderwijs die zich eraan koppelen. »;

2° § 2, 2, b) wordt vervangen door « Maken deel uit van de Katholieke Universiteit Leuven » de instellingen voor universitair onderwijs die zich eraan koppelen. ».

Art. 164. Voor de academiejaren 2004-2005 en 2005-2006, zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 49 en artikel 50, hebben enkel studenten die bovendien een bewijs van slagen hebben voor een speciaal interuniversitair toelatingsexamen, toegang tot de studies van de eerste cyclus van het domein van dierengeneeskunde met als doel het behalen van een graad te bekroning ervan. Als uitzondering op deze bepalingen hoeft elke student die reeds volgens de regels was ingeschreven voor academiejaar 2003-2004 voor een studiejaar van de eerste cyclus in dierengeneeskunde in de Franse Gemeenschap dit bewijs niet te leveren.

Elk jaar, tussen 6 en 15 september, wordt er één enkele proef georganiseerd waarna maximaal 250 nieuwe attesten worden afgeleverd. Enkel de studenten die voldoen aan de toelatingsvoorwaarden, beschreven in artikel 49, § 1, en die niet overeenstemmen met de voorwaarden voor een mogelijke weigering voor de inschrijving, voorzien in artikel 47, § 2, hebben toegang tot deze proef.

Deze proef wordt samen georganiseerd door de universitaire instellingen die de bevoegdheid hebben om de studies van de eerste cyclus dierengeneeskunde te organiseren en de universitaire instellingen die deze studies organiseren. Ze moeten aan de organisatie en de evaluatie van de proef deelnemen, volgens de voorwaarden vastgelegd door de Regering.

De proef moet een evaluatie maken van de bijzondere vaardigheden die nodig zijn voor universitaire studies in deze discipline. Ze gaat over de volgende vakken conform de verworven bekwaamheid en de vereiste kennis aan het einde van de algemene of technische humaniora :

1° Frans;

2° wiskunde;

3° wetenschappen : fysica, chemie, biologie, aardrijkskunde.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de organisatie en het gedetailleerde programma van de proef.

Art. 165. De nieuwe inschrijvingen voor studies georganiseerd in de loop van academiejaar 2003-2004 die leiden tot de academische graad van « diplômé d'études spécialisées » (DES, gediplomeerde in de gespecialiseerde studies) of van « diplômé d'études approfondies » (DEA, diploma in de grondige studies) kunnen uitzonderlijk worden aanvaard tijdens academiejaren 2004-2005, 2005-2006 en 2006-2007. De vroegere academische graden die deze studies bekroonden, kunnen aan deze studenten worden verleend gedurende een aantal academiejaren gelijk aan de duur van deze studies plus één jaar.

Art. 166. Volgens de algemene voorwaarden vastgelegd door de academische bevoegdheden, wordt aan de studenten met een academische graad van de tweede basiscyclus uitgereikt volgens de bepalingen die voorafgaan aan dit decreet en die, krachtens voorlopige bepalingen, de academische graad van « diplômé d'études spécialisées » (DES, gediplomeerde in de gespecialiseerde studies), van « diplômé d'études approfondies » (DEA, gediplomeerde in de grondige studie), of van "agrégation de l'enseignement secondaire supérieur (AESS, geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs) krijgen, een academische graad van master toegekend respectievelijk met de gespecialiseerde finaliteit, de grondige finaliteit of de didactische finaliteit.

De houders van dezelfde academische graden verkregen vóór de startdatum van het van kracht gaan van dit decreet zijn houder van een gelijkwaardige graad van master, aan dezelfde voorwaarden.

Art. 167. De academische graden van doctor of van geaggregeerde voor het hoger onderwijs conform de wetgeving die van kracht is vóór de startdatum van het van kracht gaan van dit decreet worden na deze datum, en ten laatste in de loop van academiejaar 2006-2007, enkel nog verleend aan studenten die voor deze studies waren ingeschreven vóór het van kracht gaan van dit decreet.

HOOFDSTUK IV. — *Hoger onderwijs in de hogescholen*

Art. 168. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op de hogescholen binnen de respectering van het decreet van 5 augustus 1995 dat de algemene organisatie van het hoger onderwijs vastlegt en de bepalingen genomen als toepassing van dit decreet.

Art. 169. In artikel 1 van het decreet van 5 augustus 1995 worden de volgende veranderingen aangebracht :

1° 6° wordt vervangen door : « Cyclus : studiecycclus in de betekenis van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, »;

2° 10° wordt vervangen door : « Sectie : curriculum dat leidt tot een academische graad in de betekenis van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten; ».

Art. 170. In artikel 33 van het decreet van 5 augustus 1995 hierboven vermeld, worden de volgende veranderingen aangebracht :

- 1° in 2° worden de woorden « 2 jaar » veranderd door « 3 jaar »;
- 2° 3° wordt vervangen door « minstens 1 of 2 jaar voor het verkrijgen van de graden bedoeld in artikel 18, § 2; »;
- 3° 4° wordt weggelaten;
- 4° 5° en 6° worden 4° en 5°.

Art. 171. In het decreet van 27 februari 2003 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tot vaststelling van de minimale uurregelingen zijn 1° de graden en titels ter bekroning van studies van het korte type graden van bachelor, conform artikel 15 van dit decreet;

2° de graden en titels ter bekroning van de eerste cyclus van het lange type graden van bachelor, conform artikel 16, § 2, van dit decreet;

3° de graden en titels ter bekroning van studies van de tweede cyclus van het lange type graden van master, conform artikel 16, § 3, van dit decreet.

Art. 172. De Regering bepaalt de veranderingen die moeten worden aangebracht in de bijlagen van het voornoemde decreet van 27 februari 2003, verbonden aan de veranderingen van de benamingen van de academische graden en de verdeling van de studiejaren over twee cycli in de programma's van het lange type.

HOOFDSTUK V. — Hoger kunstonderwijs

Art. 173. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing voor hogescholen voor kunstonderwijs binnen de respectering van het decreet van 17 mei 1999 over het hoger kunstonderwijs en het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), alsook de bepalingen die gelden als toepassing van deze decreten.

Art. 174. In het decreet van 17 mei 1999 over het hoger kunstonderwijs zijn :

1° de graden en titels ter bekroning van studies van het korte type graden van bachelor, conform artikel 15 van dit decreet;

2° de graden en titels ter bekroning van de eerste cyclus van het lange type graden van bachelor, conform artikel 16, § 2, van dit decreet;

3° de graden en titels ter bekroning van studies van de tweede cyclus van het lange type graden van master, conform artikel 16, § 3, van dit decreet.

Art. 175. In artikel 2, § 1 van het voornoemde decreet van 20 december 2001, worden de volgende veranderingen aangebracht :

1° 20° wordt vervangen door « Academiejaar : academiejaar in de betekenis van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten. »

2° 21° wordt vervangen door « Graden : de academische graden in de betekenis van het decreet.

3° 22° wordt vervangen door « Onderwijsactiviteiten : de activiteiten voor het onderricht in de betekenis van decreet 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten. »

HOOFDSTUK VI. — Andere vormen van hoger onderwijs

Art. 176. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op de hogere instellingen voor architectuuronderwijs binnen de respectering van de wet van 18 februari 1977 over het architectuuronderwijs, en van de bepalingen genomen in toepassing van deze wetgeving.

Art. 177. In de wet van 18 februari 1977 over het architectuuronderwijs zijn :

1° de graden en titels ter bekroning van studies van de eerste cyclus architectuur graden van bachelor, conform artikel 16, § 2 van dit decreet;

2° de graden en titels ter bekroning van studies van de tweede cyclus architectuur graden van master, conform artikel 16, § 3, van dit decreet.

Art. 178. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op overeenstemmende hogere studies georganiseerd door de instellingen voor sociale promotie die graden en titels uitreiken die gelijkwaardig zijn aan de titels en graden die worden uitgereikt in het voltijds hoger onderwijs, als respectering van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, en van de bepalingen die als toepassing van dit decreet worden vastgelegd.

HOOFDSTUK VII. — Algemene overgangsbepalingen

Art. 179. Een academische graad kan worden uitgereikt aan studenten die reeds slaagden voor een jaar van de studiecycclus die leidt tot deze graad, tijdens een academiejaar dat voorafgaat aan de startdatum van het van kracht gaan van dit decreet.

Buiten de uitzonderingen voorzien in de volgende artikels, kan geen enkele nieuwe inschrijving in een studiecycclus georganiseerd binnen de toepassing van de bepalingen die golden vóór dit decreet, worden toegelaten na dat dit decreet van kracht is.

Art. 180. De studenten die houder zijn van een academische graad zullen, tot aan het academiejaar 2006-2007, toegang hebben tot de studies van de tweede cyclus gedefinieerd in de wetgeving die van kracht is vóór het van kracht gaan van dit decreet.

De oude academische graden als bekroning van deze studies kunnen worden verleend aan deze studenten gedurende een aantal academiejaren dat overeenstemt met de minimumduur van deze studies plus één jaar.

Art. 181. Een academische graad van de eerste basiscyclus verkregen vóór het van kracht gaan van dit decreet, na tenminste drie basisstudiejaren staat gelijk aan de overeenstemde graad van bachelor.

Een academische graad van de tweede basiscyclus verkregen vóór het van kracht gaan van dit decreet, na tenminste vier basisstudiejaren staat gelijk aan de overeenstemde graad van master.

De academische graad van doctor verkregen na de verdediging van een proefschrift of van een aggregaat voor het hoger onderwijs vóór het van kracht gaan van dit decreet, staat gelijk aan de overeenstemmende graad van doctor in de betekenis van dit decreet.

Art. 182. De houders van een academische graad van de tweede cyclus verkregen krachtens de beschikkingen die voorafgaan aan dit decreet, genieten van dezelfde mogelijkheden voor het voortzetten van hun studies of op de arbeidsmarkt als de dragers van een graad van master ingevoerd door dit decreet als bekroning van studies van de tweede cyclus voor minstens 120 studiepunten.

Art. 183. De houders van een academische graad van de eerste cyclus verkregen na twee studiejaar, aan de universiteit of in het hoger onderwijs van het lange type, krachtens de bepalingen die voorafgaan aan dit decreet, hebben rechtstreeks toegang tot het derde studiejaar van de overeenstemmende graad van bachelor.

Art. 184. De Regering stelt een lijst op met de overeenstemming tussen de verkregen academische graden vóór het van kracht gaan van dit decreet en de nieuwe titels van de graden gedefinieerd in dit decreet.

Ze stelt eveneens de eventuele overeenkomsten op in geval van een verandering aan deze titels.

Art. 185. De studies in verband met de pedagogische vorming van de toekomstige leerkrachten die leiden tot de titel van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs blijven georganiseerd door de houders van een academische graad die hier toegang tot verschaft krachtens de wetgeving die voorafging aan dit decreet.

Art. 186. De bevoegdheden van de instellingen voor de bestaande graden vóór het van kracht gaan van dit decreet worden behouden om aan alle overgangsbepalingen van dit decreet te kunnen voldoen.

HOOFDSTUK VIII. — Van kracht gaan van de uitvoerende bepalingen

Art. 187. Het huidige decreet gaat van kracht in het academiejaar 2004-2005, onder voorbehoud van de bepalingen in de volgende artikels.

Art. 188. De studiejaar van de eerste cyclus worden progressief georganiseerd vanaf het van kracht gaan van dit decreet. De studies voor de tweede en derde cyclus worden ten laatste georganiseerd vanaf academiejaar 2007-2008.

Art. 189. Het schrappen van de graden van bijkomende master krachtens artikel 40, alinea 2, zal plaatsvinden vanaf academiejaar 2009-2010.

Art. 190. Titel IV gaat van kracht vanaf de dag van publicatie van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 191. Titel V gaat van kracht in het budgettaire jaar 2006.

Art. 192. De Regering kan de bepalingen van dit decreet en de bepalingen die hen uitdrukkelijk of impliciet zouden veranderen op het moment dat deze coördinaties worden opgesteld, coördineren.

Tot dit doel kan zij :

1° de volgorde, de nummering en, over het algemeen, de presentatie van de te coördineren bepalingen veranderen;

2° de referenties die voorkomen in deze te coördineren bepalingen veranderen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° de redactie van de te coördineren bepalingen veranderen om hun overeenstemming te verzekeren en de terminologie eenvormig te maken, zonder inbreuk te doen op de principes die naar voor worden gebracht in deze bepalingen.

Art. 193. Artikel 1 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap, wordt vervangen door : « Artikel 1 – De eerste titel van dit decreet is van toepassing op de universitaire instellingen bedoeld in artikel 10 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de vaststelling van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte voor het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, die hierna de universitaire instellingen worden genoemd. » Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gedaan te Brussel op 31 maart 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie
en Wetenschappelijk Onderzoek
F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid
N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad — Ontwerp van decreet, nr. 498-1 — Commissieamendementen, nr. 498-2. Verslag, nr. 498-3. *Integraal verslag*. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 23 maart 2004.